



CONSEIL DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

Session 1988-1989

3 MARS 1989

PROJET DE DECRET

**CONTENANT LE BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1989**

DEPENSES D'EDUCATION ET DE RECHERCHE (1)

ANNEXE

PROGRAMME JUSTIFICATIF

(1) Dépenses financées en application des articles 38, 61, 62 et 73 de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989.

PROGRAMME JUSTIFICATIF

— Justification par division organique et par programme d'activités :

Récapitulation pour le budget	4
Section 01. — Cabinet du Ministre de l'Enseignement et de la Formation :	
Programme 0. — Fonctionnement du Cabinet	8
Section 02. — Cabinet du Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique :	
Programme 0. — Fonctionnement du Cabinet	10
Section 40. — Secrétariat général et Services communs :	
Missions	13
Programmes 0. — Subsistance de l'administration	13
2. — Participation Institut géographique national	15
3. — Provisions pour charges diverses	16
4. — Cellule de modernisation	16
5. — Fonds national de garantie des Bâtiments scolaires	17
Section 51. — Enseignement préscolaire et enseignement primaire :	
Missions	17
Programmes 0. — Subsistance de l'administration	17
1. — Subsistance de l'Inspection	18
2. — Fonctionnement des écoles de la Communauté	19
3. — Activités connexes à l'activité « enseignement de la Communauté »	20
4. — Fonctionnement des écoles officielles subventionnées	21
5. — Aide connexe à l'enseignement officiel subventionné	22
6. — Fonctionnement des écoles libres subventionnées	22
7. — Aide connexe à l'enseignement libre subventionné	23
Section 52. — Enseignement secondaire :	
Missions	24
Programmes 0. — Subsistance de l'administration	24
1. — Subsistance de l'Inspection	25
2. — Fonctionnement des écoles de la Communauté	26
3. — Activités connexes à l'activité « enseignement de la Communauté »	27
4. — Fonctionnement des écoles officielles subventionnées	27
5. — Aides connexes à l'enseignement officiel subventionné	28
6. — Fonctionnement des écoles libres subventionnées	29
7. — Aide connexe à l'enseignement libre subventionné	29
Section 53. — Enseignement spécial et enseignement de promotion sociale : partie Enseignement spécial :	
Missions	30
Programmes 0. — Subsistance de l'administration	30
1. — Subsistance de l'Inspection	31
2. — Fonctionnement des écoles de la Communauté	32
3. — Activités connexes à l'activité « enseignement de la Communauté »	33
4. — Fonctionnement des écoles officielles subventionnées	33
5. — Aide connexe à l'enseignement officiel subventionné	34
6. — Fonctionnement des écoles libres subventionnées	34
7. — Aide connexe à l'enseignement libre subventionné	35

Section 54. — Enseignement supérieur et recherche scientifique: enseignement universitaire et recherche scientifique:	
Missions	36
Programmes 0. — Administration de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	36
1. — Universités d'Etat	36
2. — Universités libres	42
3. — Contrôles des universités	47
4. — Recherche scientifique	48
Section 55. — Enseignement supérieur et recherche scientifique: enseignement supérieur non universitaire et recherche scientifique:	
Missions	50
Programmes 0. — Subsistance de l'administration	50
1. — Subsistance de l'Inspection	51
2. — Fonctionnement des écoles de la Communauté	52
3. — Activités connexes à l'activité « enseignement de la Communauté »	53
4. — Fonctionnement des écoles officielles subventionnées	53
6. — Fonctionnement des écoles libres subventionnées	54
Section 56. — Enseignement spécial et enseignement de promotion sociale: partie promotion sociale:	
Missions	54
Programmes 0. — Subsistance de l'administration	55
1. — Subsistance de l'Inspection	56
2. — Fonctionnement des écoles de la Communauté	56
3. — Activités connexes à l'activité « enseignement de la Communauté »	57
4. — Fonctionnement des écoles officielles subventionnées	57
6. — Fonctionnement des écoles libres subventionnées	58
Section 61. — Service des transports scolaires:	
Missions	59
Programmes 0. — Subsistance de l'administration	59
1. — Transport dans l'enseignement de la Communauté	60
2. — Transport zonal d'élèves (loi du 15 juillet 1983)	60
3. — Transport dans l'enseignement officiel subventionné	61
4. — Transport dans l'enseignement libre subventionné	61
Section 64. — Organisation des études (y compris la gestion des centres P.M.S.):	
Missions	62
Programmes 0. — Subsistance	62
1. — Organisation des études	63
2. — Fonctionnement des centres P.M.S. de la Communauté	63
3. — Fonctionnement des centres P.M.S. officiels subventionnés	65
4. — Fonctionnement des centres P.M.S. libres subventionnés	66
Section 81. — Bâtiments scolaires	67
Programme 0. — Fonctionnement du Fonds des Bâtiments Scolaires et des Institutions succédant au Fonds National de Garantie	67
Titre IV. — Section particulière	69
Annexe I. — Fondations, donations, legs et prix	88

JUSTIFICATION PAR DIVISION ORGANIQUE ET PAR PROGRAMME D'ACTIVITE
RECAPITULATION POUR LE BUDGET DE L'EDUCATION NATIONALE — REGIME FRANCAIS

(En millions de francs)

Divisions organiques et programmes (1)	C.N.D. + C.O. (1)		C.E. (2)	
	1989 (3)	1988 (4)	1989 (3)	1988 (4)
	(2)	(3)	(4)	(5)
Division 01. Cabinet du Ministre de l'Enseignement et de la Formation :				
0. Fonctionnement du Cabinet	55,3	—	—	—
Totaux pour la division 01	55,3	—	—	—
Division 02. Cabinet du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique :				
0. Fonctionnement du Cabinet	104,2	71,0	—	—
Totaux pour la division 02	104,2	71,0	—	—
Division 40. Secrétariat général et services communs :				
0. Substantance de l'administration	935,7	935,9 (22,8)	—	—
2. Participation Institut géographique national	8,0	8,0	—	—
3. Provisions pour charges diverses	2 160,7	—	—	—
4. Cellule de modernisation et formation	7,3	—	—	—
5. Fonds national de garantie des bâtiments scolaires	92,5	—	—	—
Totaux pour la division 40	3 204,2	943,9 (12,8)	—	—
Division 51. Enseignement préscolaire et enseignement primaire :				
0. Substantance de l'administration	163,9	158,5 (0,4)	—	—
1. Substantance de l'inspection	207,5	200,5 (0,1)	—	—
2. Fonctionnement des écoles de la Communauté	3 259,7	3 400,8 (10,5)	—	—
3. Activités connexes à l'activité « Enseignement de la Communauté »	14,8	11,7	—	—
4. Fonctionnement des écoles officielles subventionnées	14 532,5	14 159,4 (230,0)	—	—
5. Aide connexe à l'enseignement officiel subventionné	62,0	50,2 (0,3)	—	—
6. Fonctionnement des écoles libres subventionnées	12 096,7	11 446,2 (30,0)	—	—

(*) Le texte des renvois figure en bas de la dernière page de ce tableau.

(En millions de francs)

Divisions organiques et programmes (1)	C.N.D. + C.O. (1)		C.E. (2)	
	1989 (3)	1988 (4)	1989 (3)	1988 (4)
	(2)	(3)	(4)	(5)
7. Aide connexe à l'enseignement libre subventionné	56,9	45,1 (0,2)	—	—
Totaux pour la division 51	30 394,0	29 472,4 (271,5)	—	—
Division 52. Enseignement secondaire:				
0. Subsistance de l'administration	213,7	209,9	—	—
1. Subsistance de l'inspection	165,4	100,1 (0,4)	—	—
2. Fonctionnement des écoles de la Communauté	19 417,0	19 031,7 (65,5)	—	—
3. Activités connexes à l'activité «Enseignement de la Commu- nauté»	20,0	20,0	—	—
4. Fonctionnement des écoles officielles subventionnées	10 813,0	10 450,4 (450,0)	—	—
5. Aide connexe à l'enseignement officiel subventionné	0,5	0,5 (0,2)	—	—
6. Fonctionnement des écoles libres subventionnées	26 215,5	25 281,1 (50,0)	—	—
7. Aide connexe à l'enseignement libre subventionné	3,2	3,2 (2,5)	—	—
Totaux pour la division 52	56 848,3	55 156,9 (568,6)	—	—
Division 53. Enseignement spécial et enseignement de promotion sociale: partie enseignement spécial:				
0. Subsistance de l'administration	62,4	59,7 (0,3)	—	—
1. Subsistance de l'inspection	21,4	21,1 (0,5)	—	—
2. Fonctionnement des écoles de la Communauté	2 479,3	2 321,8 (10,5)	—	—
3. Activités connexes à l'activité «Enseignement de la Commu- nauté»	5,1	1,9	—	—
4. Fonctionnement des écoles officielles subventionnées	1 584,1	1 471,0 (98,0)	—	—
5. Aide connexe à l'enseignement officiel subventionné	3,8	0,6 (0,1)	—	—
6. Fonctionnement des écoles libres subventionnées	3 166,6	3 052,8 (21,5)	—	—
7. Aide connexe à l'enseignement libre subventionné	6,2	0,6 (0,1)	—	—
Totaux pour la division 53	7 328,9	6 929,5 (131,0)	—	—

(*) Le texte des renvois figure en bas de la dernière page de ce tableau.

(En millions de francs)

Divisions organiques et programmes	C.N.D. + C.O. ⁽¹⁾		C.E. ⁽²⁾	
	1989 ⁽³⁾	1988 ⁽⁴⁾	1989 ⁽⁵⁾	1988 ⁽⁶⁾
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

**Division 54. Enseignement supérieur et recherche scientifique:
enseignement universitaire et recherche scientifique:**

0. Administration de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	55,3	44,6	—	—
1. Universités de l'Etat	4 524,2	5 215,0	437,0	—
2. Universités libres	12 840,4	11 074,8	300,0	—
3. Contrôle des universités	15,0	14,9	—	—
4. Recherche scientifique	467,7	422,5	—	—
Totaux pour la division 54	17 902,6	16 771,8	737,0	—

**Division 55. Enseignement supérieur et recherche scientifique:
enseignement supérieur non universitaire et recherche scienti-
fique:**

0. Subsistance de l'administration	24,1	24,7 (1,0)	—	—
1. Subsistance de l'inspection	3,6	3,6	—	—
2. Fonctionnement des écoles de la Communauté	2 165,7	2 048,8 (6,5)	—	—
3. Activités connexes à l'activité « Enseignement de la Commu- nauté »	6,0	5,9	—	—
4. Fonctionnement des écoles officielles subventionnées	1 975,0	1 843,3 (110,0)	—	—
6. Fonctionnement des écoles libres subventionnées	2 971,4	2 857,0 (30,0)	—	—
Totaux pour la division 55	7 145,8	6 783,3 (147,5)	—	—

**Division 56. Enseignement spécial et enseignement de promotion
sociale: partie promotion sociale:**

0. Subsistance de l'administration	19,8	19,5 (2,7)	—	—
1. Subsistance de l'inspection	10,5	10,4	—	—
2. Fonctionnement des écoles de la Communauté	766,2	729,1 (25,0)	—	—
3. Activités connexes à l'activité « Enseignement de la Commu- nauté »	6,8	6,8	—	—
4. Fonctionnement des écoles officielles subventionnées	1 037,6	937,0 (242,1)	—	—
6. Fonctionnement des écoles libres subventionnées	727,1	718,8 (61,2)	—	—
Totaux pour la division 56	2 568,0	2 421,6 (331,0)	—	—

(*) Le texte des renvois figure en bas de la dernière page de ce tableau.

(En millions de francs)

Divisions organiques et programmes	C.N.D. + C.O. ⁽¹⁾		C.F. ⁽²⁾	
	1989 ⁽³⁾	1988 ⁽⁴⁾	1989 ⁽³⁾	1988 ⁽⁴⁾
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Division 61. Service des transports scolaires :				
0. Substantance de l'administration	19,0	21,0	—	—
1. Transport dans l'enseignement de la Communauté	175,8	173,6	—	—
2. Transport zonal d'élèves (loi du 15 juillet 1983)	456,0	434,6	—	—
3. Transport dans l'enseignement officiel subventionné	67,8	64,6	—	—
4. Transport dans l'enseignement libre subventionné	89,3	85,0	—	—
Totaux pour la division 61	807,9	778,8	—	—
Division 64. Organisation des études (y compris la gestion des centres P.M.S.) :				
0. Substantance	199,1	186,5	—	—
1. Organisation des études	123,3	123,3	—	—
2. Fonctionnement des centres P.M.S. de la Communauté	673,0	713,2	—	—
3. Fonctionnement des centres P.M.S. officiels subventionnés	425,2	411,8 (2,6)	—	—
4. Fonctionnement des centres P.M.S. libres subventionnés	626,7	592,5 (4,7)	—	—
Totaux pour la division 64	2 047,3	2 027,3 (7,3)	—	—
Division 81. Bâtiments scolaires :				
0. Fonctionnement des bâtiments scolaires	5 805,3	—	—	—
Totaux pour la division 81	5 805,3	—	—	—
Totaux	134 211,8	121 356,5 (1 469,7)	—	—

⁽¹⁾ C.N.D. + C.O. = crédits non dissociés + crédits d'ordonnement.⁽²⁾ C.F. = crédits d'engagement.⁽³⁾ 1989 = crédits sollicités.⁽⁴⁾ 1988 = crédits initiaux (entre parenthèses) ; crédits supplémentaires pour années antérieures.

**01. Cabinet du Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport,
du Tourisme et des Relations internationales**

01/0 — FONCTIONNEMENT DU CABINET

Moyens en personnel	1989	1988
---------------------	------	------

Organique: Administration centrale }
 Non organique: Administration centrale }

Total

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988

01. Personnel:

Traitement du Ministre	1	01	11.01	01	35	—	—	—	—	—
Rémunérations personnel Cabiner	1	01	11.02	01	38	—	22,5	—	—	—

02. Biens et services:

Fournitures exceptionnelles	1	01	12.07	02	63	—	5,7	—	—	—
Frais de fonctionnement	1	01	12.19	02	02	—	7,1	—	—	—

03. Installations. Loyers:

Loyers de biens immobiliers	1	01	12.06	03	61	—	11,0	—	—	—
---------------------------------------	---	----	-------	----	----	---	------	---	---	---

06. Equipement:

Achat de petit matériel	2	01	74.01	06	09	—	9,0	—	—	—
Total							55,3	—	—	—

Légende:

C.D. = check digit.

C.N.D. + C.O. = crédits non dissociés + crédits d'ordonnement.

C.E. = crédits d'engagement.

R = crédit totalement pris en considération pour la recherche scientifique.

I = crédit totalement pris en considération en tant qu'investissement public.

F = crédit transféré (en tout ou en partie) à un fonds du titre IV.

P = crédit transféré (en tout ou en partie) à un « parastatal ».

1989 = crédits sollicités.

1988 = crédits ajustés (entre parenthèses: crédits supplémentaires pour années antérieures).

COMMENTAIRE

Activité 1: Personnel

ART. 11.02. — Traitements et indemnités du personnel du Cabinet.

Décomposition du crédit :

	En millions de francs
Salaires proprement dits	14,3
Allocations directes	7,0
Contributions patronales	
— aux assurances sociales	1,2
Total	22,5

Effectif du Cabinet

Emplois occupés	Secteur d'origine				Total
	Ministères	Autres services publics	Enseignement	Secteur privé	
Chef de Cabinet	—	—	—	—	—
Chef de Cabinet adjoint	—	—	—	—	—
Secrétaire de Cabinet	—	—	—	—	—
Conseillers	—	—	—	—	—
Attachés	—	—	—	—	—
Chargés de mission	—	—	—	—	—
Personnel de bureau	—	—	—	—	—
Chauffeurs d'autos et huissiers	—	—	—	—	—
Téléphonistes, ouvriers, nettoyeuses, concierge	—	—	—	—	—
Totaux	—	—	—	—	—

Activité 2: Biens et services

ART. 12.19. — Frais de fonctionnement du Cabinet.

Décomposition du crédit :

	En milliers de francs
1. Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles et pénales. — Rémunérations, indemnités, jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes ne faisant pas partie du Cabinet	100
2. a) Eau, vapeur, gaz et électricité. — Combustibles solides et liquides (O.C.F.). — Autres dépenses de consommation	500
b) Dépenses d'entretien de locaux, mobilier, matériel et machines. — Produits d'entretien et petit matériel d'entretien (O.C.F.)	2 000
3. a) Affranchissement de correspondance	—
b) Télégrammes et téléphone	200
c) Acquisition d'ouvrages, de publications et de journaux	1 000
d) Matériel, fournitures de bureau, papier, impressions, reliures (O.C.F.). — Location de biens mobiliers à l'exclusion d'installations mécanographiques	1 000
e) Transports	200
f) Impositions. — Redevances. — Menues dépenses d'administration. — Publications du Cabinet. — Formation professionnelle. — Habillement (O.C.F.)	500

	En milliers de francs
4. Location d'installations mécanographiques (O.C.F.)	1 000
5. Indemnités généralement quelconques au personnel du Cabinet pour charges réelles et dégâts matériels ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de Communauté employeur dans le prix des abonnements sociaux)	600
Total	7 100

Activité 3: Installations. Loyers

ART. 12.06. — *Loyer des biens immobiliers des divers services du Cabinet.*

Décomposition du crédit:

	En milliers de francs
1. Biens immobiliers en gestion propre, loués à l'intervention de l'Administration des Bâtiments ou par le Département même, conformément à des dispositions légales ou réglementaires	—
2. Biens immobiliers dont la Régie des bâtiments a repris la location, à l'exclusion de la majoration de 1,5 p.c.	—
3. Majoration de 1,5 p.c. sur les loyers des biens immobiliers dont la Régie des Bâtiments a repris la location	—
4. Biens immobiliers appartenant à la Communauté et gérés par la Régie des Bâtiments	11 000
Total	11 000

Activité 6: Equipement

ART. 74.01. — *Dépenses patrimoniales du Cabinet.*

Décomposition du crédit:

	En milliers de francs
1. Achat de machines, de mobilier et de matériel divers à l'intervention de l'O.C.F.	—
2. Achat de machines non livrables par l'O.C.F.	—
3. Achat de mobilier et de matériel divers non livrables par l'O.C.F.	—
4. Achat de moyens de transport terrestre	9 000
Total	9 000

**02. Cabinet du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique
de la Communauté française**

02/0 — FONCTIONNEMENT DU CABINET

Moyens en personnel	1989	1988
Organique: Administration centrale	}	73
Non organique: Administration centrale		
Total		73

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	1 ^{re}	C.D.	R I E P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
01. Personnel:										
Traitement du Ministre	1	01	11.01	01	35	—	2,5	2,0	—	—
Rémunérations personnel Cabinet	1	01	11.02	01	38	—	65,2	47,3	—	—
02. Biens et services:										
Fournitures exceptionnelles	1	01	12.07	02	63	—	—	—	—	—
Frais de fonctionnement	1	01	12.19	02	02	—	28,5	16,2	—	—
03. Installations. Loyers:										
Loyers de biens immobiliers	1	01	12.06	03	61	—	5,0	4,2	—	—
06. Equipement:										
Achat de petit matériel	2	01	74.01	06	09	—	3,0	1,3	—	—
Total							104,2	71,0	—	—

Legende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Activité 1 : Personnel

ART. 11.02. — *Traitements et indemnités du personnel du Cabinet.*

Décomposition du crédit:

	En millions de francs
Salaire proprement dit	40,2
Allocations directes	20,3
Contributions patronales	
— aux assurances sociales	4,7
Total	65,2

Effectif du Cabinet

Emplois occupés	Secteur d'origine				Total
	Ministères	Autres services publics	Enseignement	Secteur privé	
Chef de Cabinet	—	—	—	—	—
Chef de Cabinet adjoint	—	—	—	—	—
Secrétaire de Cabinet	—	—	—	—	—
Conseillers	—	—	—	—	—
Attachés	—	—	—	—	—
Chargés de mission	—	—	—	—	—
Personnel de bureau	—	—	—	—	—
Chauffeurs d'autos et huissiers	—	—	—	—	—
Téléphonistes, ouvriers, nettoyeuses, concierge	—	—	—	—	—
Totaux	—	—	—	—	—

Activité 2: Biens et services

ART. 12.19. — *Frais de fonctionnement du Cabinet.*

Décomposition de crédit:

En milliers de francs

1. Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles et pénales. — Rémunérations, indemnités, jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes ne faisant pas partie du Cabinet	600
2. a) Eau, vapeur, gaz et électricité. — Combustibles solides et liquides (O.C.F.). — Autres dépenses de consommation	2 000
b) Dépenses d'entretien de locaux, mobilier, matériel et machines. — Produits d'entretien et petit matériel d'entretien (O.C.F.)	7 000
3. a) Affranchissement de correspondance	700
b) Télégrammes et téléphone	3 500
c) Acquisition d'ouvrages, de publications et de journaux	1 500
d) Matériel, fournitures de bureau, papier, impressions, reliures (O.C.F.). — Location de biens mobiliers à l'exclusion d'installations mécanographiques	3 500
e) Transports	1 000
f) Impositions. — Redevances. — Menues dépenses d'administration. — Publications du Cabinet. — Formation professionnelle. — Habillement (O.C.F.)	3 000
4. Location d'installations mécanographiques (O.C.F.)	4 500
5. Indemnités généralement quelconques au personnel du Cabinet pour charges réelles et dégâts matériels ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de la Communauté employeur dans le prix des abonnements sociaux	1 200
Total	28 500

Activité 3: Installations. Loyers

ART. 12.06. — *Loyer des biens immobiliers des divers services du Cabinet.*

Décomposition du crédit:

En milliers de francs

1. Biens immobiliers en gestion propre, loués à l'intervention de l'Administration des Bâtiments ou par le Département même, conformément à des dispositions légales ou réglementaires	—
2. Biens immobiliers dont la Régie des Bâtiments a repris la location, à l'exclusion de la majoration de 1,5 p.c.	—

	En milliers de francs
3. Majoration de 1,5 p.c. sur les loyers des biens immobiliers dont la Régie des Bâtiments a repris la location	—
4. Biens immobiliers appartenant à la Communauté et gérés par la Régie des Bâtiments	5 000
Total	5 000

*Activité 6: Equipement*ART. 74.01. — *Dépenses patrimoniales du Cabinet.*

Décomposition du crédit:

	En milliers de francs
1. Achat de machines, de mobilier et de matériel divers à l'intervention de l'O.C.F.	—
2. Achat de machines non livrables par l'O.C.F.	—
3. Achat de mobilier et de matériel divers non livrables par l'O.C.F.	—
4. Achat de moyens de transport terrestre	3 000
Total	3 000

40. Secrétariat général et services communs

MISSIONS

a) Secrétariat général:

- Coordination et surveillance des activités des Directions générales.
- Développement de relations efficaces entre le Cabinet et l'Administration.

b) Services communs:

- Traitement des affaires juridiques et contentieuses.
- Conception et exécution des budgets, comptabilité générale, gestion du Centre de Traitement de l'Information et de l'Imprimerie.
- Traitement des problèmes relatifs à la politique générale du Département dans le domaine du personnel de la Communauté.
- Organisation des procédures de recrutement, de sélection et de promotion du personnel des établissements et services de la Communauté.
- Gestion de ce personnel.
- Organisation administrative et matérielle de l'Administration centrale.
- Gestion du service social et promotion de la documentation administrative.

40/0 — SUBSTANCE DE L'ADMINISTRATION

Moyens en personnel	1989	1988
Organique: Administration centrale	333	333
Non organique: Administration centrale		
Total	333	333

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
01. Personnel:										
Traitements	1	40	11.03	01	27	—	307,2	316,4	—	—
Allocations	1	40	11.04	01	30	—	13,0	14,0	—	—
Remboursement	1	40	11.10	01	48	—	13,0	7,7	—	—
02. Biens, services et indemnités:										
Honoraires	1	40	12.01	02	31	—	34,2	36,0	—	—
Indemnités	1	40	12.05	02	43	—	16,0	13,1	—	—
Fournitures exceptionnelles	1	40	12.07	02	49	—	7,4	8,2	—	—
Indemnités à des tiers	1	40	33.01	02	26	—	6,6	7,0	—	—
03. Fournitures et informatique — administra- tion:										
Fournitures courantes	1	40	12.02	03	35	—	116,6	113,9	—	—
Location informatique	1	40	12.04	03	41	—	1,2	1,2	—	—
04. Fournitures et informatique C.T.I.:										
Fournitures courantes	1	40	12.02	04	36	—	41,8	43,8	—	—
Location informatique	1	40	12.04	04	42	—	160,0	159,1 (1,9)	—	—
05. Entretien chauffage	1	40	12.02	05	37	—	75,4	70,4 (7,0)	—	—
06. Energie et loyers:										
Energie	1	40	12.03	06	41	—	20,4	25,9	—	—
Loyers	1	40	12.06	06	50	—	70,0	67,3 (3,9)	—	—
07. Action sociale:										
Service social	1	40	11.05	07	39	—	12,0	11,0	—	—
Frais accidents P.M.S. officiels	1	40	43.20	07	81	—	0,5	0,5	—	—
Frais accidents P.M.S. libre	1	40	44.20	07	90	—	0,5	0,5	—	—
08. Equipement administration centrale	2	40	74.01	08	94	—	2,8	2,8	—	—
09. Equipement C.T.I. et imprimerie	2	40	74.01	09	95	—	37,1	37,1	—	—
Total							935,7	935,9 (12,8)	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Activité 0: Participation Institut

ART. 41.01. — *Quote-part dans les frais de fonctionnement de l'Institut géographique national.*

Le crédit prévu à cet article représente la quote-part du Ministère de la Communauté française dans le subside inscrit au budget de la Communauté française au profit de l'Institut géographique national, conformément à l'article 12 de la loi du 8 juin 1976 portant création de cet institut.

40/3 — PROVISIONS POUR CHARGES DIVERSES

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.F.	
							1989	1988	1989	1988
30. Programmation sociale et index	1	40	01.01	30		—	1 149,6	—	—	—
31. Dépenses arriérés	1	40	01.02	31		—	1 011,1	—	—	—
Total							2 160,7	—	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 00.

COMMENTAIRE

ART. 01.01.30. — *Prise en charge des augmentations de salaires et traitements dues à la hausse de l'index des prix à la consommation et des augmentations des divers avantages sociaux (programmation sociale, pécule de vacances).*

ART. 01.02.31. — *Paiement de dépenses d'arriérés traitements.*

40/4 — CELLULE DE MODERNISATION ET FORMATION

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.F.	
							1989	1988	1989	1988
40. Formation	1	40	12.02	40		—	2,0	—	—	—
41. Cellule de modernisation	1	40	12.02	41		—	5,3	—	—	—
Total							7,3	—	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Crédits destinés au fonctionnement de la cellule de modernisation et à l'implantation d'instruments de gestion tels que définis dans diverses circulaires de la Fonction publique.

40/5 — FONDS NATIONAL DE GARANTIE DES BATIMENTS SCOLAIRES

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
.	1	40	41.20	50	—	—	92,5	—	—	—
Total							92,5	—	—	—

Légende : voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Application de l'article 73 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

51. Enseignement préscolaire et enseignement primaire

MISSIONS

— Traitement des problèmes d'organisation des enseignements préscolaire et primaire organisés et subventionnés par la Communauté française.

— Traitement des problèmes de gestion pédagogique, administrative, matérielle et financière des établissements d'enseignement préscolaire et primaire de la Communauté.

— Organisation des rapports entre la Communauté et les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement préscolaire et primaire subventionnés par la Communauté.

51/0 — SUBSISTANCE DE L'ADMINISTRATION

Moyens en personnel	1989	1988
Organique. Administration centrale	139	139
Non organique. Administration centrale		
Total	139	139

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
01. Personnel:										
Traitement	1	51	11.03	01	33	—	110,5	106,1 (0,3)	—	—
Stagiaires enseignement officiel subventionné	1	51	43.07	01	42	—	35,7	35,0	—	—
Stagiaires enseignement libre subventionné	1	51	44.12	01	66	—	13,0	12,7	—	—
02. Biens et services:										
Honoraires	1	51	12.01	02	37	—	3,4	3,4	—	—
Indemnités	1	51	12.05	02	49	—	1,3	1,3 (0,1)	—	—
Total							163,9	158,5 (0,4)	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Voir missions de la division organique.

51/1 — SUBSISTANCE DE L'INSPECTION

Moyens en personnel: voir programme 51/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
10. Personnel:										
Traitement	1	51	11.03	10	42	—	193,3	186,6	—	—
Allocations	1	51	11.04	10	45	—	0,2	0,2	—	—
11. Biens et services:										
Fournitures courantes	1	51	12.02	11	49	—	5,0	5,0 (0,1)	—	—
Indemnités	1	51	12.05	11	58	—	8,9	8,6	—	—
15. Equipement										
Total							207,5	200,5 (0,1)	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paie ment des rémunérations, des fournitures et de l'équipement aux membres des services de l'Inspection.

51/2 — FONCTIONNEMENT DES ECOLES DE LA COMMUNAUTE

Moyens en personnel: voir programme 51/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
20. Personnel stagiaire	1	51	11.03	20	52	—	50,7	48,3	—	—
21. Personnel enseignant	1	51	11.03	21	53	—	2 871,6	2 922,6 (10,0)	—	—
22. Personnel administratif et ouvrier	1	51	11.03	22	54	—	154,5	150,6 (0,5)	—	—
23. Allocations	1	51	11.04	23	58	—	0,3	0,3	—	—
24. Dotations, biens et services:										
Honoraires	1	51	12.01	24	59	—	—	—	—	—
Fournitures courantes	1	51	12.02	24	62	—	—	—	—	—
Indemnités	1	51	12.05	24	71	—	—	—	—	—
Dotation	1	51	41.01	24	29	—	—	—	—	—
Dotation globale	1	51	41.23	24	95	F	182,6	180,1	—	—
Dotation	2	51	61.01	24	96	—	—	—	—	—
25. Energie	1	51	12.03	25	66	—	—	—	—	—
29. Ecoles de la Communauté germanophone:										
Personnel enseignant	1	51	11.03	29	61	—	—	94,0	—	—
Dotation globale	1	51	41.23	29	03	F	—	4,9	—	—
Total							3 259,7	3 400,8 (10,5)	—	—

COMMENTAIRE

Paiement des rémunérations du personnel enseignant, administratif et ouvrier des écoles de la Communauté; paiement des frais de fonctionnement et d'équipement (sous forme de dotation notamment).

51/3 — ACTIVITES CONNEXES A L'ACTIVITE «ENSEIGNEMENT DE LA COMMUNAUTE»

Moyens en personnel: voir programme 51/0

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
30. Activités connexes à l'activité enseignement de la Communauté:										
Activités socio-culturelles (<i>pour mémoire</i>)	1	51	01.01	30	63	—	—	—	—	—
Formation	1	51	01.02	30	—	—	3,1	—	—	—
Assurances	1	51	12.21	30	28	—	9,6	9,6	—	—
Adaptation enseignement fondamental	1	51	12.36	30	73	—	2,1	2,1	—	—
Total							14,8	11,7	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 00.

COMMENTAIRE

Paiement de dépenses particulières aux établissements d'enseignement de la Communauté (sous forme de dotation notamment).

Activité 0: Activités connexes à l'activité enseignement de la Communauté

ART. 12.36. — *Dépenses généralement quelconques pour l'étude des problèmes posés en vue de l'adaptation de l'enseignement fondamental.*

Contrats de recherches avec les Universités de Mons et de Liège, en vue de remédier aux échecs scolaires dans l'enseignement fondamental.

51/4 — FONCTIONNEMENT DES ECOLES OFFICIELLES SUBVENTIONNEES

Moyens en personnel: voir programme 51/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I P P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988

40. Fonctionnement des écoles officielles subventionnées:

Subventions-traitements	1	51	43.01	40	63	—	13 222,7	12 566,2 (230,0)	—	—
Subventions de fonctionnement	1	51	43.02	40	66	—	—	—	—	—
Subventions de fonctionnement internats	1	51	43.05	40	75	—	3,0	3,3	—	—
Subventions forfaitaires	1	51	43.23	40	32	—	1 306,8	1 323,1	—	—
Subventions d'équipement	2	51	63.01	45	38	—	—	—	—	—

47. Ecoles de la Communauté germanophone:

Subventions-traitements	1	51	43.01	47	70	—	—	241,0	—	—
Subventions forfaitaires	1	51	43.23	47	39	—	—	25,8	—	—
Total							14 532,5	14 159,4 (230,0)	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paiement des subventions-traitements et des subventions de fonctionnement aux écoles officielles subventionnées.

51/5 — AIDE CONNEXE A L'ENSEIGNEMENT OFFICIEL SUBVENTIONNE

Moyens en personnel : voir programme 51/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)				
							C.N.D. + C.O.		C.F.		
							1989	1988	1989	1988	
50. Aide connexe à l'enseignement officiel subventionné:											
Adaptation enseignement fondamental	1	51	12.36	50	93	—	2,0	2,0	—	—	
Intervention de la Communauté dans les frais des livres	1	51	43.03	50	79	—	—	—	—	—	
								(0,1)			
Internats	1	51	43.04	50	82	—	1,0	1,7	—	—	
Surveillance de midi	1	51	43.06	50	88	—	46,0	46,5	—	—	
								(0,2)			
Formation	1	51	43.08	50	—	—	13,0	—	—	—	
Total							62,0	50,2	—	—	
								(0,3)			

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paiement de dépenses particulières aux écoles officielles subventionnées.

51/6 — FONCTIONNEMENT DES ECOLES LIBRES SUBVENTIONNEES

Moyens en personnel : voir programme 51/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.F.	
							1989	1988	1989	1988

60. Fonctionnement des écoles libres subventionnées:											
Subventions-traitements	1	51	44.01	60	92	—	10 843,0	10 121,7	—	—	
								(30,0)			
Subventions de fonctionnement	1	51	44.02	60	95	—	—	—	—	—	
Subventions de fonctionnement internats	1	51	44.21	60	55	—	16,5	17,9	—	—	

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
Subventions forfaitaires	1	51	44.23	60	61	—	1 237,2	1 256,3	—	—
Subventions d'équipement	2	51	64.01	65	67	—	—	—	—	—
67. Ecoles de la Communauté germanophone:										
Subventions-traitements	1	51	44.01	67	02	—	—	45,5	—	—
Subventions forfaitaires	1	51	44.23	67	68	—	—	4,8	—	—
Total							12 096,7	11 446,2 (30,0)	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Païement des subventions-traitements et des subventions de fonctionnement aux écoles libres subventionnées.

51/7 — AIDE CONNEXE A L'ENSEIGNEMENT LIBRE SUBVENTIONNE

Moyens en personnel: voir programme 51/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)				
							C.N.D. + C.O.		C.E.		
							1989	1988	1989	1988	
70. Aide connexe à l'enseignement libre subventionné:											
Adaptation enseignement fondamental	1	51	12.36	70	16	—	2,0	2,0	—	—	
Intervention de la Communauté dans les frais des livres	1	51	44.03	70	11	—	—	—	—	—	
Internats	1	51	44.04	70	14	—	0,2	0,3	—	—	
Méthodes nouvelles	1	51	44.05	70	17	—	—	0,4	—	—	
Surveillance de midi	1	51	44.06	70	20	—	42,7	42,4 (0,2)	—	—	
Formation	1	51	44.08	70	—	—	12,0	—	—	—	
Total							56,9	45,1 (0,2)	—	—	

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paieement de dépenses particulières aux écoles libres subventionnées.

Activité 0 : Aide connexe à l'enseignement libre subventionné

ART. 44.05. — *Subventions aux écoles primaires libres subventionnées servant de champ d'expérience pour la pratique des méthodes nouvelles.*

Décomposition du crédit:

	En milliers de francs
Ecole Decroly	—
Ecole Amélie Hamaide	—
Laboratoire de pédagogie et de psychologie de l'enfant à Angleur	—
Total	—

52. Enseignement secondaire

MISSIONS

- Traitement des problèmes d'organisation de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté.
- Traitement des problèmes de gestion pédagogique, administrative, matérielle et financière des écoles d'enseignement secondaire de la Communauté.
- Organisation des rapports entre la Communauté et les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement secondaire agréés, reconnus et subventionnés par la Communauté.

52/0 — SUBSISTANCE DE L'ADMINISTRATION

Moyens en personnel	1989	1988
Organique. Administration centrale	185	185
Non organique. Administration centrale		
Total	185	185

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.F.	
							1989	1988	1989	1988
01. Personnel:										
Traitements	1	52	11.03	01	60	—	136,6	133,7	—	—
Allocations	1	52	11.04	01	63	—	7,0	7,3	—	—
Stagiaires enseignement officiel subventionné	1	52	43.07	01	69	—	11,8	11,6	—	—
Stagiaires enseignement libre subventionné	1	52	44.12	01	93	—	47,1	46,1	—	—
02. Biens et services:										
Honoraires	1	52	12.01	02	64	—	0,7	0,7	—	—
Indemnités	1	52	12.05	02	76	—	1,2	1,2	—	—
04. Informatique	1	52	12.04	04	75	—	9,3	9,3	—	—
Total							213,7	209,9	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Voir missions de la division organique.

52/1 — SUBSISTANCE DE L'INSPECTION

Moyens en personnel: voir programme 52/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.F.	
							1989	1988	1989	1988
10. Personnel:										
Traitements	1	52	11.03	10	69	—	145,9	140,6 (0,4)	—	—
11. Biens et services:										
Fournitures courantes	1	52	12.02	11	76	—	4,5	4,5	—	—
Indemnités	1	52	12.05	11	85	—	14,9	14,9	—	—
15. Equipement	2	52	74.01	15	37	—	0,1	0,1	—	—
Total							165,4	160,1 (0,4)	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Païement des rémunérations, des fournitures et de l'équipement aux membres des services de l'Inspection.

52/2 — FONCTIONNEMENT DES ECOLES DE LA COMMUNAUTE

Moyens en personnel : voir programme 52/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.F.	
							1989	1988	1989	1988
20. Personnel stagiaire	1	52	11.03	20	79	—	25,7	26,2	—	—
21. Personnel enseignant	1	52	11.03	21	80	—	15 831,6	15 377,0 (60,0)	—	—
22. Personnel administratif et ouvrier	1	52	11.03	22	81	—	1 416,2	1 364,8 (5,5)	—	—
23. Allocations	1	52	11.04	23	85	—	1,2	1,2	—	—
24. Dotations:										
Dotation	1	52	41.01	24	56	—	—	—	—	—
Dotation globale	1	52	41.23	24	25	F	1 987,7	1 844,7	—	—
Dotation	2	52	61.01	24	26	—	—	—	—	—
26. Plaine de jeux	2	52	70.01	26	12	—	1,5	1,5	—	—
27. Ecoles belges R.F.A.	1	52	12.45	27	27	—	153,0	153,0	—	—
28. Equipement	2	52	74.01	28	50	—	0,1	0,1	—	—
29. Ecoles de la Communauté germanophone:										
Personnel enseignant	1	52	11.03	29	88	—	—	226,2	—	—
Dotation globale	1	52	41.23	29	30	F	—	37,0	—	—
Total							19 417,0	19 031,7 (65,5)	—	—

COMMENTAIRE

Païement des rémunérations du personnel enseignant, administratif et ouvrier des écoles de la Communauté; paiement des frais de fonctionnement et d'équipement (sous forme de dotation notamment).

52/3 — ACTIVITES CONNEXES A L'ACTIVITE ENSEIGNEMENT DE LA COMMUNAUTE

Moyens en personnel: voir programme 52/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.F.	
							1989	1988	1989	1988
30. Activités connexes à l'activité enseignement de la Communauté:										
Assurances	1	52	12,21	30	55	—	20,0	20,0	—	—
Total							20,0	20,0	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Païement de dépenses particulières aux écoles de la Communauté (sous forme de dotation notamment).

52/4 — FONCTIONNEMENT DES ECOLES OFFICIELLES SUBVENTIONNEES

Moyens en personnel: voir programme 52/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
40. Subventions-traitements et de fonctionne- ment:										
Subventions-traitements	1	52	43.01	40	90	—	9 525,6	9 076,3 (450,0)	—	—
Subventions de fonctionnement	1	52	43.02	40	93	—	—	—	—	—
Subventions de fonctionnement internats	1	52	43.05	40	05	—	53,9	54,1	—	—

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.F.	
							1989	1988	1989	1988
Subventions forfaitaires	1	52	43.23	40	59	—	1 232,5	1 265,5	—	—
Etablissements pluralistes	1	52	44.11	40	32	—	1,0	1,0	—	—
45. Subventions d'équipement	2	52	63.01	45	65	—	—	—	—	—
47. Ecoles de la Communauté germanophone :										
Subventions-traitements	1	52	43.01	47	97	—	—	48,5	—	—
Subventions forfaitaires	1	52	43.23	47	66	—	—	5,0	—	—
Total							10 813,0	10 450,4	—	—
								(450,0)		

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paiement des subventions-traitements, des subventions de fonctionnement et d'équipement aux écoles officielles subventionnées.

52/5 — AIDE CONNEXE A L'ENSEIGNEMENT OFFICIEL SUBVENTIONNE

Moyens en personnel: voir programme 51/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.F.	
							1989	1988	1989	1988
50. Aide connexe à l'enseignement officiel sub-										
ventionné :										
Subventions conféranciers	1	52	43.08	50	24	—	0,5	0,5	—	—
								(0,2)		
Total							0,5	0,5	—	—
								(0,2)		

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

52/6 — FONCTIONNEMENT DES ECOLES LIBRES SUBVENTIONNEES

Moyens en personnel: voir programme 52/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
60. Subventions-traitements et de fonctionnement:										
Subventions-traitements	1	52	44.01	60	22	—	23 138,0	21 823,2 (50,0)	—	—
Subventions de fonctionnement	1	52	44.02	60	25	—	—	—	—	—
Subventions de fonctionnement internats	1	52	44.21	60	82	—	157,5	156,6	—	—
Subventions forfaitaires	1	52	44.23	60	88	—	2 920,0	2 957,6	—	—
65. Subventions d'équipement	2	52	64.01	65	94	—	—	—	—	—
67. Ecoles de la Communauté germanophone:										
Subventions-traitements	1	52	44.01	67	29	—	—	308,7	—	—
Subventions forfaitaires	1	52	44.23	67	95	—	—	15,0	—	—
Total							26 215,5	25 281,1 (50,0)	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paiement des subventions-traitements, des subventions de fonctionnement et d'équipement aux écoles libres subventionnées.

52/7 — AIDE CONNEXE A L'ENSEIGNEMENT LIBRE SUBVENTIONNE

Moyens en personnel: voir programme 52/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
70. Aide connexe à l'enseignement libre subventionné	1	52	44.14	70	71	—	1,2	1,2	—	—
Subventions conférenciers	1	52	44.08	70	53	—	2,0	2,0 (2,5)	—	—
Total							3,2	3,2 (2,5)	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Païement de dépenses particulières aux écoles libres subventionnées.

**53. Enseignement spécial et enseignement de promotion sociale:
partie enseignement spécial**

MISSIONS

- Traitement des problèmes d'organisation de l'enseignement spécial organisé ou subventionné par la Communauté.
- Traitement des problèmes de gestion pédagogique, administrative, matérielle et financière des établissements d'enseignement spécial de la Communauté.
- Organisation des rapports entre la Communauté et les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement spécial agréés, reconnus et subventionnés par la Communauté.

53/0 — SUBSTANCE DE L'ADMINISTRATION

Moyens en personnel	1989	1988
Organique. Administration centrale	50	50
Non organique. Administration centrale		
Total	50	50

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.F.	
							1989	1988	1989	1988

01. Personnel:

Traitements	1	53	11.03	01	87	—	39,5	37,3	—	—
Stagiaires enseignement officiel subventionné	1	53	43.07	01	96	—	7,1	6,9	—	—
Stagiaires enseignement libre subventionné	1	53	44.12	01	23	—	10,9	10,6	—	—

02. Biens et services:

Honoraires	1	53	12.01	02	91	—	0,1	0,1	—	—
Indemnités	1	53	12.05	02	06	—	0,8	0,8 (0,3)	—	—

04. Informatique	1	53	12.04	04	05	—	4,0	4,0	—	—
Total							62,4	59,7 (0,3)	—	—

COMMENTAIRE

Voir missions de la division organique.

53/1 — SUBSISTANCE DE L'INSPECTION

Moyens en personnel: voir programme 53/0

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.F.	
							1989	1988	1989	1988
10. Personnel:										
Traitements	1	53	11.03	10	96	—	18,5	18,1	—	—
Allocations	1	53	11.04	10	02	—	—	0,1	—	—
11. Biens et services:										
Fournitures courantes	1	53	12.02	11	06	—	0,5	0,5	—	—
Indemnités	1	53	12.05	11	15	—	2,3	2,3 (0,5)	—	—
15. Equipement										
	2	53	74.01	15	64	—	0,1	0,1	—	—
Total							21,4	21,1 (0,5)	—	—

Legende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paiement des rémunérations, des fournitures et de l'équipement aux membres des services de l'Inspection.

53/2 — FONCTIONNEMENT DES ECOLES DE LA COMMUNAUTE

Moyens en personnel : voir programme 53/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
20. Personnel stagiaire	1	53	11.03	20	09	—	25,2	25,2	—	—
21. Personnel enseignant	1	53	11.03	21	10	—	1 988,5	1 789,1 (10,0)	—	—
22. Personnel administratif et ouvrier	1	53	11.03	22	11	—	155,8	152,1 (0,5)	—	—
23. Allocations	1	53	11.04	23	15	—	—	0,1	—	—
25. Dotations, biens et services:										
Dotation	1	53	41.01	24	83	—	—	—	—	—
Dotation globale	1	53	41.23	24	52	F	305,7	296,7	—	—
Dotation	2	53	61.01	24	53	—	—	—	—	—
26. Ecoles belges R.F.A.	1	53	12.45	26	53	—	4,1	4,1	—	—
28. Equipement	2	53	74.01	28	—	—	—	—	—	—
29. Ecoles de la Communauté germanophone:										
Personnel enseignant	1	53	11.03	29	18	—	—	46,0	—	—
Dotation globale	1	53	41.23	29	57	F	—	8,5	—	—
Total							2 479,3	2 321,8 (10,5)	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paiement des rémunérations du personnel enseignant, administratif et ouvrier des écoles de la Communauté; paiement des frais de fonctionnement et d'équipement (sous forme de dotation notamment).

53/3 — ACTIVITES CONNEXES A L'ACTIVITE «ENSEIGNEMENT DE LA COMMUNAUTE»

Moyens en personnel: voir programme 53/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.F.	
							1989	1988	1989	1988

30. Activités connexes à l'activité «enseignement de la Communauté»:

Formation	1	53	01.02	30	—	—	3,2	—	—	—
Assurances	1	53	12.21	30	82	—	1,9	1,9	—	—
Total							5,1	1,9	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paiement de dépenses particulières aux établissements d'enseignement de la Communauté (sous forme de dotation notamment).

53/4 — FONCTIONNEMENT DES ECOLES OFFICIELLES SUBVENTIONNEES

Moyens en personnel: voir programme 53/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.F.	
							1989	1988	1989	1988

40. Subventions-traitements et de fonctionnement:

Subventions-traitements	1	53	43.01	40	20	—	1 446,5	1 329,4 (90,0)	—	—
Subventions de fonctionnement	1	53	43.02	40	23	—	—	—	—	—
								(8,0)		
Subventions forfaitaires	1	53	43.23	40	86	—	137,6	135,9	—	—

45. Subventions d'équipement 2 53 63.01 45 92 — — — — —

47. Ecoles de la Communauté germanophone:

Subventions-traitements	1	53	43.01	47	27	—	—	5,3	—	—
Subventions forfaitaires	1	53	43.23	47	93	—	—	0,4	—	—
Total							1 584,1	1 471,0 (98,0)	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paiement des subventions-traitements, des subventions de fonctionnement et d'équipement aux écoles officielles subventionnées.

53/5 — AIDE CONNEXE A L'ENSEIGNEMENT OFFICIEL SUBVENTIONNE

Moyens en personnel: voir programme 53/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.F.	
							1989	1988	1989	1988

50. Aide connexe à l'enseignement officiel subventionné:

Intervention de la Communauté dans les frais des

livres	1	53	43.03	50	36	—	—	—	—	—
								(0,1)		
Surveillance de midi	1	53	43.06	50	45	—	0,6	0,6	—	—
Formation	1	53	43.08	50	—	—	3,2	—	—	—
						Total	3,8	0,6	—	—
								(0,1)		

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paiement de dépenses particulières aux écoles officielles subventionnées.

53/6 — FONCTIONNEMENT DES ECOLES LIBRES SUBVENTIONNEES

Moyens en personnel: voir programme 53/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.F.	
							1989	1988	1989	1988

60. Subventions-traitements et de fonctionnement:

Subventions-traitements	1	53	44.01	60	49	—	2 866,6	2 746,1 (15,5)	—	—
Subventions de fonctionnement	1	53	44.02	60	52	—	—	—	—	—
								(6,0)		
Subventions forfaitaires	1	53	44.23	60	18	—	300,0	301,7	—	—

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
65. Subventions d'équipement	2	53	64.01	65	24	—	—	—	—	—
67. Ecoles de la Communauté germanophone:										
Subventions-traitements	1	53	44.01	67	56	—	—	4,6	—	—
Subventions forfaitaires	1	53	44.23	67	25	—	—	0,4	—	—
Total							3 166,6	3 052,8 (21,5)	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Païement des subventions-traitements, des subventions de fonctionnement et d'équipement aux écoles libres subventionnées.

53/7 — AIDE CONNEXE A L'ENSEIGNEMENT LIBRE SUBVENTIONNE

Moyens en personnel: voir programme 53/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988

70. Aide connexe à l'enseignement libre subventionné:										
Intervention de la Communauté dans les frais des livres										
1	53	44.03	70	65	—	—	—	—	—	—
							(0,1)			
Surveillance de midi										
1	53	44.06	70	74	—	0,6	0,6	—	—	—
Formation										
1	53	44.08	70	—	—	5,6	—	—	—	—
Total							6,2	0,6 (0,1)	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Païement de dépenses particulières aux écoles libres subventionnées.

54. Enseignement supérieur et recherche scientifique Enseignement universitaire et recherche scientifique

MISSIONS

— Traitement des problèmes d'organisation de l'enseignement universitaire organisé ou subventionné par la Communauté (notamment le financement et le contrôle des investissements universitaires).

— Traitement des problèmes liés à la politique générale du Département dans le domaine de la recherche scientifique et promotion des études et actions nécessaires dans ce domaine.

54/0 — ADMINISTRATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Moyens en personnel	1989	1988
Organique. Administration centrale	36	36
Non organique. Administration centrale		
Total	36	36

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
01. Personnel	1	54	11.03	01	17	—	55,3	44,6	—	—
Total							55,3	44,6	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Voir missions de la division organique.

54/1 — UNIVERSITES D'ETAT

Moyens en personnel: voir programme 54/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988

10. Allocations université Liège:

Allocation de fonctionnement	1	54	01.01	10	27	R	2 601,6	2 623,9	—	—
Supplément d'allocation	1	54	01.08	10	48	R	108,5	180,8	—	—

11. Allocations université Mons:

Supplément d'allocation	1	54	01.08	11	49	R	3,3	5,5	—	—
Allocation de fonctionnement	1	54	01.11	11	58	R	535,8	502,5	—	—

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)				
							C.N.D. + C.O.		C.E.		
							1989	1988	1989	1988	
12. Subventions Gembloux :											
Allocation de fonctionnement	1	54	01.13	12	65	R	391,6	392,3	—	—	
13. Subventions aux universités et travaux de construction université Liège :											
Installations immobilières	1	54	21.02	13	—	—	39,7	—	—	—	
Subventions aux universités	1	54	33.18	13	78	R	94,0	72,6	—	—	
Installations immobilières	2	54	61.05	13	81	RI	225,0	225,0	—	—	
Installations immobilières	2	54	61.06	13	—	—	200,7	—	—	—	
Installations immobilières	2	54	81.01	13	55	I	300,0	550,0	437,0	—	
14. Subventions C.G.E.R. — ancien régime											
15. Subventions C.G.E.R. — nouveau régime	1	54	21.01	15	18	FR	16,0	16,0	—	—	
16. Frais de construction hôpital Sart-Tilman											
17. Equipement Sart-Tilman	2	54	74.01	17	93	RI	—	428,6	—	—	
							—	209,8	—	—	
Total							4 524,2	5 215,0	437,0	—	

Légende : voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paiement d'allocations de fonctionnement aux universités d'Etat et de subventions pour les investissements universitaires.

Activité 0 : Allocations université de Liège

ART. 01.01. — *Allocation de fonctionnement à l'Université de l'Etat à Liège (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles).*

Décomposition du crédit :

(En milliers de francs)				
Orientation d'études ou subdivision de l'orientation d'études	Personnel enseignant et scientifique	Personnel administratif et technique	Autres frais de fonctionnement	Total
A	445,1	90,9	145,4	681,4
B	504,4	210,4	260,7	975,5
C	525,0	249,9	240,1	1 015,0
Totaux	1 474,5	551,2	646,2	2 671,9
Application de l'article 27, § 3, 2°, de la loi du 27 juillet 1971 (nombre d'étudiants : A : 33, B : 34, C : 55)				— 70,0
Application de l'article 27, § 3, 3°, de la loi du 27 juillet 1971 (nombre d'étudiants : A : —, B : —, C : 1)				— 0,3
Total général				2 601,6

Activité 1 : Allocations université de Mons.

ART. 01.11. — *Allocation de fonctionnement à l'Université de l'Etat à Mons (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles).*

Décomposition de crédit:

(En millions de francs)

Orientation d'études ou subdivision de l'orientation d'études	Personnel enseignant et scientifique	Personnel administratif et technique	Autres frais de fonctionnement	Total
A2	65,7	13,2	22,5	101,4
A3	76,0	23,2	41,1	140,3
B4	100,2	40,9	45,0	186,1
B6	58,4	24,7	24,7	107,8
A3 supplément article 32bis	8,4	1,3	2,7	12,4
Totaux	308,7	103,3	136,0	548,0
Application de l'article 27, § 3, 2°, de la loi du 27 juillet 1971 (nombre d'étudiants A2: 2, A3: 40, B4: 2, B6: 4, A3: article 32bis: 24)				— 12,2
Application de l'article 27, § 3, 3°, de la loi du 27 juillet 1971 (nombre d'étudiants: A2: —)				
Total général				535,8

Activité 2 : Subventions Gembloux.

ART. 01.13. — *Allocation de fonctionnement à la Faculté des Sciences agronomiques de l'Etat à Gembloux (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles).*

Décomposition de crédit:

(En millions de francs)

Orientation d'études ou subdivision de l'orientation d'études	Personnel enseignant et scientifique	Personnel administratif et technique	Autres frais de fonctionnement	Total
B5	84,9	33,9	35,1	153,9
D10	150,0	55,2	49,0	254,2
Totaux	234,9	89,1	84,1	408,1
Application de l'article 27, § 3, 2°, de la loi du 27 juillet 1971 (nombre d'étudiants: B5: 21, D10: 29)				— 16,0
Application de l'article 27, § 3, 3°, de la loi du 27 juillet 1971 (nombre d'étudiants: B: —; D: 1)				— 0,5
Total général				391,6

Activité 3 : Subventions aux universités et travaux de constructions pour l'université de Liège

ART. 61.05. — *Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de l'Etat dans les conditions prévues à l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 4 août 1986.*

(Voir art. 60.40.A, 60.41.A et 60.42.A du Titre IV.)

FONDS ALIMENTES PAR CE PROGRAMME

(En millions de francs)

Fonds 60.40.A. — Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de l'Etat dans les conditions prévues à l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 4 août 1986. Université de Liège, loi du 27 juillet 1971. (Voir art. 65.05, section 54 du Titre II.)	Programme 54/1
---	-------------------

Année 1988 dépenses totales

Recettes 1989:

Solde reporté au 1 ^{er} janvier 1989	—
Recettes budgétaires, article 61.05	200,7
Total recettes	200,7

(En millions de francs)

Fonds 60.40.A. — Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de l'Etat dans les conditions prévues à l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 4 août 1986. Université de Liège (loi du 27 juillet 1971) (Voir art. 61.05, section 54 du Titre II.)	Programme 54/1
---	-------------------

Dépenses 1989:

Dépenses	200,7
Total dépenses	200,7

Recettes moins dépenses ou solde à nouveau au 31 décembre 1989 —

(En millions de francs)

Fonds 60.41.A. — Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées au frais de l'Etat dans les conditions prévues à l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 4 août 1986. Université de l'Etat à Mons (loi du 27 juillet 1971) (Voir art. 61.05, section 54 du Titre II.)	Programme 54/1
--	-------------------

Année 1988 dépenses totales

Recettes 1989:

Solde reporté au 1 ^{er} janvier 1989	—
Recettes budgétaires, article 61.05	—
Total recettes	—

Dépenses 1989:

Dépenses	—
Total dépenses	—

Recettes moins dépenses ou solde à nouveau au 31 décembre 1989 —

(En millions de francs)

Fonds 60.42.A. — Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de l'Etat dans les conditions prévues à l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 4 août 1986. Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux (loi du 27 juillet 1971)

Programme

54/1

(Voir art. 61.05, section 54 du Titre II)

*Année 1988 dépenses totales**Recettes 1989 :*Solde reporté au 1^{er} janvier 1989 —

Recettes budgétaires, article 61.05 —

Total recettes —

Dépenses 1989 :

Dépenses —

Total dépenses —

Recettes moins dépenses ou solde à nouveau au 31 décembre 1989 —

ART. 81.01. — *Crédits destinés à la poursuite des installations immobilières de l'Université de l'Etat à Liège.*

En milliers de francs

Engagements :

Engagements réalisés jusqu'à fin 1988

Crédits ajustés 1988

Autorisations nouvelles 1989

Ordonnancements :

Ordonnancements réalisés jusqu'à fin 1988

Crédits ajustés 1988

Autorisations nouvelles 1989

*Article 4: Subventions C.G.E.R. ancien régime*ART. 21.01. — *Subventions à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite.*

(Voir art. 60.44.A du Titre IV)

Application de l'article 55ter de la loi du 28 avril 1953 et de la loi du 16 juillet 1970.

Voir activité 5.

*Activité 5: Subventions C.G.E.R., nouveau régime*ART. 21.01. — *Subventions à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite.*

(Voir art. 60.44.A du Titre IV.)

Application de l'article 55ter de la loi du 28 avril 1953 et de la loi du 16 juillet 1970.

FONDS ALIMENTE PAR CE PROGRAMME

(En millions de francs)

Fonds 60.44.A. — Subventions pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire. — Institutions d'enseignement universitaire totalement ou partiellement financées aux frais de la Communauté — Installations immobilières de caractère social (loi du 27 juillet 1971). (Voir art. 21.01 section 54 du Titre IV.)	Programme 54/1
---	-------------------

Année 1989 dépenses totales

Recettes 1989 :

Solde reporté au 1 ^{er} janvier 1989	—
Recettes budgétaires, article 21.01.14	} 63,7
article 21.01.15	
Autres recettes	
Total recettes	63,7

Dépenses 1989 :

Dépenses	63,7
Total dépenses	63,7

Recettes moins dépenses ou solde à nouveau au 31 décembre 1989 —

Activité 6 : Frais de construction hôpital Sart-Tilman

ART. 72.07. — Frais de construction et d'aménagement de bâtiments au Centre hospitalier universitaire de Liège.

En milliers de francs

Engagements :

Engagements réalisés jusqu'à fin 1989	—
Crédits ajustés 1989	—
Autorisations nouvelles 1989	—

Ordonnancements :

Ordonnancements réalisés jusqu'à fin 1989	—
Crédits ajustés 1989	—
Autorisations nouvelles 1989	—

Activité 7 : Equipement Sart-Tilman

ART. 74.01. — Centre hospitalier universitaire de Liège, frais d'équipement.

En milliers de francs

Engagements :

Engagements réalisés jusqu'à fin 1988	—
Crédits ajustés 1988	—
Autorisations nouvelles 1988	—

Ordonnancements :

Ordonnancements réalisés jusqu'à fin 1988	—
Crédits ajustés 1988	—
Autorisations nouvelles 1988	—

54/2 — UNIVERSITES LIBRES

Moyens en personnel : voir programme 54/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
20. Subventions diverses — Allocations de fonctionnement :										
Intervention de l'Etat	1	54	01.07	20	55	R	154,9	100,1	—	—
Subventions	1	54	33.18	20	85	R	246,9	265,0	—	—
Allocation de fonctionnement U.C.L.	1	54	44.02	20	39	R	3 725,5	3 632,9	—	—
Subventions-pensions	1	54	44.07	20	54	R	—	32,0	—	—
Subvention — Fondation universitaire luxembourgeoise	1	54	44.09	20	60	R	80,6	81,5	—	—
Subvention — Institut d'études du Judaïsme	1	54	44.10	20	63	R	4,3	4,2	—	—
Allocation de fonctionnement U.L.B.	1	54	44.13	20	72	R	2 983,0	3 031,9	—	—
Allocation de fonctionnement Namur	1	54	44.15	20	78	R	914,0	933,9	—	—
Allocation de fonctionnement Université de Mons	1	54	44.16	20	81	R	193,1	169,9	—	—
Allocation de fonctionnement « Faculté Polytechnique » de Mons	1	54	44.18	20	87	R	432,5	396,3	—	—
Allocation de fonctionnement « Faculté Saint-Louis » à Bruxelles	1	54	44.19	20	90	R	190,3	191,6	—	—
21. Subventions U.C.L. et F.A.P.O.M. :										
F.A.P.O.M.	1	54	01.08	21	59	R	9,1	15,2	—	—
22. Allocations F.U.C.A.M. et recherche Namur :										
F.U.C.A.M.	1	54	01.08	22	60	R	2,3	3,9	—	—
23. Subventions C.G.E.R. — Constructions et recherche F.U.C.A.M. :										
Subventions — constructions	1	54	44.08	23	60	RF	63,0	57,7	—	—
24. Subventions C.G.E.R. — Terrains et recherche F.A.P.O.M. :										
Subventions — terrains	1	54	44.08	24	61	RF	29,0	28,7	—	—
25. Subventions C.G.E.R. — Installations immobilières administratives										
	1	54	44.08	25	62	RF	1 310,0	1 300,0	—	—
26. Subventions C.G.E.R. — Installations immobilières sociales										
	1	54	44.08	26	63	RF	283,0	320,0	—	—

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
27. Subventions C.G.E.R. — Charges financières	1	54	44.08	27	64	RF	509,9	510,0	—	—
28. Subventions installations immobilières :										
Installations immobilières caractère social	1	54	44.05	28		—	267,1	—	—	—
Installations immobilières pour l'enseignement et la recherche	1	54	44.06	28		—	1 291,9	—	—	—
Installations immobilières	2	54	64.05	28		—	125,0	—	250,0	—
Implantation U.L.B.	2	54	64.06	28		1	25,0	—	50,0	—
Total							12 840,4	11 074,8	300,0	—

Legende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paiement d'allocations de fonctionnement aux universités libres et de subventions pour les investissements universitaires.

Activité 0: Subventions diverses Allocations de fonctionnement

ART. 01.07. — *Intervention de l'Etat en application de l'article 34 de la loi du 27 juillet 1971 (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles.*

Dépenses à ventiler entre les articles 11 et 12. Application de la loi du 27 juillet 1971 modifiée par la loi du 5 janvier 1976.

ART. 44.02. — *Allocation de fonctionnement à l'Université catholique de Louvain (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles).*

Décomposition du crédit:

(En millions de francs)				
Orientation d'études ou subdivision de l'orientation d'études	Personnel enseignant et scientifique	Personnel administratif et technique	Autres frais de fonctionnement	Total
A	851,2	130,4	218,4	1 200,0
B	658,2	253,2	241,3	1 152,7
C	653,2	308,8	322,6	1 284,6
D	125,0	63,6	69,4	258,0
Totaux	2 287,6	756,0	851,7	3 895,3
Application de l'article 27, § 3, 2°, de la loi du 27 juillet 1971 (nombre d'étudiants: A: 340, B: 77, C: 100, D: 40)				— 160,8
Application de l'article 27, § 3, 3°, de la loi du 27 juillet 1971 (nombre d'étudiants: A: 10, B —, C: 1, D: 1)				— 9,0
Total général				3 725,5

ART. 44.07. — *Subventions-pensions aux établissements universitaires libres (loi du 27 juillet 1971).*

Application de l'article 38 de la loi du 27 juillet 1971.

ART. 44.13. — *Allocation de fonctionnement à l'Université libre de Bruxelles (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles).*

Décomposition du crédit:

(En millions de francs)

Orientation d'études ou subdivision de l'orientation d'études	Personnel enseignant et scientifique	Personnel administratif et technique	Autres frais de fonctionnement	Total
A	743,2	108,9	207,0	1 059,1
B	586,1	235,2	264,4	1 085,7
C	529,4	273,4	263,8	1 066,6
D	41,7	20,0	29,1	90,8
Totaux	1 900,4	637,5	764,3	3 302,2
Application de l'article 27, § 3, 2°, de la loi du 27 juillet 1971 (nombre d'étudiants: A: 425, B: 180, C: 180, D: 8)				— 312,5
Application de l'article 27, § 3, 3°, de la loi du 27 juillet 1971 (nombre d'étudiants: A: 16, B: 8, C: 6)				— 6,7
Total général				2 983,0

ART. 44.15. — *Allocation de fonctionnement aux Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles).*

Décomposition du crédit:

(En millions de francs)

Orientation d'études ou subdivision de l'orientation d'études	Personnel enseignant et scientifique	Personnel administratif et technique	Autres frais de fonctionnement	Total
A1	62,7	12,1	24,8	99,6
A2	54,7	11,6	23,1	89,4
A3	82,6	16,5	30,1	129,2
B4	149,0	59,2	73,1	281,3
B6	130,0	45,3	57,6	232,9
B7	47,8	21,1	25,7	94,6
Totaux	526,8	165,8	234,4	927,0
Application de l'article 27, § 3, 2°, de la loi du 27 juillet 1971 (nombre d'étudiants: A1: 4, A2: 1, A3: 4, B4: 5, B6: —)				— 13,0
Total général				914,0

ART. 44.16. — *Allocation de fonctionnement à la Faculté universitaire catholique de Mons (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles).*

Décomposition du crédit:

(En millions de francs)

Orientation d'études ou subdivision de l'orientation d'études	Personnel enseignant et scientifique	Personnel administratif et technique	Autres frais de fonctionnement	Total
A3	114,8	21,6	33,7	170,1
A3 32bis	16,4	4,4	6,4	27,2
Totaux	131,2	26,0	40,1	197,3
Application de l'article 27, § 3, 2° de la loi du 27 juillet 1971 (nombre d'étudiants: A3: 60)				— 4,2
Total général				193,1

ART. 44.18. — *Allocation de fonctionnement à la Faculté polytechnique de Mons (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles).*

Décomposition du crédit:

(En millions de francs)

Orientation d'études ou subdivision de l'orientation d'études	Personnel enseignant et scientifique	Personnel administratif et technique	Autres frais de fonctionnement	Total
A	—	—	—	—
B5	50,2	20,9	23,4	94,5
C8	169,4	84,6	102,6	356,6
D	—	—	—	—
Totaux	219,6	105,5	126,0	451,1
Application de l'article 27, § 3, 2°, de la loi du 27 juillet 1971 (nombre d'étudiants: B5: 10, C8: 20)				— 18,6
Article 35 de la loi du 27 juillet 1971 (montant provisionnel)				—
Total général				432,5

ART. 44.19. — *Allocation de fonctionnement aux Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles).*

Décomposition du crédit:

(En millions de francs)

Orientation d'études ou subdivision de l'orientation d'études	Personnel enseignant et scientifique	Personnel administratif et technique	Autres frais de fonctionnement	Total
A1	55,1	9,2	23,4	87,7
A2	21,9	4,8	10,9	37,6
A3	41,0	7,7	19,3	68,0
B4	—	—	—	—
B6	—	—	—	—
B7	—	—	—	—
Totaux	118,0	21,7	53,6	193,3
Application de l'article 27, § 3, 2°, de la loi du 27 juillet 1971 (nombre d'étudiants: A1: 7, A2 et A3: 7)				— 3,0
Total général				190,3

Recettes moins dépenses ou solde à nouveau au 31 décembre 1989 —

*Activité 6: Subventions C.G.E.R.
Installations immobilières sociales*

ART. 44.08. — *Subventions et charges financières pour les investissements immobiliers à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite (à virer aux art. 60.45.A et 60.46.A du Titre IV).*

44.08.26. Nouveau régime, installations immobilières de caractère social (loi du 16 juillet 1970).

FONDS ALIMENTE PAR CE PROGRAMME

(En millions de francs)

Fonds 60.46.A. — Subventions pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire. — Universités libres ou autres institutions universitaires libres. — Installations immobilières de caractère social (lot du 27 juillet 1971). (Voir art. 44.08, section 54 du Titre I).	Programme 54/2
---	-------------------

Année 1988 dépenses totales

Recettes 1989:

Solde reporté au 1 ^{er} janvier 1989	—
Recettes budgétaires, article 44.08.26	316,9
Total recettes	316,9

Dépenses 1989:

Dépenses	316,9
Total dépenses	316,9

Recettes moins dépenses ou solde à nouveau au 31 décembre 1989 — |

Activité 7: Subventions C.G.E.R. Charges financières

ART. 44.08. — *Subventions et charges financières pour les investissements immobiliers à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite (à virer aux art. 60.45.A et 60.46.A du Titre IV).*

44.08.27. Subventions C.G.E.R. Charges financières.

Voir l'activité 5 ci-dessus.

54/3 — CONTROLE DES UNIVERSITES

Moyens en personnel: voir programme 54/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988

30. Contrôle des universités:

Commissaires et délégués du Gouvernement	1	54	01.06	30	62	R	13,9	13,8	—	—
Allocations	1	54	11.04	30	49	R	1,1	1,1	—	—
Total							15,0	14,9	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Dépenses de personnel, d'équipement et de fonctionnement du service des commissaires et délégués du Gouvernement.

54/4 — RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Moyens en personnel : voir programme 54/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)				
							C.N.D. + C.O.		C.E.		
							1989	1988	1989	1988	
40. Subventions :											
Dépenses coopération scientifique	1	54	01.15	40	02	R	2,1	2,1	—	—	
Participation belge « I.E.A. »	1	54	01.19	40		—	5,0	—	—	—	
Subventions associations scientifiques	1	54	33.07	40	72	R	1,6	1,6	—	—	
Subventions Institut historique belge	1	54	33.12	40	87	R	2,5	2,5	—	—	
Publications scientifiques périodiques	1	54	33.14	40	93	R	8,4	8,4	—	—	
Subventions centres universitaires de Charleroi	1	54	33.16	40	02	R	7,5	7,5	—	—	
Subventions financement de congrès	1	54	33.19	40	11	R	2,4	2,4	—	—	
Subventions « Académie Royale des Sciences »	1	54	41.07	40	47	R	—	0,3	—	—	
41. Fonds de recherche — Initiative ministérielle :											
Subventions	1	54	41.02	41	33	RF	68,3	68,3	—	—	
Reports 1988	1	54	41.03	41			34,9	—	—	—	
42. Fonds de recherche — Initiative des chercheurs											
.	1	54	41.02	42	34	RF	335,0	329,4	—	—	
Total							467,7	422,5	—	—	

Légende : voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Voir missions de la division organique.

Activité 0 : Subventions

ART. 33.07. — *Subventions à des associations scientifiques et universitaires.*

Le crédit est affecté au soutien financier d'associations scientifiques et universitaires dont les ressources sont en général limitées à des cotisations et dons modestes. Or, les quelque douze à quinze associations bénéficiaires jouent un rôle important dans la coopération scientifique.

ART. 33.14. — *Subvention en vue d'assurer la souscription à certains ouvrages et de financer des publications scientifiques périodiques.*

Le crédit permet d'allouer des subsides à environ cinquante publications périodiques belges de langue française couvrant un large éventail de disciplines. L'aide accordée est souvent peu élevée.

ART. 33.16. — *Subvention au Centre interuniversitaire de Formation permanente à Charleroi, au Centre universitaire de Charleroi et à l'Institut polytechnique de Charleroi.*

Le Centre interuniversitaire de Formation permanente à Charleroi poursuit un programme d'encouragement d'activités scientifiques dans la région de Charleroi. Ce programme est orienté vers des tâches de recyclage et de développement dans les domaines de la médecine, du droit, de l'industrie du verre et de la promotion sociale.

ART. 41.07. — *Subventions au patrimoine de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique en vue d'assurer le fonctionnement des comités scientifiques nationaux et de la bibliothèque.*

Interventions de l'Etat dans les rémunérations (175 000 francs d'une aide bibliothécaire à l'Académie et dans les frais de fonctionnement de 19 comités scientifiques nationaux (100 000 francs).

Activité 1: Fonds de recherche. Initiative ministérielle

ART. 41.02. — *Subvention au Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective.*

41.02.41. Financement de programmes de recherche scientifique fondamentale collective d'initiative ministérielle (voir article 60.21.A du Titre IV).

(En millions de francs)	
Fonds 60.21.A. — Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective (arrêté royal du 5 février 1962 modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1965), programmes de recherche scientifique fondamentale collective dus à l'initiative ministérielle. (Voir art. 41.02, section 54 du Titre I.)	Programme

Année 1988 dépenses totales

Recettes 1989:

Solde reporté au 1 ^{er} janvier 1989	—
Recettes budgétaires article 41.02.41	103,2
Total recettes	103,2

Dépenses 1989:

Dépenses	68,3
Total dépenses	68,3
Recettes moins dépenses ou solde à nouveau au 31 décembre 1989	34,9

Activité 2: Fonds de recherche. Initiative des chercheurs

ART. 41.02. — *Subvention au Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective.*

(Voir art. 60.21.A et 60.23.A du Titre IV.)

41.02.42. Financement de programmes de recherche scientifique fondamentale collective à l'initiative des chercheurs.

FONDS ALIMENTE PAR CE PROGRAMME

(En millions de francs)

Fonds 60.23.A. — Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective (arrêté royal du 5 février 1962 modifié par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 et par la convention du 8 avril 1965), programmes de recherche scientifique fondamentale collective dus à l'initiative des chercheurs.	Programme 54/4
(Voir art. 41.02, section 54 du Titre I.)	

Année 1988 dépenses totales

Recettes 1989:

Solde reporté au 1 ^{er} janvier 1989	—
Recettes budgétaires, article 41.02.42	335,0
Total recettes	335,0

Dépenses 1989:

Dépenses	335,0
Total dépenses	335,0

Recettes moins dépenses ou solde à nouveau au 31 décembre 1989	—
--	---

55. Enseignement supérieur et recherche scientifique:
enseignement supérieur non universitaire et recherche scientifique

MISSIONS

— Traitement des problèmes d'organisation de l'enseignement supérieur non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté

— Traitement des problèmes de gestion pédagogique, administrative, matérielle et financière des établissements d'enseignement supérieur non universitaire de la Communauté

— Organisation des rapports entre Communauté et les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement, supérieur non universitaire agréés, reconnus et subventionnés par la Communauté

55/0 — SUBSISTANCE DE L'ADMINISTRATION

Moyens en personnel	1989	1988
Organique. Administration centrale	56	56
Non organique. Administration centrale		
Total	56	56

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
01. Personnel	1	55	11.03	01	44	—	17,4	18,0	—	—
02. Biens et services:										
Honoraires	1	55	12.01	02	48	—	0,3	0,3	—	—
Fournitures courantes	1	55	12.02	02	51	—	1,2	1,2	—	—
Indemnités	1	55	12.05	02	60	—	2,5	2,5 (1,0)	—	—
Conseils supérieurs d'enseignement supérieur	1	55	01.10	02	73	—	2,4	2,4	—	—
Conseil permanent de l'enseignement supérieur	1	55	01.12	02	79	—	0,3	0,3	—	—
Instituts, administrations, universités	1	55	01.16	02	91	—	—	—	—	—
Total							24,1	24,7 (1,0)	—	—

Legende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Voir missions de la division organique.

Activité 2: Biens et services

ART. 01.16. — *Institut Administration — Universités.*

Crédit destiné à financer les activités organisées par l'Institut Administration — Universités — pour la formation des fonctionnaires.

55/1 — SUBSISTANCE DE L'INSPECTION

Moyens en personnel: voir programme 55/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
10. Subsistance de l'Inspection	1	55	11.03	10	53	—	3,6	3,6	—	—
Total							3,6	3,6	—	—

Legende: voir tableau 01/0, page 00.

COMMENTAIRE

Paieement des rémunérations, des fournitures et de l'équipement aux membres des services de l'Inspection.

55/2 — FONCTIONNEMENT DES ECOLES DE LA COMMUNAUTE

Moyens en personnel: voir programme 55/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
20. Ecoles interprètes — Mons	1	55	01.04	20	73	—	14,4	12,7	—	—
21. Personnel enseignant	1	55	11.03	21	64	—	1 337,4	1 248,1 (6,0)	—	—
22. Personnel administratif et ouvrier	1	55	11.03	22	65	—	326,7	317,7 (0,5)	—	—
23. Allocations	1	55	11.04	23	69	—	7,5	7,5	—	—
24. Dotations, biens et services:										
Dotation	1	55	41.01	24	40	—	—	—	—	—
Dotation globale	1	55	41.23	24	09	F	474,0	436,6	—	—
Dotation	2	55	61.01	24	10	—	—	—	—	—
26. Informatique	1	55	12.04	26	81	—	5,7	5,7	—	—
27. Equipement et plaines:										
Equipement	2	55	74.01	27	33	—	—	—	—	—
Etablissements supérieurs	2	55	74.02	27	36	—	—	—	—	—
29. Ecoles de la Communauté germanophone:										
Personnel enseignant	1	55	11.03	29	72	—	—	16,9	—	—
Dotation globale	1	55	41.23	29	14	F	—	3,6	—	—
Total							2 165,7	2 048,8 (6,5)	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paiement des rémunérations du personnel enseignant, administratif et ouvrier des écoles de la Communauté, paiement des frais de fonctionnement et d'équipement (sous forme de dotation notamment).

Activité 7: Equipement et plaines

ART. 74.02. — *Achats de machines, mobilier, matériel destinés aux établissements supérieur de type long de la Communauté.*

Nécessité d'équiper les établissements d'enseignement supérieur de type long dispensant le grade d'ingénieur industriel. Arlon, Bruxelles, Huy, Mons.

55/3 — ACTIVITES CONNEXES A L'ACTIVITE — ENSEIGNEMENT DE LA COMMUNAUTE

Moyens en personnel: voir programme 55/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988

30. Activités connexes à l'activité — enseignement de la Communauté:

Assurances	1	55	12.21	30	39	—	6,0	5,9	—	—
Total							6,0	5,9	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 00.

COMMENTAIRE

Paiement de dépenses particulières aux écoles de la Communauté (sous forme de dotation notamment).

55/4 — FONCTIONNEMENT DES ECOLES OFFICIELLES SUBVENTIONNEES

Moyens en personnel: voir programme 55/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988

40. Subventions-traitements et de fonctionnement:

Subventions-traitements	1	55	43.01	40	74	—	1 731,2	1 601,5 (110,0)	—	—
Subventions de fonctionnement	1	55	43.02	40	77	—	—	—	—	—
Subventions forfaitaires	1	55	43.23	40	43	—	243,8	241,8	—	—
45. Subventions d'équipement	2	55	63.01	45	49	—	—	—	—	—
Total							1 975,0	1 843,3 (110,0)	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paiement des subventions-traitements, des subventions de fonctionnement et d'équipement aux écoles officielles subventionnées.

55/6 — FONCTIONNEMENT DES ECOLES LIBRES SUBVENTIONNEES

Moyens en personnel: voir programme 55/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
60. Subventions-traitements et d'équipement:										
Subventions-traitements	1	55	44.01	60	06	—	2 610,4	2 491,5 (30,0)	—	—
Subventions de fonctionnement	1	55	44.02	60	09	—	—	—	—	—
Subventions forfaitaires	1	55	44.23	60	72	—	361,0	357,5	—	—
65. Subventions d'équipement										
65. Subventions d'équipement	2	55	64.01	65	78	—	—	—	—	—
67. Ecoles de la Communauté germanophone:										
Subventions-traitements	1	55	44.01	67	13	—	—	7,4	—	—
Subventions forfaitaires	1	55	44.23	67	79	—	—	0,6	—	—
Total							2 971,4	2 857,0 (30,0)	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paiement des subventions-traitements, des subventions de fonctionnement et d'équipement aux écoles libres subventionnées.

56. Enseignement spécial et enseignement de promotion sociale: partie promotion sociale

MISSIONS

— Traitement des problèmes d'organisation de l'enseignement de promotion sociale organisé ou subventionné par la Communauté.

— Traitement des problèmes de gestion pédagogique, administrative, matérielle et financière des établissements d'enseignement de promotion sociale de la Communauté.

— Organisation des rapports entre la Communauté et les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement de promotion sociale agréés, reconnus et subventionnés par la Communauté.

56/0 — SUBSTANCE DE L'ADMINISTRATION

Moyens en personnel	1989	1988
Organique, Administration centrale	26	26
Non organique, Administration centrale		
Total	26	26

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.F.	
							1989	1988	1989	1988
01. Personnel	1	56	11.03	01	71	—	15,8	15,5 (2,7)	—	—
02. Biens et services:										
Honoraires	1	56	12.01	02	75	—	0,1	0,1	—	—
Indemnités	1	56	12.05	02	87	—	0,2	0,2	—	—
04. Informatique	1	56	12.04	04	86	—	3,7	3,7	—	—
Total							19,8	19,5 (2,7)	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Voir missions de la division organique.

56/1 — SUBSISTANCE DE L'INSPECTION

Moyens en personnel: voir programme 56/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
10. Personnel	1	56	11.03	10	80	—	7,7	7,6	—	—
11. Biens et services:										
Fournitures courantes	1	56	12.02	11	87	—	0,6	0,6	—	—
Indemnités	1	56	12.05	11	96	—	2,1	2,1	—	—
15. Equipements	2	56	74.01	15	48	—	0,1	0,1	—	—
Total							10,5	10,4	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paiement des rémunérations, des fournitures et de l'équipement aux membres des services de l'Inspection.

56/2 — FONCTIONNEMENT DES ECOLES DE LA COMMUNAUTE

Moyens en personnel: voir programme 56/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
21. Personnel enseignant	1	56	11.03	21	91	—	688,0	637,1 (25,0)	—	—
22. Personnel administratif et ouvrier	1	56	11.03	22	92	—	12,0	9,9	—	—
23. Allocations	1	56	11.04	23	96	—	0,1	0,1	—	—
24. Dotations, biens et services:										
Dotation	1	56	41.01	24	67	—	—	—	—	—
Dotation globale	1	56	41.23	24	36	F	62,6	61,4	—	—
Dotation	2	56	61.01	24	37	—	—	—	—	—
26. Informatique	1	56	12.04	26	11	—	3,5	3,5	—	—
29. Ecoles de la Communauté germanophone:										
Personnel enseignant	1	56	11.03	29	02	—	—	16,2	—	—
Dotation globale	1	56	41.23	29	41	F	—	0,9	—	—
Total							766,2	729,1 (25,0)	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paiement des rémunérations, du personnel enseignant, administratif et ouvrier des écoles de la Communauté; paiement des frais de fonctionnement et d'équipement (sous forme de dotation notamment).

56/3 — ACTIVITES CONNEXES A L'ACTIVITE — ENSEIGNEMENT DE LA COMMUNAUTE

Moyens en personnel: voir programme 56/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.F.	
							1989	1988	1989	1988

30. Activités connexes à l'activité — enseignement de la Communauté:

Assurances	1	56	12.21	30	66	—	6,8	6,8	—	—
Total							6,8	6,8	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paiement des dépenses particulières aux écoles de la Communauté (sous forme de dotation notamment).

56/4 — FONCTIONNEMENT DES ECOLES OFFICIELLES SUBVENTIONNEES

Moyens en personnel: voir programme 56/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.F.	
							1989	1988	1989	1988

40. Subventions-traitements et de fonctionnement:

Subventions-traitements	1	56	43.01	40	04	—	905,0	834,1 (235,8)	—	—
Subventions de fonctionnement	1	56	43.02	40	07	—	—	—	—	—
								(6,3)		
Subventions forfaitaires	1	56	43.23	40	70	—	132,6	94,2	—	—

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
45. Subventions d'équipement	2	56	63.01	45	76	—	—	—	—	—
47. Ecoles de la Communauté germanophone:										
Subventions-traitements	1	56	43.01	47	11	—	—	7,1	—	—
Subventions forfaitaires	1	56	43.23	47	77	—	—	1,6	—	—
Total							1 037,6	937,0 (242,1)	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paiement des subventions-traitements, des subventions de fonctionnement et d'équipement aux écoles officielles subventionnées.

56/6 — FONCTIONNEMENT DES ECOLES LIBRES SUBVENTIONNEES

Moyens en personnel: voir programme 56/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
60. Subventions-traitements et de fonctionnement:										
Subventions-traitements	1	56	44.01	60	33	—	652,1	653,9 (55,2)	—	—
Subventions de fonctionnement	1	56	44.02	60	36	—	—	— (6,0)	—	—
Subventions forfaitaires	1	56	44.23	60	02	—	75,0	63,2	—	—
65. Subventions d'équipement	2	56	64.01	65	08	—	—	—	—	—
67. Ecoles de la Communauté germanophone:										
Subventions-traitements	1	56	44.01	67	40	—	—	1,6	—	—
Subventions forfaitaires	1	56	44.23	67	09	—	—	0,1	—	—
Total							727,1	718,8 (61,2)	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Païement des subventions-traitements, des subventions de fonctionnement et d'équipement aux écoles libres subventionnées.

61. Service des transports scolaires

MISSIONS

— Traitement des problèmes de transports scolaires, en ce qui concerne le respect du libre choix des parents, la satisfaction des besoins en vue du bon fonctionnement des écoles de la Communauté et la délivrance des autorisations de transports.

— Prise en charge des frais de transport des élèves qui fréquentent les établissements d'enseignement de Communauté et dont le domicile est situé à une distance déterminée de l'école.

61/0 — SUBSISTANCE DE L'ADMINISTRATION

Moyens en personnel: voir programme 40/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O. *		C.F.	
							1989	1988	1989	1988
03. Energie	1	61	12.03	03	23	—	19,0	21,0	—	—
Total							19,0	21,0	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Voir missions de la division organique.

61/1 — TRANSPORT DANS L'ENSEIGNEMENT DE LA COMMUNAUTE

Moyens en personnel: voir programme 40/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
10. Personnel convoyeurs de la Communauté	1	61	11.03	10	21	—	6,0	6,0	—	—
11. Personnel convoyeurs service expérimental	1	61	11.03	11	22	—	53,1	53,1	—	—
12. Biens et services:										
Honoraires	1	61	12.01	12	26	—	2,2	2,2	—	—
Fournitures courantes	1	61	12.02	12	29	—	51,7	52,5	—	—
Indemnités	1	61	12.05	12	38	—	0,2	0,2	—	—
Transports scolaires	1	61	12.22	12	89	—	62,6	59,6	—	—
13. Equipement	2	61	74.01	13	84	—	—	—	—	—
Total							175,8	173,6	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Voir missions de la division organique.

61/2 — TRANSPORT ZONAL D'ELEVES (LOI DU 15 JUILLET 1983)

Moyens en personnel: voir programme 40/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
21. Transport zonal d'élèves:										
Honoraires	1	61	12.01	21	35	—	5,5	5,5	—	—
Fournitures courantes	1	61	12.02	21	38	—	0,2	0,2	—	—
Indemnités	1	61	12.05	21	47	—	0,7	0,7	—	—
Transport — service expérimental	1	61	12.22	21	01	—	449,6	428,2	—	—
Total							456,0	434,6	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Voir missions de la division organique.

61/3 — TRANSPORT DANS L'ENSEIGNEMENT OFFICIEL SUBVENTIONNE

Moyens en personnel: voir programme 40/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
30. Transport — enseignement officiel subventionné	1	61	43.08	30	53	—	67,8	64,6	—	—
Total							67,8	64,6	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Voir missions de la division organique.

61/4 — TRANSPORT DANS L'ENSEIGNEMENT LIBRE SUBVENTIONNE

Moyens en personnel: voir programme 40/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
40. Transport — enseignement libre subventionné	1	61	44.17	40	02	—	89,3	85,0	—	—
Total							89,3	85,0	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Voir missions de la division organique.

64. Organisation des études (y compris la gestion des centres P.M.S.)

MISSIONS

- Traitement des problèmes relatifs à la politique générale du Département dans le domaine pédagogique et promotion des études et des actions nécessaires dans ce domaine.
- Promotion de la documentation et de l'information pédagogique.
- Perfectionnement des maîtres et éducateurs.
- Organisation et gestion des centres P.M.S. et des offices d'orientation scolaire et professionnelle organisés, subventionnés et reconnus par la Communauté.
- Fourniture des statistiques.

64/0 — SUBSISTANCE

Moyens en personnel	1989	1988
Organique. Administration centrale	101	101
Non organique. Administration centrale		
Total	101	101

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Att.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
01. Personnel	1	64	11.03	01	93	—	90,8	68,5	—	—
02. Biens et services:										
Honoraires	1	64	12.01	02	97	—	30,5	33,2	—	—
Fournitures courantes	1	64	12.02	02	03	—	70,0	76,4	—	—
Indemnités	1	64	12.05	02	12	—	6,3	6,3	—	—
06. Equipement:										
Equipement	2	64	74.01	06	61	—	1,5	2,1	—	—
Total							199,1	186,5	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Voir missions de la division organique.

64/1 — ORGANISATION DES ETUDES

Moyens en personnel : voir programme 64/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
10. Organisation des études :										
Personnel	1	64	11.03	10	05	—	21,0	20,2	—	—
Subvention à l'A.E.D.E. — Secteur officiel . . .	1	64	33.02	10	06	—	0,1	0,2	—	—
Subvention à l'A.S.B.L. — S.C.E.S.	1	64	33.03	10	09	—	12,0	12,0	—	—
Subvention à l'A.P.E.F.E.	1	64	33.04	10	12	—	64,1	64,1	—	—
Subvention à l'A.E.D.E. libre	1	64	33.17	10	51	—	0,1	0,2	—	—
C.R.I.S.P.	1	64	33.18	10	54	—	6,6	6,6	—	—
Subvention à l'A.S.B.L. Fédération Sportive . .	1	64	33.20	10	60	—	8,0	8,0	—	—
Cotisation belge à la conférence des Ministres de l'Education	1	64	34.01	10	12	—	1,0	0,9	—	—
Subvention Académie internationale des Sciences de l'Education	1	64	34.02	10	15	—	0,1	0,1	—	—
Centre national d'information sur l'éducation .	1	64	01.03	10	12	—	1,2	1,4	—	—
Activités pédagogiques C.E.E.	1	64	01.04	10	15	—	8,0	8,5	—	—
Conseil supérieur enseignement pluraliste . . .	1	64	01.05	10	18	—	1,1	1,1	—	—
Total							123,3	123,3	—	—

Légende : voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paiement des inspecteurs et subventions à diverses associations.

64/2 — FONCTIONNEMENT DES CENTRES P.M.S. DE LA COMMUNAUTE

Moyens en personnel : voir programme 64/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
20. Personnel:										
Traitements	1	64	11.03	20	15	—	555,7	581,5	—	—
Allocations	1	64	11.04	20	18	—	0,1	0,1	—	—

Légende : voir tableau 01/0, page 8.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
21. Biens et services:										
Honoraires	1	64	12.01	21	19	—	0,7	0,7	—	—
Fournitures courantes	1	64	12.02	21	22	—	6,7	6,5	—	—
Indemnités	1	64	12.05	21	31	—	2,1	2,1	—	—
Fournitures exceptionnelles	1	64	12.07	21	37	—	0,5	0,5	—	—
22. Energie, loyers et travaux:										
Energie	1	64	12.03	22	26	—	1,7	1,7	—	—
Loyers	1	64	12.06	22	35	—	3,8	3,4	—	—
Travaux Communauté propriétaire	1	64	12.18	22	71	—	—	—	—	—
24. Dotations, biens et services:										
Dotation	1	64	41.01	24	89	—	—	—	—	—
Dotation globale	1	64	41.23	24	58	F	100,0	98,5	—	—
Dotation	2	64	61.01	24	59	—	—	—	—	—
25. Achats immeubles et équipement:										
Équipement	2	64	74.01	25	80	—	1,7	2,3	—	—
27. P.M.S. de la Communauté germanophone:										
Personnel										
Traitements	1	64	11.03	27	22	—	—	13,3	—	—
Dotations, biens et services										
Dotation globale	1	64	41.23	27	61	F	—	2,6	—	—
Total							673,0	713,2	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paiement des rémunérations du personnel des centres P.M.S. de la Communauté, paiement des frais de fonctionnement et d'équipement.

Activité 5: Achats immeubles et équipement

ART. 72.05. — Achats, construction et aménagement d'immeubles destinés à des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté et à leurs cabinets de consultation.

En milliers de francs

Engagements:

Engagements réalisés jusqu'à fin 1988	—
Crédits ajustés 1988	—
Autorisations nouvelles 1988	—

Ordonnancements :

En milliers de francs

Ordonnancements réalisés jusqu'à fin 1988	—
Crédits ajustés 1988	—
Autorisations nouvelles 1988	—

64/3 — FONCTIONNEMENT DES CENTRES P.M.S. OFFICIELS SUBVENTIONNES

Moyens en personnel : voir programme 64/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.F.	
							1989	1988	1989	1988
30. Subventions-traitements et de fonctionnement :										
Subvention traitement	1	64	43.01	30	16	—	378,5	363,0	—	—
Subventions de fonctionnement	1	64	43.02	30	19	—	—	—	—	—
								(2,4)		
Subventions forfaitaires	1	64	43.23	30	82	—	46,7	45,6	—	—
35. Subventions d'équipement	2	64	63.01	35	88	—	—	—	—	—
								(0,2)		
37. P.M.S. de la Communauté germanophone :										
Subventions-traitements et de fonctionnement										
Subventions-traitements	1	64	43.01	37	23	—	—	2,7	—	—
Subventions forfaitaires	1	64	43.23	37	89	—	—	0,5	—	—
						Total	425,2	411,8	—	—
								(2,6)		

Légende : voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paiement des subventions-traitements, des subventions de fonctionnement et d'équipement aux centres P.M.S. officiels subventionnés.

64/4 — FONCTIONNEMENT DES CENTRES P.M.S. LIBRES SUBVENTIONNÉS

Moyens en personnel : voir programme 64/0.

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
40. Subventions-traitements et de fonctionnement :										
Subventions-traitements	1	64	44.01	40	35	—	556,8	520,0	—	—
Subventions de fonctionnement	1	64	44.02	40	38	—	—	—	—	—
								(4,5)		
Subventions forfaitaires	1	64	44.23	40	04	—	69,9	66,6	—	—
45. Subventions d'équipement	2	64	64.01	45	10	—	—	—	—	—
								(0,2)		
47. P.M.S. de la Communauté germanophone :										
Subventions-traitements et de fonctionnement										
Subventions-traitements	1	64	44.01	47	42	—	—	5,1	—	—
Subventions forfaitaires	1	64	44.23	47	11	—	—	0,8	—	—
Total							626,7	592,5	—	—
								(4,7)		

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Paiement des subventions-traitements, des subventions de fonctionnement et d'équipement aux centres P.M.S. libres subventionnés.

81. Bâtiments scolaires

MISSIONS

Gestion des investissements et des dotations scolaires.

81/0 — FONCTIONNEMENT DU FONDS DES BATIMENTS SCOLAIRES ET DES INSTITUTIONS
SUCCEDANT AU FONDS NATIONAL DE GARANTIE

Moyens budgétaires	Tit.	Sec.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs)			
							C.N.D. + C.O.		C.E.	
							1989	1988	1989	1988
01. Fonctionnement:										
Fonds Bâtiments scolaires Etat	2	81	01.01	01		—	1 575,0	—	—	—
Fonds Bâtiments scolaires provinciaux et com- munaux	2	81	01.02	01		—	550,0	—	—	—
Fonds national garantie	2	81	01.03	01		—	—	—	—	—
Engagements antérieurs au 1/1/1989 — F.B.S.E.	2	81	01.04	01		—	2 209,8	—	—	—
Engagements antérieurs au 1/1/1989 — F.B.S.P.C.	2	81	01.05	01		—	1 470,5	—	—	—
Total							5 805,3	—	—	—

Légende: voir tableau 01/0, page 8.

COMMENTAIRE

Application de l'article 73 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

FONDS ALIMENTES PAR CE PROGRAMME

	(En millions de francs)
ART. 60.47.A. — Dotation au Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat (secteur de la Communauté française) ou aux institutions qui en assument les missions (transfert de l'article 01.01 de la Section 81 — titre II)	Programme 81/1

Année 1989 dépenses totales

Recettes 1989:

Solde reporté au 1 ^{er} janvier 1989	—
Recettes budgétaires, article 61.05	1 575,0
Total recettes	1 575,0

Dépenses 1989:

Dépenses	1 575,0
Total dépenses	1 575,0

Recettes moins dépenses ou solde à nouveau au 31 décembre 1989 —

(En millions de francs)

ART. 60.48.A. — Dotation au Fonds des Bâtiments scolaires provinciaux et communaux (secteur de la Communauté française) ou aux institutions qui en assument les missions (transfert de l'article 01.02 de la Section 81 — Titre II)	Programme 81/1
---	-------------------

Année 1989 dépenses totales

Recettes 1989:

Solde reporté au 1 ^{er} janvier 1989	—
Recettes budgétaires, article 61.05	550,0
Total recettes	550,0

Dépenses 1989:

Dépenses	550,0
Total dépenses	550,0

Recettes moins dépenses ou solde à nouveau au 31 décembre 1989 —

(En millions de francs)

ART. 60.51.A. — Dotation au Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat (secteur de la Communauté française) ou aux institutions qui en assument les missions en vue de couvrir les ordonnancements à provenir d'engagements pris antérieurement au 1 ^{er} janvier 1989)	Programme 81/1
---	-------------------

Année 1989 dépenses totales

Recettes 1989:

Solde reporté au 1 ^{er} janvier 1989	—
Recettes budgétaires, article 61.05	2 209,8
Total recettes	2 209,8

Dépenses 1989:

Dépenses	2 209,8
Total dépenses	2 209,8

Recettes moins dépenses ou solde à nouveau au 31 décembre 1989 —

(En millions de francs)

ART. 60.52.A. — Dotation au Fonds des Bâtiments scolaires provinciaux et communaux (secteur de la Communauté française) ou aux institutions qui en assument les missions en vue de couvrir le paiement de subventions résultant de promesses fermes et définitives antérieures au 1 ^{er} janvier 1989)	Programme 81/1
---	-------------------

Année 1989 dépenses totales

Recettes 1989:

Solde reporté au 1 ^{er} janvier 1989	—
Recettes budgétaires, article 61.05	1 470,5
Total recettes	1 470,5

Dépenses 1989:

Dépenses	1 470,5
Total dépenses	1 470,5

Recettes moins dépenses ou solde à nouveau au 31 décembre 1989 —

D. TITRE IV

SECTION PARTICULIERE

Section I

Dépenses de l'Etat sur ressources affectées

CHAPITRE I

FONDS ALIMENTES PRINCIPALEMENT PAR DES CREDITS BUDGETAIRES

ART. 60.21.A. — *Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective (arrêté royal du 5 février 1962 modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1965): programmes de recherche scientifique fondamentale collective, dus à l'initiative ministérielle.*

(Voir art. 41.02, section 54, du Titre I).

		(En milliers de francs)	
Classification économique		1989	1988
990	Solde reporté	—	—
	<i>Recettes:</i>		
	Particulières:		
	— Non patrimoniales		
	— Patrimoniales		
	D'origine budgétaire:		
460	Transfert du Titre I, section 54 — article 41.03	34 900	—
460	Transferts du Titre I, section 54, article 41.02.41	68 300	68 300
	Totaux solde et recettes	103 200	68 300
	<i>Dépenses:</i>		
	— Non patrimoniales		
126	Transferts aux centres de recherches		
	— Patrimoniales	68 300	68 300
	Totaux des dépenses	68 300	68 300
950	Solde à nouveau	34 900	—

4 - IIIA — N° 1

(70)

ART. 60.23.A. — *Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective (arrêté royal du 5 février 1962 modifié par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 et par la convention du 8 avril 1965): programmes de recherche scientifique fondamentale collective, dus à l'initiative des chercheurs.*

(Voir art. 41.02, section 54, du Titre I).

		(En milliers de francs)	
Classification économique		1989	1988
990	Solde reporté	—	169 400
	<i>Recettes:</i>		
	Particulières:		
	— Non patrimoniales		
	— Patrimoniales		
	D'origine budgétaire:		
460	Transferts du Titre I, section 54, article 41.02.42	335 000	329 400
	Totaux solde et recettes	335 000	498 800
	<i>Dépenses:</i>		
	— Non patrimoniales		
126	Transferts aux centres de recherches		
	— Patrimoniales	335 000	498 800
	Totaux des dépenses	335 000	498 800
950	Solde à nouveau	—	—

ART. 60.40.A. — *Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de la Communauté dans les conditions prévues à l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 4 août 1986: Université à Liège (loi du 27 juillet 1971) (voir art. 61.05, section 54 du Titre II).*

		(En milliers de francs)	
Classification économique		1989	1988
990	Solde reporté	—	100 700
	<i>Recettes:</i>		
	Particulières:		
	D'origine budgétaire:		
660	Transfert du Titre II, section 54, article 61.06	200 700	—
	D'origine budgétaire		
660	Transferts du Titre II, section 54, article 61.05.13	—	100 000
	Totaux solde et recettes	200 700	200 700
	<i>Dépenses:</i>		
	— Non patrimoniales		
	— Patrimoniales:		
70	Achat de terrains et construction de bâtiments	200 700	200 700
	Totaux des dépenses	200 700	200 700
950	Solde à nouveau	—	—

Les crédits alimentant le fonds sont inscrits au Titre II du budget de l'Education et doivent être virés à la section particulière du budget (art. 9, § 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1971).

ART. 60.41.A. — *Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de la Communauté dans les conditions prévues à l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 4 août 1986: Université à Mons (loi du 27 juillet 1971) (voir art. 61.05, Section 54 du Titre II).*

(En milliers de francs)		
Classification économique	1989	1988
990 Solde reporté	—	407 300
Recettes:		
Particulières:		
— Non patrimoniales		
— Patrimoniales		
D'origine budgétaire:		
660 Transferts du Titre II, section 54, article 61.05.13	—	80 000
Totaux solde et recettes	—	487 300
Dépenses:		
— Non patrimoniales		
— Patrimoniales		
70 Achat de terrains et construction de bâtiments	—	487 300
Totaux des dépenses	—	487 300
950 Solde à nouveau	—	—
Justification: voir article 60.40.A.		

ART. 60.42.A. — *Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de la Communauté dans les conditions prévues à l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 4 août 1986: Faculté des Sciences agronomiques à Gembloux (loi du 27 juillet 1971) (voir art. 61.05, section 54 du Titre II).*

(En milliers de francs)		
Classification économique	1989	1988
990 Solde reporté	—	6 100
Recettes:		
Particulières:		
— Non patrimoniales		
— Patrimoniales		
D'origine budgétaire:		
660 Transferts du Titre II, section 54, article 61.05.13	—	45 000
Totaux solde et recettes	—	51 100

(En milliers de francs)

Classification économique	1989	1988
<i>Dépenses :</i>		
— Non patrimoniales		
— Patrimoniales		
70 Achat de terrains et construction de bâtiments	—	51 100
Totaux des dépenses	—	51 100
950 Solde à nouveau	—	—

Justification: voir article 60.40.A.

ART. 60.44.A. — *Subventions pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire. — Institutions d'enseignement universitaire totalement ou partiellement financées aux frais de la Communauté. — Installations immobilières de caractère social (loi du 27 juillet 1971) (voir art. 21.01, section 54 du Titre I).*

(En milliers de francs)

Classification économique	1989	1988
990 Solde reporté	—	26 300
<i>Recettes :</i>		
Particulières :		
D'origine budgétaire :		
080 Transferts du Titre I, section 54, article 21.02	39 700	—
080 Transferts du Titre I, section 54, articles 21.01.14 et 21.01.15	24 000	24 000
Totaux solde et recettes	63 700	50 300
<i>Dépenses :</i>		
— Non patrimoniales		
214 Intérêts sur dette publique		
— Patrimoniales	63 700	50 300
Totaux des dépenses	63 700	50 300
950 Solde à nouveau	—	—

Application de l'article 9, § 2, de la loi du 27 juillet 1971.

ART. 60.45.A. — *Subventions et charges financières pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire. — Universités libres ou autres institutions universitaires libres. — Installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche (loi du 27 juillet 1971).*

(Voir art. 44.08, section 54, du Titre I.)

(En milliers de francs)

Classification économique	1989	1988
990 Solde reporté	—	257 000
<i>Recettes :</i>		
Particulières :		
D'origine budgétaire :		
460 Transferts du Titre I, section 54, article 44.06	31 699 000	
460 Transferts du Titre I, section 54, articles 44.08.23, 24, 25 et 27	—	1 896 400
Totaux solde et recettes	31 699 000	2 153 400

(En milliers de francs)

Classification économique	1989	1988
<i>Dépenses :</i>		
— Non patrimoniales		
— Patrimoniales	31 699 000	2 153 400
Totaux des dépenses	31 699 000	2 153 400
950 Solde à nouveau	—	—

Application de l'article 20 de la loi du 27 juillet 1971.

ART. 60.46.A. — *Subventions pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire. — Universités libres ou autres institutions universitaires libres. — Installations immobilières de caractère social (loi du 27 juillet 1971).*

(Voir art. 44.08, section 54, du Titre I).

(En milliers de francs)

Classification économique	1989	1988
990 Solde reporté	—	151 000
<i>Recettes :</i>		
Particulières :		
D'origine budgétaire		
460 Transfert du Titre I, section 54, article 44.06	316 900	
460 Transferts du Titre I, section 54, article 44.08.26		320 000
Totaux solde et recettes	316 900	471 000
<i>Dépenses :</i>		
— Non patrimoniales :		
444 Contributions pour charges d'intérêts		
— Patrimoniales	316 900	471 000
Totaux des dépenses	316 900	471 000
950 Solde à nouveau	—	—

Application de l'article 20 de la loi du 27 juillet 1971.

ART. 60.47.A. — *Dotation au Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat (secteur de la Communauté française) ou aux institutions qui en assument les missions (transfert de l'article 01.01 de la Section 81 — Titre II).*

(En milliers de francs)		
Classification économique	1989	1988
990 Solde reporté	—	—
<i>Recettes :</i>		
Particulières :		
— Non patrimoniales		
— Patrimoniales		
D'origine budgétaire		
080 Transferts du Titre II, section 81, article 01.01	1 575 000	—
Totaux solde et recettes	1 575 000	—
<i>Dépenses :</i>		
— Non patrimoniales		
214 Intérêts sur dette publique		
— Patrimoniales	1 575 000	—
Totaux des dépenses	1 575 000	—
950 Solde à nouveau	—	—

ART. 60.48.A. — *Dotation au Fonds des Bâtiments scolaires provinciaux et communaux (secteur de la Communauté française) ou aux institutions qui en assument les missions (transfert de l'article 01.92 de la section 81 — Titre II).*

(En milliers de francs)		
Classification économique	1989	1988
990 Solde reporté	—	—
<i>Recettes :</i>		
Particulières :		
— Non patrimoniales		
— Patrimoniales		
D'origine budgétaire :		
080 Transferts du Titre II, section 81, article 01.02	550 000	—
Totaux solde et recettes	550 000	—
<i>Dépenses :</i>		
— Non patrimoniales		
214 Intérêts sur dette publique		
— Patrimoniales	550 000	—
Totaux des dépenses	550 000	—
950 Solde à nouveau	—	—

ART. 60.51.A. — *Dotation au Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat (secteur de la Communauté française) ou aux institutions qui en assument les missions en vue de couvrir les ordonnancements à provenir d'engagements pris antérieurement au 1^{er} janvier 1989).*

		(En milliers de francs)	
Classification économique		1989	1988
990	Solde reporté	—	—
	<i>Recettes :</i>		
	Particulières :		
	— Non patrimoniales		
	— Patrimoniales		
	D'origine budgétaire :		
080	Transferts du Titre II, section 81, article 01.04	2 209 800	—
	Totaux solde et recettes	2 209 800	—
	<i>Dépenses :</i>		
	— Non patrimoniales		
214	Intérêts sur dette publique		
	— Patrimoniales	2 209 800	—
	Totaux des dépenses	2 209 800	—
950	Solde à nouveau	—	—

ART. 60.52.A. — *Dotation au Fonds des Bâtiments scolaires provinciaux et communaux (secteur de la Communauté française) ou aux institutions qui en assument les missions en vue de couvrir le paiement de subventions résultant de promesses fermes et définitives antérieures au 1^{er} janvier 1989).*

		(En milliers de francs)	
Classification économique		1989	1988
990	Solde reporté	—	—
	<i>Recettes :</i>		
	Particulières :		
	— Non patrimoniales		
	— Patrimoniales		
	D'origine budgétaire :		
080	Transferts du Titre II, section 81, article 01.05	1 470 500	—
	Totaux solde et recettes	1 470 500	—
	<i>Dépenses :</i>		
	— Non patrimoniales		
214	Intérêts sur dette publique		
	— Patrimoniales	1 470 500	—
	Totaux des dépenses	1 470 500	—
950	Solde à nouveau	—	—

CHAPITRE II

FONDS DE REMPLOI DE CREDITS BUDGETAIRES

ART. 63.02.C. — *Caisse de prêts aux agents en activité de service, aux pensionnés et à leur veuve bénéficiant d'une pension de survie.*

(Voir art. 11.05, section 40, du Titre I).

(En milliers de francs)

Classification économique	1989	1988
990 Solde reporté	—	277
<i>Recettes :</i>		
Particulières :		
— Non-patrimoniales :		
870 Remboursement de prêts	2 500	2 500
— Patrimoniales		
D'origine budgétaire :		
660 Transferts du Titre I, section 40, article 11.05.01	—	—
Totaux solde et recettes	2 500	2 777
<i>Dépenses :</i>		
— Non patrimoniales		
820 Octroi de prêts		
— Patrimoniales	2 500	2 777
Totaux des dépenses	2 500	2 777
950 Solde à nouveau	—	—

La Caisse de prêts a été alimentée par des dotations allouées à charge du budget des dépenses courantes.

Les recettes d'une année sont constituées par l'excédent reporté de l'année précédente et par les remboursements à effectuer par les bénéficiaires de prêts pendant l'année envisagée.

Les dépenses représentent l'évaluation du montant des prêts à consentir au cours de l'année.

Ces prêts ne sont accordés que dans les cas où les agents se trouvent dans une situation pécuniaire très difficile résultant de maladies, d'accidents ou d'autres événements malheureux qui nécessitent des dépenses élevées hors de rapport avec les ressources des intéressés.

Chaque prêt donne lieu à enquête préalable du Service social du Département.

CHAPITRE III

FONDS ALIMENTES PAR DES RESSOURCES PARTICULIERES

ART. 66.01.A. — *Revenu du capital consacré à conserver les collections léguées à la Communauté pour l'Université de Liège par le baron Wittert et à augmenter les livres et gravures anciens et les livres chinois (arrêté royal du 14 mai 1903 et convention de rachat de rente perpétuelle intervenue le 10 mai 1938).*

(En milliers de francs)		
Classification économique	1989	1988
990 Solde reporté	—	203
<i>Recettes :</i>		
Particulières :		
— Non patrimoniales		
265 Intérêts		
— Patrimoniales		
D'origine budgétaire	100	9
Totaux solde et recettes	100	212
<i>Dépenses :</i>		
— Non patrimoniales		
— Patrimoniales		
742 Achats de livres et gravures	100	212
Totaux des dépenses	100	212
950 Solde à nouveau	—	—

ART. 66.10.C. — *Fonds spéciaux destinés au paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de la Communauté auprès des organismes d'intérêt public soumis aux lois du 10 juin 1937 et du 16 mars 1954, ainsi qu'auprès de tous autres organismes parastataux et paracommunautaires.*

(En milliers de francs)		
Classification économique	1989	1988
990 Solde reporté	—	39
<i>Recettes :</i>		
Particulières		
— Non patrimoniales		
080 Versements effectués par les organismes d'intérêt public	—	360
— Patrimoniales		
D'origine budgétaire	100	—
Totaux solde et recettes	100	399

(En milliers de francs)

Classification économique	1989	1988
<i>Dépenses :</i>		
— Non patrimoniales :		
030 Paiement des rémunérations aux commissaires du Gouvernement et réviseurs	—	399
— Patrimoniales	100	—
Totaux des dépenses	100	399
950 Solde à nouveau	—	—

Exécution :

1° de l'arrêté royal du 22 octobre 1937 pris en vertu de la loi du 10 juin 1937, relative à la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions de certaines institutions d'intérêt public;

2° de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Le remboursement des rémunérations et des frais visés par les lois précitées constitue une recette avec affectation spéciale, qui doit figurer à la section particulière du budget du Département.

ART. 66.20.A. — *Fonds destiné à l'affectation du produit des frais d'internat des élèves et étudiants belges et étrangers dont les parents ne résident pas en Belgique et qui fréquentent un internat annexé à un établissement d'enseignement de la Communauté.*

(En milliers de francs)

Classification économique	1989	1988
990 Solde reporté	—	11 900
<i>Recettes :</i>		
Particulières :		
— Non patrimoniales :		
382 Taxes perçues à l'occasion de services administratifs et pour l'enseignement		
— Patrimoniales	100	—
D'origine budgétaire		
Totaux solde et recettes	100	11 900
<i>Dépenses :</i>		
— Non patrimoniales :		
121 Dépenses générales de fonctionnement		
— Patrimoniales	100	11 900
Totaux des dépenses	100	11 900
950 Solde à nouveau	—	—

ART. 66.21.A. — *Fonds destiné à l'affectation du produit du minerval des élèves et étudiants étrangers dont les parents ne sont pas domiciliés en Belgique et qui fréquentent un établissement d'enseignement de la Communauté.*

(En milliers de francs)		
Classification économique	1989	1988
990 Solde reporté	—	77 400
Recettes :		
Particulières :		
— Non patrimoniales :		
382 Taxes perçues à l'occasion de services administratifs et pour l'enseignement	2 500	19 000
— Patrimoniales		
D'origine budgétaire		
Totaux solde et recettes	2 500	96 400
Dépenses :		
— Non patrimoniales		
121 Dépenses générales de fonctionnement		
— Patrimoniales	2 500	96 400
Totaux des dépenses	2 500	96 400
950 Solde à nouveau	—	—

ART. 66.22.A. — *Fonds destiné à l'affectation de la partie du minerval des élèves et étudiants étrangers dont les parents ne sont pas domiciliés en Belgique et qui fréquentent un établissement d'enseignement officiel subventionné, partie excédant le montant des prélèvements effectués par ces établissements au titre de subventions de fonctionnement dues pour ces mêmes élèves et étudiants.*

(En milliers de francs)		
Classification économique	1989	1988
990 Solde reporté	—	17 400
Recettes :		
Particulières :		
— Non patrimoniales :		
382 Taxes perçues à l'occasion de services administratifs et pour l'enseignement	10 000	18 000
— Patrimoniales	—	—
D'origine budgétaire		
Totaux solde et recettes	10 000	35 400

(En milliers de francs)

Classification économique	1989	1988
<i>Dépenses :</i>		
— Non patrimoniales		
121 Dépenses générales de fonctionnement		
— Patrimoniales	10 000	35 400
Totaux des dépenses	10 000	35 400
950 Solde à nouveau	—	—

ART. 66.23.A. — *Fonds destiné à l'affectation de la partie du minerval des élèves et étudiants étrangers dont les parents ne sont pas domiciliés en Belgique et qui fréquentent un établissement d'enseignement libre subventionné, partie excédant le montant des prélèvements effectués par ces établissements au titre de subventions de fonctionnement dues pour ces mêmes élèves et étudiants.*

(En milliers de francs)

Classification économique	1989	1988
990 Solde reporté	—	53 300
<i>Recettes :</i>		
Particulières :		
— Non patrimoniales :		
382 Taxes perçues à l'occasion de services administratifs et pour l'enseignement	30 000	40 000
— Patrimoniales		
D'origine budgétaire		
Totaux solde et recettes	30 000	93 300
<i>Dépenses :</i>		
— Non patrimoniales		
121 Dépenses générales de fonctionnement		
— Patrimoniales	30 000	93 300
Totaux des dépenses	30 000	93 300
950 Solde à nouveau	—	—

ART. 66.26.A. — *Fonds destiné à l'affectation des recettes provenant des abonnements pour le transport d'élèves avec des véhicules de la Communauté ainsi que des montants récupérés par le service juridique par suite d'accidents avec des véhicules de la Communauté, gérées par le service des transports scolaires.*

(En milliers de francs)		
Classification économique	1989	1988
990 Solde reporté	—	9 800
<i>Recettes :</i>		
D'origine budgétaire		
Particulières :		
— Non patrimoniales :		
160 Recettes provenant des abonnements pour le transport d'élèves avec des véhicules de la Communauté, ainsi que des montants récupérés par le service juridique par suite d'accidents avec des véhicules de la Communauté	10 000	19 300
— Patrimoniales		
Totaux solde et recettes	10 000	29 100
<i>Dépenses :</i>		
— Non patrimoniales :		
120 Entretien des véhicules		
— Patrimoniales	10 000	29 100
Totaux des dépenses	10 000	29 100
950 Solde à nouveau	—	—

ART. 66.27.A. — *Fonds destiné à l'affectation des recettes résultant de l'utilisation de locaux scolaires et de terrains, après les heures de cours, par des associations pour l'organisation d'activités socio-culturelles propres, conformément à la circulaire ministérielle n° 901/VC.8/1978 du 15 février 1978, au paiement des frais d'entretien et d'exploitation (pour mémoire).*

(En milliers de francs)		
Classification économique	1989	1988
990 Solde reporté	—	—
<i>Recettes :</i>		
D'origine budgétaire		
Particulières :		
— Non patrimoniales :		
Recettes résultant de l'utilisation de locaux scolaires et de terrains après les heures de cours	—	—
— Patrimoniales :		
Totaux solde et recettes	—	—

(En milliers de francs)

Classification économique		1989	1988
990	Solde reporté	—	—
	<i>Recettes :</i>		
	Particulières :		
	— Non patrimoniales		
	— Patrimoniales		
	D'origine budgétaire		
080	Transferts du titre	—	—
	Totaux solde et recettes	—	—
	<i>Dépenses :</i>		
	— Non patrimoniales :		
214	Intérêts sur dette publique		
	— Patrimoniales	—	—
	Totaux des dépenses	—	—
950	Solde à nouveau	—	—

ART. 66.35.A. — *Fonds destiné à l'affectation des droits d'inscription payés par les élèves fréquentant un établissement d'enseignement de promotion sociale libre subventionné (pour mémoire).*

(En milliers de francs)

Classification économique		1989	1988
990	Solde reporté	—	—
	<i>Recettes :</i>		
	Particulières :		
	— Non patrimoniales :		
265	Intérêts		
030	Opérations internes	—	—
	— Patrimoniales :		
	D'origine budgétaire :		
	Totaux solde et recettes	—	—
	<i>Dépenses :</i>		
	— Non patrimoniales :		
030	Opérations internes		
333	Fondations et prix		
	— Patrimoniales	—	—
	Totaux des dépenses	—	—
950	Solde à nouveau	—	—

(En milliers de francs)

Classification économique		1989	1988
990	Solde reporté	—	—
	Particulières		
	— Non patrimoniales		
	— Patrimoniales		
	D'origine budgétaire :		
080	Transferts du titre	—	—
	Totaux solde et recettes	—	—
	Dépenses :		
	— Non patrimoniales :		
214	Intérêts sur dette publique		
	— Patrimoniales	—	—
	Totaux des dépenses	—	—
950	Solde à nouveau	—	—

ART. 66.36.B. — *Fonds destiné à la récupération des salaires, traitements, subventions-traitements, allocations et accessoires du personnel de l'enseignement de la Communauté ou de l'Etat et de l'enseignement subventionné par la Communauté ou l'Etat, détaché en dehors de l'enseignement ainsi qu'à la récupération des sommes indûment payées en matière de salaires, traitements, subventions-traitements, allocations et accessoires du personnel de l'enseignement de la Communauté ou de l'Etat et à celui de l'enseignement subventionné par la Communauté ou l'Etat.*

(En milliers de francs)

Classification économique		1989	1988
990	Solde reporté	—	227 400
	Recettes :		
	D'origine budgétaire		
	Particulières :		
	— Non patrimoniales	500 000	2 000
	— Patrimoniales		
	Totaux solde et recettes	500 000	229 400
	Dépenses :		
	— Non patrimoniales		
030	Paiement de traitements et subventions-traitements	500 000	229 400
	— Patrimoniales		
740	Achat de biens meubles durables	—	—
	Totaux des dépenses	500 000	229 400
950	Solde à nouveau	—	—

ART. 66.37.B. — *Fonds destiné aux recettes à provenir de la vente de biens meubles et prestations diverses.*

(En milliers de francs)		
Classification économique	1989	1988
990 Solde reporté	—	—
<i>Recettes :</i>		
<i>Particulières :</i>		
— Non patrimoniales		
265 Intérêts	—	—
030 Opérations internes	—	—
— Patrimoniales	100	—
D'origine budgétaire	—	—
Totaux solde et recettes	100	—
<i>Dépenses :</i>		
— Non patrimoniales		
030 Opérations internes	100	—
333 Fondations et prix	—	—
— Patrimoniales		
Totaux des dépenses	100	—
950 Solde à nouveau	—	—

ART. 67.02.B. — *Fondations, donations, legs et prix (conformément au tableau repris en annexe).*

(En milliers de francs)		
Classification économique	1989	1988
990 Solde reporté	—	6 800
<i>Recettes :</i>		
<i>Particulières :</i>		
— Non patrimoniales		
265 Intérêts	—	—
030 Opérations internes	700	650
— Patrimoniales		
D'origine budgétaire		
Totaux solde et recettes	700	7 450

(En milliers de francs)

Classification économique	1989	1988
<i>Dépenses :</i>		
— Non patrimoniales		
030 Opérations internes	—	—
333 Fondations et prix	—	—
— Patrimoniales	700	7 450
Totaux des dépenses	700	7 450
950 Solde à nouveau	—	—

L'article 67.02.B est alimenté par les revenus de capitaux d'origine privée remis en don à des fins diverses (bourses d'études, prix, etc.).

Section II

Services de la Communauté soumis à des règles de gestion particulières

CHAPITRE I

SERVICE DE LA COMMUNAUTE A GESTION SEPARÉE

ART. 70.20.C. — *Etablissements d'instruction ressortissant au Ministère de l'Education — fonds d'exploitation.*

(En milliers de francs)

Classification économique	1989	1988
990 Solde reporté	19 500	70 440
<i>Recettes :</i>		
Particulières :		
— Non patrimoniales		
— Patrimoniales		
070 Recettes des établissements d'instruction	6 500	6 500
D'origine budgétaire		
Totaux solde et recettes	26 000	76 940
<i>Dépenses :</i>		
— Non patrimoniales :		
020 Dépenses des établissements d'instruction	—	—
— Patrimoniales	5 000	57 440
Totaux des dépenses	5 000	57 440
950 Solde à nouveau	21 000	19 500

CHAPITRE Ibis

SERVICE DE LA COMMUNAUTE A GESTION SEPARÉE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA COMMUNAUTE

ART. 70.02.C. — *Budgets agréés des Services de la Communauté à gestion séparée de l'Enseignement de la Communauté (transfert de l'art. 41.23, sections 51, 52, 53, 55 et 56 du Titre I).*

(En milliers de francs)

Classification économique	1989	1988
---------------------------	------	------

990 Solde reporté — —

*Recettes :**Particulières :*

— Non patrimoniales

— Patrimoniales

D'origine budgétaire :

(En milliers de francs)

Classification économique	1989	1988
---------------------------	------	------

461 Transferts de revenus du pouvoir central

a) Section 51: article 41.23.24 du Titre I	} 3 012 600
b) Section 52: article 41.23.24 du Titre I	
c) Section 53: article 41.23.24 du Titre I	
d) Section 55: article 41.23.24 du Titre I	
e) Section 56: article 41.23.24 du Titre I	

Totaux solde et recettes 3 012 600

*Dépenses :**a) Section 51 :*

121 Non patrimoniales	} 3 012 600
742 Patrimoniales	
b) Section 52:	
121 Non patrimoniales	
742 Patrimoniales	
c) Section 53:	
121 Non patrimoniales	
742 Patrimoniales	
d) Section 55:	
121 Non patrimoniales	
742 Patrimoniales	
e) Section 56:	
121 Non patrimoniales	} 3 012 600
742 Patrimoniales	

Totaux des dépenses 3 012 600

950 Solde à nouveau — —

ART. 70.04.C. — *Budgets agréés des Services de la Communauté à gestion séparée pour les centres P.M.S. de la Communauté (transfert de l'art. 41.23, section 64 du Titre I).*

		(En milliers de francs)	
Classification économique		1989	1988
990	Solde reporté	—	—
	<i>Recettes :</i>		
	Particulières :		
	— Non patrimoniales		
	— Patrimoniales		
	D'origine budgétaire :		
461	Transferts de revenus du pouvoir central	—	—
	Section 64: article 41.23.24 du Titre I	100 000	—
	Totaux solde et recettes	100 000	—
	<i>Dépenses :</i>		
	Section 64 :		
121	Non patrimoniales	100 000	—
742	Patrimoniales	—	—
	Totaux des dépenses	100 000	—
950	Solde à nouveau	—	—

ANNEXE I

Fondations, donations, legs et prix (art. 67.02.B)

	Denomination	Arrêté constitutif	Etablissement proposant le prix	Evaluation
1. (3)	Fondation Wolster	A.R. 30. 8.1986	Ecole moyenne de l'Etat à Stavelot	128
2. (6)	Fondation Georges Montefiore-Levi	A.R. 27.11.1909	Association Montefiore-Levi	47 055
3. (12)	Fondation Alphonse Haccour	A.R. 2. 2.1914	Ecole moyenne de l'Etat pour garçons à Neufchâteau	381
4. (20)	Fondation Gheury	A.R. 26. 5.1920	Ecole moyenne de l'Etat pour garçons à Thuin	82
5. (24)	Prix de l'Amicale	A.R. 31.12.1923	Ecole moyenne de l'Etat pour garçons à Visé	18
6. (29)	Prix du sous-lieutenant Robert Putzeys	A.R. 16. 8.1926	Athénée royal de Huy	390
7. (33)	Prix de la Fondation Vierset-Preudhomme	A.R. 14. 4.1927	Athénée royal de Huy	404
8. (34)	Prix du pilote-aviateur Gaston de Ruyter	A.R. 14. 4.1927	Athénée royal de Huy	131
9. (36)	Prix du volontaire de guerre Raoul Berthelier	A.R. 13. 5.1927	Ecole moyenne de l'Etat pour garçons à Huy	168
10. (38)	Fondation Clément	A.R. 23. 9.1927	Ecole moyenne de l'Etat pour garçons à Neufchâteau	385
11. (40)	Fondation Francier	A.R. 23. 1.1928	Ecole moyenne de l'Etat et Section d'Athénée à Bouillon	56
12. (42)	Prix dit « Prix Horace Mandart »	A.R. 24.10.1928	Athénée royal de Mons	64
13. (45)	Prix « Préfet Godineau »	A.R. 25.10.1929	Athénée royal de Mons	64
14. (48)	Prix Freddy Quaden	A.R. 23. 8.1930	Ecole moyenne de l'Etat à Visé	37
15. (50)	Fondation Guasco	A.R. 17. 5.1931	Athénée royal de Tournai	452
16. (52)	Prix Abraham-Ava-Silbermann	A.R. 30. 9.1931	Athénée royal de Bruxelles	540
17. (53)	Prix André	A.R. 4.11.1931	Ecole moyenne de l'Etat pour garçons à Visé	49
18. (54)	Prix de La Persévérance	A.R. 4.11.1931	Ecole moyenne de l'Etat pour filles à Visé	75
19. (55)	Prix Louis Chainaye-Vierset	A.R. 21. 2.1932	Ecole moyenne de l'Etat pour garçons à Huy	728
20. (56)	Prix Louis Chainaye-Vierset	A.R. 21. 2.1932	Ecole moyenne de l'Etat pour filles à Huy	536
21. (58)	Prix M ^{me} Henriette Fritsché-Merkelbach	A.R. 11. 7.1933	Ecole moyenne de l'Etat pour filles à Seraing	2 355
22. (59)	Prix M ^{me} Vignerón-Gecrinck	A.R. 14. 2.1933	Ecole moyenne de l'Etat pour filles à Charleroi	75
23. (60)	Prix de l'Union des anciennes élèves de l'Institut	A.R. 9. 5.1933	Ecole moyenne de l'Etat pour filles à Tournai	168

Dénomination		Arrêté constitutif	Etablissement proposant le prix	Evaluation
24. (62)	Prix Camille Francotte	A.R. 8.12.1933	Ecole moyenne de l'Etat pour garçons à Couvin	98
25. (63)	Prix du bourgmestre Joseph Paulus	A.R. 9. 5.1934	Ecole moyenne de l'Etat pour filles à Visé	56
26. (68)	Prix « Richard Hubens, volontaire de guerre »	A.R. 13.11.1935	Athénée royal de Liège	544
27. (71)	Fondation Sottiau	A.R. 6. 3.1936	Athénée royal de Liège	68
28. (76)	Prix Célestin Bricteux	A.R. 27.12.1937	Ecole moyenne de l'Etat et Section d'Athénée à Waremme	108
29. (78)	Prix Cantineau-Givron	A.R. 9. 3.1938	Ecole moyenne de l'Etat pour garçons à Couvin	90
30. (81)	Prix Rodolphe Delval	A.R. 15. 5.1938	Ecole moyenne de l'Etat à Trazegnies	567
31. (82)	Prix du directeur J. Donnay	A.R. 15. 5.1938	Ecole moyenne de l'Etat et Section d'Athénée à Waremme	120
32. (86)	Prix Jean Heine	A.R. 20. 1.1939	Athénée royal de Huy	189
33. (87)	Prix Léopold Stiennon	A.R. 4. 7.1939	Athénée royal de Seraing	301
34. (88)	Prix Jules Randoux	A.R. 2. 9.1939	Ecole moyenne de l'Etat et Section d'Athénée à Waremme	256
35. (90)	Prix Gailly	Arrêté 31. 1.1941	Musée professionnel de Morlanwelz	144
36. (94)	Prix Dieudonné Londot	Arrêté 15.10.1943	Athénée et Ecole moyenne de l'Etat à Herstal	162
37. (95)	Prix Jacques Borlée	A. Régent 28. 7.1945	Athénée royal à Namur	414
38. (96)	Prix Paul Fassin	A. Régent 13.11.1945	Ecole moyenne de l'Etat et Section d'Athénée à Visé	162
39. (97)	Prix du professeur Georges Hamoir, mort pour la patrie	A. Régent 20.12.1945	Athénée royal de Huy	216
40. (98)	Prix Pol Dessy	A. Régent 1. 8.1946	Athénée royal de Huy	576
41. (99)	Prix Reine Astrid	A. Régent 9.11.1946	Ecole moyenne de l'Etat à Charleroi	432
42. (100)	Prix Marguerite Bervoets	A. Régent 24. 1.1948	Section d'Athénée pour jeunes filles à La Louvière	612
43. (101)	Prix du professeur André Jadot, mort pour la patrie	A. Régent 8. 3.1948	Athénée royal de Huy	270
44. (103)	Fondation Slegers	A. Régent 10. 6.1947	Athénée royal de Marche-en-Famenne	21 308
45. (104)	Prix Fauquel	A. Régent 21. 2.1949	Musée professionnel et industriel de l'Etat à Morlanwelz	1 244
46. (105)	Prix du professeur Jean Robert	A. Régent 25. 2.1949	Athénée royal de Huy	360
47. (106)	Prix M ^{me} Thibeu-Knops	A. Régent 19.10.1949	Athénée royal pour jeunes filles à Molenbeek-Saint-Jean	1 084
48. (107)	Prix Claire Sauté	A. Régent 9. 1.1950	Lycée royal Marguerite Bervoets à Mons	1 152
49. (108)	Prix du général Thys	A. Régent 6. 4.1950	Athénée royal de Visé	504
50. (111)	Prix Marguerite Bervoets	A.R. 11. 7.1952	Lycée royal Marguerite Bervoets à Mons	970

Denomination	Arrêté constitutif	Etablissement proposant le prix	Evaluation
51. (112) Prix M ^{me} M. Dagnelie, veuve Omer Bernard de Thuin	A.R. 30. 6.1952	Ecole moyenne de l'Etat à Beaumont	194
52. (113) Prix Donation Bernard-Dagnelie à Thuin	A.R. 30. 6.1952	Athénée royal à Thuin	194
53. (114) Prix Marguerite Bervoets	A.R. 20.10.1952	Ecole moyenne de l'Etat pour jeunes filles à Tournai	1 139
54. (115) Prix Célestin Fromont	A.R. 2. 3.1953	Ecole moyenne de l'Etat pour jeunes filles à Pâturages	386
55. (116) Prix Urbain Lamalle	A.R. 16. 6.1953	Athénée royal à Huy	578
56. (117) Prix Willy Buckinx	A.R. 31. 7.1953	Athénée royal à Liège	382
57. (118) Prix Marguerite Bervoets II	A.R. 31. 8.1953	Lycée royal Marguerite Bervoets à Mons	756
58. (119) Prix Jacques Cob	A.R. 9. 9.1954	Athénée royal à Liège	439
59. (120) Prix Marguerite Bervoets II	A.R. 13.12.1954	Lycée royal à La Louvière	375
60. (121) Prix Jean Brasseur	A.R. 19.10.1955	Athénée royal de Mons	907
61. (122) Prix de mathématiques	A.R. 6. 7.1955	Ecole moyenne de Fleurus	362
62. (123) Prix René Hamente	A.R. 19. 8.1955	Athénée royal à Huy	362
63. (124) Prix René Hamente	A.R. 19. 8.1955	Athénée royal de Bouillon	362
64. (125) Bourse Vigneron	A.R. 8.11.1955	Lycée royal de Charleroi	900
65. (126) Prix de Guffroy	A.R. 8.11.1955	Lycée royal de Charleroi	220
66. (127) Prix Claire Sauté	A.R. 15. 2.1956	Athénée royal de Neufchâteau	1 089
67. (131) Prix M ^{me} Colinet, première directrice-pré-fète du Lycée	A.R. 15. 2.1956	Lycée royal de Tournai	1 160
68. (132) Prix Gustave Detiege	A.R. 18. 8.1956	Athénée royal de Hannut	367
69. (133) Prix Max Bertholet	A.R. 18. 2.1957	Ecole moyenne de l'Etat à Couvin	636
70. (139) Bourse Nelly Reyniers-Goffin	A.R. 18. 6.1958	Lycée royal de Charleroi	900
71. (141) Prix Marguerite Bervoets	A.R. 12. 6.1959	Ecole moyenne de l'Etat d'Athus	657
72. (142) Prix Marguerite Bervoets	A.R. 12. 6.1959	Athénée royal de Tournai	1 020
73. (143) Prix Marguerite Bervoets	A.R. 12. 6.1959	Athénée royal d'Arh	1 060
74. (145) Prix Marguerite Bervoets	A.R. 12. 6.1959	Athénée royal Dour	1 127
75. (146) Prix Waltheré Lagasse	A.R. 18.11.1959	Athénée royal de Hannut	680
76. (147) Prix Nicolas Blaffard	A.R. 18.11.1959	Athénée royal de Liège	1 020
77. (148) Prix Eugène Weberg	A.R. 27. 1.1960	Athénée royal de Neufchâteau	2 607
78. (150) Prix Marguerite Bervoets	A.R. 11. 6.1960	Ecole moyenne de l'Etat pour jeunes filles à Braine-l'Alleud	1 112
79. (151) Prix Désiré De Meyer	A.R. 3. 3.1958	Pensionnat de l'Etat pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe, à Saint-Ghislain	3 004
80. (152) Prix Marguerite Bervoets	A.R. 24. 4.1961	Ecole moyenne de l'Etat pour garçons à Lessines	1 334
81. (153) Prix Marguerite Bervoets	A.R. 24. 4.1961	Athénée royal de Bruxelles II	1 274

Dénomination	Arrêté constitutif	Etablissement proposant le prix	Evaluation
82. (156) Prix Marguerite Bervoets	A.R. 14. 6.1962	Ecole moyenne de l'Etat à Houdeng-Aime-ries	904
83. (158) Prix Marguerite Bervoets	A.R. 14. 6.1962	Athénée royal de Soignies	1 072
84. (159) Prix M ^{me} Nelis, veuve Ploug	A.R. 28. 2.1962	Ecole moyenne de l'Etat à Houffalize	224
85. (161) Prix M ^{me} Baudouin-Auguste Nicodème-Gilson	A.R. 31. 8.1962	Lycée royal de La Louvière	1 168
86. (162) Prix Boels	A.R. 14. 6.1962	Ecole moyenne de l'Etat à Marchienne-au-Pont	1 838
87. (163) Prix Docteur Fernand de Ruyter	A.R. 28. 1.1963	Athénée royal à Huy	168
88. (164) Prix Félix de Ruyter	A.R. 28. 1.1963	Athénée royal à Huy	168
89. (165) Prix André de Ruyter	A.R. 28. 1.1963	Athénée royal à Huy	168
90. (167) Bourse de l'Association royale des anciennes élèves de l'Ecole moyenne de l'Etat de Charleroi	A.R. 21.10.1963	Lycée royal de Charleroi	1 800
91. (168) Fondation Yvonne Parent-André	A.R. 17. 1.1964	Athénée royal de Neufchâteau	792
92. (169) Prix Victor Auguste Gabelle	A.R. 17. 1.1964	Athénée royal de Dour	2 064
93. (171) Bourse Schouveller	A.R. 31. 8.1962	Athénée royal d'Eupen	1 850
94. (172) Prix C. Dasselborne	A.R. 8. 2.1964	Athénée royal de Gembloux	4 511
95. (173) Prix Docteur Robert Hanozet	A.R. 21.10.1963	Athénée royal de Neufchâteau	858
96. (174) Prix Marguerite Bervoets	A.R. 21. 5.1964	Ecole moyenne de l'Etat des filles de Marchienne-au-Pont	720
97. (175) Prix Marguerite Bervoets	A.R. 21. 5.1964	Ecole moyenne de l'Etat des garçons et filles de Jupille	1 410
98. (176) Prix Marguerite Bervoets	A.R. 21. 5.1964	Ecole moyenne de l'Etat des filles de Binche	1 080
99. (177) Prix Marguerite Bervoets	A.R. 21. 5.1964	Ecole moyenne de l'Etat des garçons de Schaerbeek	1 192
100. (178) Prix Marguerite Bervoets	A.R. 21. 5.1964	Ecole moyenne de l'Etat des garçons de La Louvière	1 440
101. (179) Prix Léonard Désiron	A.R. 17. 3.1965	Athénée royal de Soumagne	224
102. (180) Prix Marguerite Bervoets	A.R. 31. 3.1965	Ecole moyenne de l'Etat pour jeunes filles à Soignies	661
103. (181) Prix Marguerite Bervoets	A.R. 16. 4.1965	Lycée royal pour jeunes filles à Etterbeek	1 342
104. (182) Prix Alix Charlier	A.R. 4. 1.1965	Lycée royal pour jeunes filles à Charleroi	1 200
105. (183) Prix M ^{me} Schluntz, veuve Derijcke	A.R. 30. 9.1966	Ecole moyenne de l'Etat de Houffalize	851
106. (184) Prix Gérard Caudrelier	A.R. 27.10.1966	Athénée royal de Dour	1 710
107. (185) Prix du Lions Club Thuin	A.R. 3. 1.1967	Athénée royal de Thuin	520

Denomination	Arrêté constitutif	Etablissement proposant le prix	Evaluation
108. (186) Prix Charles Cortils	A.R. 28. 6.1966	Ecole moyenne de l'Etat pour garçons à Flobecq	511
109. (187) Prix Emma Fritsche	A.R. 9.12.1966	Ecole normale moyenne de l'Etat à Liège	3 180
110. (189) Prix Gérard Vertongen	A.R. 22. 8.1967	Athénée royal d'Eupen	1 728
111. (190) Prix du Lions Club Thuin-Beaumont	A.R. 21. 5.1968	Ecole moyenne de l'Etat pour garçons à Beaumont	510
112. (191) Fondation Mathei	A.R. 24.12.1968	Athénée royal de Waremmme	10 000
113. (192) Prix Jean Preud'Homme	A.R. 11. 4.1968	Athénée royal de Hannut	1 800
114. (193) Prix Bail, veuve Bara	A.R. 2. 4.1970	Ecole industrielle de cours techniques et professionnels de l'Etat à Jemappes	3 030
115. (194) Prix Decerf, veuve Maquinay	A.R. 17. 6.1968	Athénée royal de Spa	8 750
116. (195) Prix Balthasar	A.R. 27.12.1968	Ecole primaire d'enseignement spécial de l'Etat à Grivegnée	8 880
117. (196) Prix Jean Preud'Homme	A.R. 31.12.1970	Ecole moyenne des filles à Hannut	600
118. (197) Prix Julia Carmon	A.R. 3. 5.1971	Lycée royal Marguerite Bervoets à Mons	1 890
119. (198) Prix Delmez-Marsiat	A.R. 11. 6.1971	Athénée royal de Hannut	524
120. (199) Prix Henry Delloye	A.R. 27. 1.1971	Athénée royal à Huy	1 350
121. (200) Prix Freddy Seys	A.R. 29.11.1973	Amicale des Anciens Elèves de l'Ecole normale primaire et moyenne de l'Etat à Mons	21 600
122. (201) Prix Emile Strivet	A.R. 3. 6.1975	Athénée royal de Tournai	1 080
123. (203) Prix Jean-Jacques van Cles-François	A.R. 23. 7.1977	Ecole moyenne de l'Etat à Pecq	1 200
124. (204) Prix Louis Rayée	A.R. 15. 2.1978	Ecole moyenne de Trazegnies	2 450
125. (205) Prix Célestin et Valère Allard	A.R. 18. 8.1978	Athénée royal de Tournai	1 140
126. (206) Prix Célestin et Valère Allard	A.R. 18. 8.1978	Lycée royal de Tournai	1 520
127. (207) Prix Eugène Licope	A.R. 3. 4.1979	Athénée royal de Mons	85 680
128. (208) Prix Georges Licope	A.R. 3. 4.1979	Athénée royal de Mons	85 680
129. (209) Prix Jules et José Delot	A.R. 10. 9.1979	Athénée royal de Ciney	8 400

ANNEXE II

Justifications globales afférentes à des articles communs

ART. 11.03. — *Rémunérations du personnel actif et en disponibilité.*

(En millions de francs)

	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances- ments
(Crédits supplémentaires années antérieures)	26 661,8	26 238,7 (121,4)	25 966,3 (319,9)	25 966,3 (319,9)

ART. 11.04. — *Allocations généralement quelconques au personnel de l'Etat.*Administration centrale. — Inspection. — Orientation professionnelle. — Frais de contrôle des institutions universitaires.
— Etablissements de l'Etat et services extérieurs.

(En millions de francs)

	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances- ments
	30,5	32,0	24,8	24,8

ART. 12.01. — *Honoraires des avocats et des médecins.*

(En millions de francs)

	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances- ments
(Crédits supplémentaires années antérieures)	77,7	82,2	61,4 (1,2)	61,4 (1,2)

ART. 12.02. — *Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux.*

(En millions de francs)

	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances- ments
(Crédits supplémentaires années antérieures)	381,5	375,5 (7,1)	298,5 (13,1)	298,5 (13,1)

ART. 12.03. — *Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon.*

(En millions de francs)

	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances- ments
(Crédits supplémentaires années antérieures)	41,1	48,6	37,7 (3,0)	37,7 (3,0)

ART. 12.04. — *Location d'installations mécanographiques.*

(En millions de francs)

	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances- ments
(Crédits supplémentaires années antérieures)	187,4	186,5 (1,9)	144,1 (6,0)	144,1 (6,0)

ART. 12.05. — *Indemnités généralement quelconques au personnel de l'Etat.*

(En millions de francs)

	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances- ments
(Crédits supplémentaires années antérieures)	59,5	56,3 (1,9)	43,9 (1,1)	43,9 (1,1)

ART. 12.45. — *Dépenses diverses de consommation et de fonctionnement des écoles belges établies sur le territoire de la République fédérale allemande.*

(En millions de francs)

	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances- ments
	157,1	157,1	156,1	156,1

ART. 41.01. — *Dotation aux services de l'Etat à gestion séparée de l'enseignement de l'Etat.*

(En millions de francs)

	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances- ments
(Crédits supplémentaires années antérieures)	—	—	2 863,2 (63,3)	2 863,2 (63,3)

ART. 41.23. — *Dotation globale destinée aux frais de fonctionnement et d'équipement :*

- des services de l'Etat à gestion séparée de l'enseignement de l'Etat;
- des offices d'orientation professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat organisés comme services de l'Etat à gestion séparée.

	1989	1988	(En millions de francs)	
			1987	
			Engage- ments	Ordon- nances- ments
Enseignement	3 012,6	2 874,4	—	—
Centres P.M.S.	100,0	101,1	—	—
	3 112,6	2 975,5	—	—

Article commun aux programmes 51/2, 52/2, 53/2, 55/2, 56/2 et 64/2.

Subventions globales en exécution de l'article 3, § 1, de la loi du 29 mai 1959 et de l'article 21 de l'arrêté royal du 13 août 1962, modifiés par l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986.

ART. 43.01. — *Subventions-traitements, subventions forfaitaires et subventions-pensions aux établissements officiels subventionnés et subventions-traitements aux offices d'orientation professionnelle et aux centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés.*

	1989	1988	(En millions de francs)	
			1987	
			Engage- ments	Ordon- nances- ments
(Crédits supplémentaires années antérieures)	27 209,5	26 075,1 (1 115,8)	25 880,9 (669,0)	25 880,9 (669,0)

ART. 43.02. — *Subventions de fonctionnement aux écoles officielles subventionnées et subventions de fonctionnement aux offices d'orientation professionnelle et aux centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés.*

	1989	1988	(En millions de francs)	
			1987	
			Engage- ments	Ordon- nances- ments
(Crédits supplémentaires années antérieures)	—	— (16,7)	2 887,7 (96,2)	2 887,7 (96,2)

ART. 43.03. — *Interventions de l'Etat dans le coût des livres et objets classiques dans les écoles officielles subventionnées.*

	1989	1988	(En millions de francs)	
			1987	
			Engage- ments	Ordon- nances- ments
(Crédits supplémentaires années antérieures)	—	— (0,2)	19,3	19,3

ART. 43.04. — *Internats de l'enseignement officiel subventionné. — Intervention de l'Etat dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe.*

(En millions de francs)				
	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances
	1,0	1,7	0,9	0,9

ART. 43.05. — *Subventions de fonctionnement aux internats attachés aux établissements officiels subventionnés d'enseignement fondamental et secondaire.*

(En millions de francs)				
	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances
	56,9	57,4	51,5	51,5

ART. 43.06. — *Subventions de l'Etat pour le paiement des prestations de surveillance de midi dans les écoles officielles subventionnées.*

(En millions de francs)				
	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances
(Crédits supplémentaires années antérieures)	46,6	47,1 (0,2)	45,2 (4,4)	45,2 (4,4)

ART. 43.07. — *Subventions aux établissements d'enseignement officiel subventionné, aux offices d'orientation professionnelle et aux centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, destinés à l'indemnisation des stagiaires (loi de redressement économique).*

(En millions de francs)				
	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances
	54,6	53,5	53,5	53,5

ART. 43.23. — *Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement :*

- des établissements officiels subventionnés;
- des offices d'orientation professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés.

(En millions de francs)

	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances- ments
Enseignement	3 053,3	3 093,3	—	—
Centres P.M.S.	46,7	46,1	—	—
	3 100,0	3 139,4	—	—

Article commun aux programmes 51/4, 52/4, 53/4, 55/4, 56/4 et 64/3.

Subventions globales en exécution de l'article 32, § 1, de la loi du 29 mai 1959 et de l'article 51 de l'arrêté royal du 13 août 1962, modifiés par l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986.

ART. 44.01. — *Subventions-traitements, subventions forfaitaires et subventions-pensions aux établissements libres subventionnés et subventions-traitements aux offices d'orientation professionnelle et aux centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés.*

(En millions de francs)

	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances- ments
(Crédits supplémentaires années antérieures)	40 666,9	38 729,3 (180,7)	37 515,7 (1 096,9)	37 515,7 (1 096,9)

ART. 44.02. — *Subventions de fonctionnement aux établissements libres subventionnés et subventions de fonctionnement aux offices d'orientation professionnelle et aux centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés.*

(En millions de francs)

	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances- ments
(Crédits supplémentaires années antérieures)	—	— (16,5)	4 762,7 (193,4)	4 762,7 (193,4)

ART. 44.03. — *Intervention de l'Etat dans le coût des livres et objets classiques dans les écoles libres subventionnées.*

(En millions de francs)

	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances- ments
(Crédits supplémentaires années antérieures)	—	— (0,1)	53,8	53,8

4 - IIIA — N° 1

(98)

ART. 44.04. — *Internats de l'enseignement libre subventionné. — Intervention de l'Etat dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe.*

(En millions de francs)

	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances- ments
	0,2	0,3	0,1	0,1

ART. 44.06. — *Subventions de l'Etat pour le paiement des prestations de midi dans les écoles libres subventionnées.*

(En millions de francs)

	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances- ments
	43,3	43,0	37,9	37,9
(Crédits supplémentaires années antérieures)		(0,2)	(3,9)	(3,9)

ART. 44.12. — *Subventions aux établissements d'enseignement libre subventionné, aux offices d'orientation professionnelle et aux centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, destinées à l'indemnisation des stagiaires (loi de redressement économique).*

(En millions de francs)

	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances- ments
	71,0	69,4	69,4	69,4

ART. 44.21. — *Subventions de fonctionnement aux internats attachés aux établissements libres subventionnés d'enseignement fondamental et subventions de fonctionnement aux internats attachés aux établissements libres subventionnés d'enseignement secondaire.*

(En millions de francs)

	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances- ments
	174,0	174,5	177,8	177,8

ART. 44.23. — *Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement :*

- des établissements libres subventionnés;
- des offices d'orientation professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés.

(En millions de francs)				
	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances
Enseignement	4 893,2	4 977,2	—	—
Centres P.M.S.	69,9	67,4	—	—
	4 963,1	5 044,6	—	—

Article commun aux programmes 51/6, 52/6, 53/6, 55/6, 56/6 et 64/4.

Subventions globales en exécution de l'article 32, § 1, de la loi du 29 mai 1959 et de l'article 51 de l'arrêté royal du 13 août 1962, modifiés par l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986.

ART. 61.01. — *Dotation aux services de l'Etat à gestion séparée de l'enseignement de l'Etat.*

(En millions de francs)				
	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances
	—	—	104,7	104,7

ART. 63.01. — *Subventions d'équipement aux établissements officiels subventionnés et subventions pour frais d'équipement aux offices d'orientation professionnelle et aux centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés.*

(En millions de francs)				
	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nances
(Crédits supplémentaires années antérieures)	—	—	19,6	19,6
		(0,2)		

Intervention de l'Etat dans les programmes d'équipements agréés par l'Inspection.

ART. 64.01. — *Subventions d'équipement aux établissements libres subventionnés et subventions pour frais d'équipement aux offices d'orientation professionnelle et aux centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés.*

(En millions de francs)

	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nance- ments
(Crédits supplémentaires années antérieures)	—	—	25,9	25,9

(0,2)

Intervention de l'Etat dans les programmes d'équipement agréés par l'Inspection.

ART. 70.01. — *Aménagement et équipement de plaines de jeux et de sport.*

(En millions de francs)

	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nance- ments
	1,5	1,5	4,6	4,6

ART. 74.01. — *Achats de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre.*

(En millions de francs)

	1989	1988	1987	
			Engage- ments	Ordon- nance- ments
(Crédits supplémentaires années antérieures)	43,6	44,8	—	12,9

(0,2)

ANNEXE III

Crédits 1989 du tableau de la loi par allocations de base

(En millions de francs)

Article légal		Répartition entre les allocations de base				
Division	Article	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnan- cement	Crédits d'engagement	Division/ Programme	Article

TITRE 1: DEPENSES COURANTES

PARTIE A

Section 01

01	11.01	—	—	—	01/0	11.01.01 35
01	11.02	22,5	—	—	01/0	11.02.01 36
01	12.06	11,0	—	—	01/0	12.06.03 61
01	12.07	5,7	—	—	01/0	12.07.02 63
01	12.19	7,1	—	—	01/0	12.19.02 02
Total section 01		46,3	—	—		

Section 02

01	11.01	2,5	—	—	01/0	11.01.01 35
01	11.02	65,2	—	—	01/0	11.02.01 36
01	12.06	5,0	—	—	01/0	12.06.03 61
01	12.07	—	—	—	01/0	12.07.02 63
01	12.19	28,5	—	—	01/0	12.19.02 02
Total section 02		101,2	—	—		

Section 40

40	11.03	307,2	—	—	40/0	11.03.01 27
40	11.04	13,0	—	—	40/0	11.04.01 30
40	11.05	12,0	—	—	40/0	11.05.07 39
40	11.10	13,0	—	—	40/0	11.10.01 48
40	12.01	34,2	—	—	40/0	12.01.02 31
40	12.02	116,6	—	—	40/0	12.02.03 35
		41,8	—	—	40/0	12.02.04 36
		75,4	—	—	40/0	12.02.05 37
		2,0	—	—	40/4	12.02.40
		5,3	—	—	40/4	12.02.41
12.02		241,1	—	—		

(En millions de francs)

Article légal		Répartition entre les allocations de base				
Division	Article	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnan- cement	Crédits d'engagement	Division/ Programme	Article
40	12.03	20,4	—	—	40/0	12.03.06 41
40	12.04	1,2	—	—	40/0	12.04.03 41
		160,0	—	—	40/0	12.04.04 42
	12.04	161,2	—	—		
40	12.05	16,0	—	—	40/0	12.05.02 43
40	12.06	70,0	—	—	40/0	12.06.06 50
40	12.07	7,4	—	—	40/0	12.07.02 49
40	33.01	6,6	—	—	40/0	33.01.02 26
40	41.01	8,0	—	—	40/2	41.01.20 19
40	41.20	92,5	—	—	40,5	41.20.50
40	43.20	0,5	—	—	40/0	43.20.07 81
40	44.20	0,5	—	—	40/0	44.20.07 90
40	01.01	1 149,6	—	—	40/3	01.01.30
40	01.02	1 011,1	—	—	40/3	01.02.31
Total section 40		3 164,3	—	—		
Section 51						
51	11.03	110,5	—	—	51/0	11.03.01 33
		193,3	—	—	51/1	11.03.10 42
		50,7	—	—	51/2	11.03.20 52
		2 871,6	—	—	51/2	11.03.21 53
		154,5	—	—	51/2	11.03.22 54
		—	—	—	51/2	11.03.29 61
	11.03	3 380,6	—	—		
51	11.04	0,2	—	—	51/1	11.04.10 45
		0,3	—	—	51/2	11.04.23 58
	11.04	0,5	—	—		
51	12.01	3,4	—	—	51/0	12.01.02 37
		—	—	—	51/2	12.01.24 59
	12.01	3,4	—	—		
51	12.02	5,0	—	—	51/1	12.02.11 49
		—	—	—	51/2	12.02.24 62
	12.02	5,0	—	—		

(En millions de francs)

Article legal		Repartition entre les allocations de base				
Division	Article	Credits non dissociés	Credits d'ordonnan- cement	Credits d'engagement	Division/ Programme	Article
51	12.03	—	—	—	51/2	12.03.25 66
51	12.05	1,3 8,9 —	— — —	— — —	51/0 51/1 51/2	12.05.02 49 12.05.11 58 12.05.24 71
	12.05	10,2	—	—		
51	12.21	9,6	—	—	51/3	12.21.30 28
51	12.36	2,1 2,0 2,0	— — —	— — —	51/3 51/5 51/7	12.36.30 73 12.36.50 93 12.36.70 16
	12.36	6,1	—	—		
51	41.01	—	—	—	51/2	41.01.24 29
51	41.23	182,6 —	— —	— —	51/2 51/2	41.23.24 95 41.23.29 03
	41.23	182,6	—	—		
51	43.01	13 222,7 —	— —	— —	51/4 51/4	43.01.40 63 43.01.47 70
	43.01	13 222,7	—	—		
51	43.02	—	—	—	51/4	43.02.40 66
51	43.03	—	—	—	51/5	43.03.50 79
51	43.04	1,0	—	—	51/5	43.04.50 82
51	43.05	3,0	—	—	51/4	43.05.40 75
51	43.06	46,0	—	—	51/5	43.06.50 88
51	43.07	35,7	—	—	51/0	43.07.01 42
51	43.08	13,0	—	—	51/5	43.08.50
51	43.23	1 306,8 —	— —	— —	51/4 51/4	43.20.40 32 43.23.47 39
	43.23	1 306,8	—	—		
51	44.01	10 843,0 —	— —	— —	51/6 51/6	44.01.60 92 44.01.67 02
	44.01	10 843,0	—	—		
51	44.02	—	—	—	51/6	44.02.60 95
51	44.03	—	—	—	51/7	44.03.70 11
51	44.04	0,2	—	—	51/7	44.04.70 14

(En millions de francs)

Article legal		Repartition entre les allocations de base				
Division	Article	Credits non dissociés	Credits d'ordonnan- cement	Credits d'engagement	Division/ Programme	Article
51	44.05	—	—	—	51/7	44.05.70 17
51	44.06	42,7	—	—	51/7	44.06.70 20
51	44.08	12,0	—	—	51/7	44.08.70
51	44.12	13,0	—	—	51/0	44.12.01 66
51	44.21	16,5	—	—	51/6	44.21.60 55
51	44.23	1 237,2	—	—	51/6	44.23.60 61
		—	—	—	51/6	44.23.67 68
	44.23	1 237,2	—	—		
51	01.02	3,1	—	—	51/3	01.02.30
Total section 51		30 393,9	—	—		
Section 52						
52	11.03	136,6	—	—	52/0	11.03.01 60
		145,9	—	—	52/1	11.03.10 69
		25,7	—	—	52/2	11.03.20 79
		15 831,6	—	—	52/2	11.03.21 80
		1 416,2	—	—	52/2	11.03.22 81
		—	—	—	52/2	11.03.29 88
	11.03	17 556,0	—	—		
52	11.04	7,0	—	—	52/0	11.04.01 63
		1,2	—	—	52/2	11.04.23 85
	11.04	8,2	—	—		
52	12.01	0,7	—	—	52/0	12.01.02 64
52	12.02	4,5	—	—	52/1	12.02.11 76
52	12.04	9,3	—	—	52/0	12.04.04 75
52	12.05	1,2	—	—	52/0	12.05.02 76
		14,9	—	—	52/1	12.05.11 85
	12.05	16,1	—	—		
52	12.21	20,0	—	—	52/3	12.21.30 55
52	12.45	153,0	—	—	52/2	12.45.27 27
52	41.01	—	—	—	52/2	41.01.24 56
52	41.23	1 987,7	—	—	52/2	41.23.24 25
		—	—	—	52/2	41.23.29 30
	41.23	1 987,7	—	—		

(En millions de francs)

Article légal		Répartition entre les allocations de base				
Division	Article	Credits non dissociés	Credits d'ordonnan- cement	Credits d'engagement	Division/ Programme	Article
52	43.01	9 525,6	—	—	52/4	43.01.40 90
		—	—	—	52/4	43.01.47 97
	43.01	9 525,6	—	—		
52	43.02	—	—	—	52/4	43.02.40 93
		—	—	—	52/4	43.02.47 03
	43.02	—	—	—		
52	43.05	53,9	—	—	52/4	43.05.40 05
52	43.07	11,8	—	—	52/0	43.07.01 69
52	43.08	0,5	—	—	52/5	43.08.50
52	43.23	1 232,5	—	—	52/4	43.23.40 59
		—	—	—	52/4	43.23.47 66
	43.23	1 232,5	—	—		
52	44.01	23 138,0	—	—	52/6	44.01.60 22
		—	—	—	52/6	44.01.67 29
	44.01	23 138,0	—	—		
52	44.02	—	—	—	52/6	44.02.60 25
52	44.08	2,0	—	—	52/7	44.08.70
52	44.11	1,0	—	—	52/4	44.11.40 32
52	44.12	47,1	—	—	52/0	44.12.01 93
52	44.14	1,2	—	—	52/7	44.14.70 71
52	44.21	157,5	—	—	52/6	44.21.60 82
52	44.23	2 920,0	—	—	52/6	44.23.60 88
		—	—	—	52/6	44.23.67 95
	44.23	2 920,0	—	—		
Total section 52		56 846,6	—	—		

Section 53

53	11.03	39,5	—	—	53/0	11.03.01 87
		18,5	—	—	53/1	11.03.10 96
		25,2	—	—	53/2	11.03.20 09
		1 988,5	—	—	53/2	11.03.21 10
		155,8	—	—	53/2	11.03.22 11
		—	—	—	53/2	11.03.29 18
	11.03	2 227,5	—	—		

(En millions de francs)

Article legal		Repartition entre les allocations de base				
Division	Article	Credits non dissociés	Credits d'ordonnan- cement	Credits d'engagement	Division/ Programme	Article
53	11.04	—	—	—	53/1	11.04.10 02
		—	—	—	53/2	11.04.23 15
	11.04	—	—	—		
53	12.01	0,1	—	—	53/0	12.01.02 91
53	12.02	0,5	—	—	53/1	12.02.11 06
53	12.04	4,0	—	—	53/0	12.04.04 05
53	12.05	0,8	—	—	53/0	12.05.02 06
		2,3	—	—	53/1	12.05.11 15
	12.05	3,1	—	—		
53	12.21	1,9	—	—	53/3	12.21.30 82
53	12.45	4,1	—	—	53/2	12.45.26 53
53	41.01	—	—	—	53/2	41.01.24 83
53	41.23	305,7	—	—	53/2	41.23.24 52
		—	—	—	53/2	41.23.29 57
	41.23	305,7	—	—		
53	43.01	1 446,5	—	—	53/4	43.01.40 20
		—	—	—	53/4	43.01.47 27
	43.01	1 446,5	—	—		
53	43.02	—	—	—	53/4	43.02.40 23
53	43.03	—	—	—	53/5	43.03.50 36
53	43.06	0,6	—	—	53/5	43.06.50 45
53	43.07	7,1	—	—	53/0	43.07.01 96
53	43.08	3,2	—	—	53/5	43.08.50
53	43.23	137,6	—	—	53/4	43.23.40 86
		—	—	—	53/4	43.23.47 93
	43.23	137,6	—	—		
53	44.01	2 866,6	—	—	53/6	44.01.60 49
		—	—	—	53/6	44.01.67 56
	44.01	2 866,6	—	—		
53	44.02	—	—	—	53/6	44.02.60 52
53	44.03	—	—	—	53/7	44.03.70 65

(En millions de francs)

Article legal		Répartition entre les allocations de base				
Division	Article	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnan- cement	Crédits d'engagement	Division/ Programme	Article
53	44.06	0,6	—	—	53/7	44.06.70 74
53	44.08	5,6	—	—	53/7	44.08.70
53	44.12	10,9	—	—	53/0	44.12.01 23
53	44.23	300,0	—	—	53/6	44.23.60 18
		—	—	—	53/6	44.23.67 25
	44.23	300,0	—	—		
53	01.02	3,2	—	—	53/3	01.02.30
Total section 53		7 328,8	—	—		

Section 54

54	11.03	55,3	—	—	54/0	11.03.01 17
54	11.04	1,1	—	—	54/3	11.04.30 49
54	21.01	8,0	—	—	54/1	21.01.14 17
		16,0	—	—	54/1	21.01.15 18
	21.01	24,0	—	—		
54	21.02	39,7	—	—	54/2	21.02.13
54	33.07	1,6	—	—	54/4	33.07.40 72
54	33.12	2,5	—	—	54/4	33.12.40 87
54	33.14	8,4	—	—	54/4	33.14.40 93
54	33.16	7,5	—	—	54/4	33.16.40 02
54	33.18	94,0	—	—	54/1	33.18.13 78
		246,9	—	—	54/2	33.18.20 85
	33.18	340,9	—	—		
54	33.19	2,4	—	—	54/4	33.19.40 11
54	41.02	68,3	—	—	54/4	41.02.41 33
		335,0	—	—	54/4	41.02.42 34
	41.02	403,3	—	—		
54	41.03	34,9	—	—	54/4	41.03.41
54	41.07	—	—	—	54/4	41.07.40 47
54	44.02	3 725,5	—	—	54/2	44.02.20 39
54	44.05	267,1	—	—	54/2	44.05.28

(En millions de francs)

Article legal		Répartition entre les allocations de base				
Division	Article	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnan- cement	Crédits d'engagement	Division/ Programme	Article
54	44.06	1 291,9	—	—	54/2	44.06.28
54	44.07	—	—	—	54/2	44.07.20 54
54	44.08	63,0	—	—	54/2	44.08.23 60
		29,0	—	—	54/2	44.08.24 61
		1 310,0	—	—	54/2	44.08.25 62
		283,0	—	—	54/2	44.08.26 63
		509,9	—	—	54/2	44.08.27 64
	44.08	2 194,9	—	—		
54	44.09	80,6	—	—	54/2	44.09.20 60
54	44.10	4,3	—	—	54/2	44.10.20 63
54	44.13	2 983,0	—	—	54/2	44.13.20 72
54	44.15	914,0	—	—	54/2	44.15.20 78
54	44.16	193,1	—	—	54/2	44.16.20 81
54	44.18	432,5	—	—	54/2	44.18.20 87
54	44.19	190,3	—	—	54/2	44.19.20 90
54	01.01	2 601,6	—	—	54/1	01.01.10 27
54	01.06	13,9	—	—	54/3	01.06.30 62
54	01.07	154,9	—	—	54/2	01.07.20 55
54	01.08	108,5	—	—	54/1	01.08.10 48
		3,3	—	—	54/1	01.08.11 49
		9,1	—	—	54/2	01.08.21 59
		2,3	—	—	54/2	01.08.22 60
	01.08	123,2	—	—		
54	01.11	535,8	—	—	54/1	01.11.11 55
54	01.13	391,6	—	—	54/1	01.13.12 65
54	01.15	2,1	—	—	54/4	01.15.40 02
54	01.19	5,0	—	—	54/4	01.19.40
Total section 54		17 026,9	—	—		
Section 55						
55	11.03	17,4	—	—	55/0	11.03.01 44
		3,6	—	—	55/1	11.03.10 53
		1 337,4	—	—	55/2	11.03.21 64

(En millions de francs)

Article légal		Répartition entre les allocations de base				
Division	Article	Credits non dissociés	Credits d'ordonnement	Credits d'engagement	Division/ Programme	Article
		326,7	—	—	55/2	11.03.22 65
		—	—	—	55/2	11.03.29 72
	11.03	1 685,1	—	—		
55	11.04	7,5	—	—	55/2	11.04.23 69
55	12.01	0,3	—	—	55/0	12.01.02 48
55	12.02	1,2	—	—	55/0	12.02.02 51
55	12.04	5,7	—	—	55/2	12.04.26 81
55	12.05	2,5	—	—	55/0	12.05.02 60
55	12.21	6,0	—	—	55/3	12.21.30 39
55	41.01	—	—	—	55/2	41.01.24 40
55	41.23	474,0	—	—	55/2	41.23.24 09
		—	—	—	55/2	41.23.29 14
	41.23	474,0	—	—		
55	43.01	1 731,2	—	—	55/4	43.01.40 74
55	43.02	—	—	—	55/4	43.02.40 77
55	43.23	243,8	—	—	55/4	43.23.40 43
55	44.01	2 610,4	—	—	55/6	44.01.60 06
		—	—	—	55/6	44.01.67 13
	44.01	2 610,4	—	—		
55	44.02	—	—	—	55/6	44.02.60 09
55	44.23	361,0	—	—	55/6	44.23.60 72
		—	—	—	55/6	43.23.67 79
	44.23	361,0	—	—		
55	01.04	14,4	—	—	55/2	01.04.20 73
55	01.10	2,4	—	—	55/0	01.10.02 73
55	01.12	0,3	—	—	55/0	01.12.02 79
55	01.16	—	—	—	55/0	01.16.02 91
Total section 55		7 145,8	—	—		
Section 56						
56	11.03	15,8	—	—	56/0	11.03.01 71
		7,7	—	—	56/1	11.03.10 80
		688,0	—	—	56/2	11.03.21 91

(En millions de francs)

Article legal		Repartition entre les allocations de base				
Division	Article	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnan- cement	Crédits d'engagement	Division/ Programme	Article
		12,0	—	—	56/2	11.03.22 92
		—	—	—	56/2	11.03.29 02
	11.03	723,5	—	—		
56	11.04	0,1	—	—	56/2	11.04.23 96
56	12.01	0,1	—	—	56/0	12.01.02 75
56	12.02	0,6	—	—	56/1	12.02.11 87
56	12.04	3,7	—	—	56/0	12.04.04 86
		3,5	—	—	56/2	12.04.26 11
	12.04	7,2	—	—		
56	12.05	0,2	—	—	56/0	12.05.02 87
		2,1	—	—	56/1	12.05.11 96
	12.05	2,3	—	—		
56	12.21	6,8	—	—	56/3	12.21.30 66
56	41.01	—	—	—	56/2	41.01.24 67
56	41.23	62,6	—	—	56/2	41.23.24 36
		—	—	—	56/2	41.23.29 41
	41.23	62,6	—	—		
56	43.01	905,0	—	—	56/4	43.01.40 04
		—	—	—	56/4	43.01.47 11
	43.01	905,0	—	—		
56	43.02	—	—	—	56/4	43.02.40 07
56	43.23	132,6	—	—	56/4	43.23.40 70
		—	—	—	56/4	43.23.47 77
	43.23	132,6	—	—		
56	44.01	652,1	—	—	56/6	44.01.60 33
		—	—	—	56/6	44.01.67 40
	44.01	652,1	—	—		
56	44.02	—	—	—	56/6	44.02.60 36
56	44.23	75,0	—	—	56/6	44.23.60 02
		—	—	—	56/6	44.23.67 09
	44.23	75,0	—	—		
Total section 56		2 567,9	—	—		

(En millions de francs)

Article légal		Répartition entre les allocations de base				
Division	Article	Credits non dissociés	Credits d'ordonnan- cement	Credits d'engagement	Division/ Programme	Article
Section 61						
61	11.03	6,0	—	—	61/1	11.03.10 21
		53,1	—	—	61/1	11.03.11 22
	11.03	59,1	—	—		
61	12.01	2,2	—	—	61/1	12.01.12 26
		5,5	—	—	61/2	12.01.21 35
	12.01	7,7	—	—		
61	12.02	51,7	—	—	61/1	12.02.12 29
		0,2	—	—	61/2	12.02.21 38
	12.02	51,9	—	—		
61	12.03	19,0	—	—	61/0	12.03.03 23
61	12.05	0,2	—	—	61/1	12.05.12 38
		0,7	—	—	61/2	12.05.21 47
	12.05	0,9	—	—		
61	12.22	62,6	—	—	61/1	12.22.12 89
		449,6	—	—	61/2	12.22.21 01
	12.22	512,2	—	—		
61	43.08	67,8	—	—	61/3	43.08.30 53
61	44.17	89,3	—	—	61/4	44.17.40 02
Total section 61		807,9	—	—		

Section 64

64	11.03	90,8	—	—	64/0	11.03.01 93
		21,0	—	—	64/1	11.03.10 05
		555,7	—	—	64/2	11.03.20 15
		—	—	—	64/2	11.03.27 22
	11.03	667,5	—	—		
64	11.04	0,1	—	—	64/2	11.04.20 18
64	12.01	30,5	—	—	64/0	12.01.02 97
		0,7	—	—	64/2	12.01.21 19
	12.01	31,2	—	—		

(En millions de francs)

Article legal		Répartition entre les allocations de base				
Division	Article	Credits non dissociés	Credits d'ordonnan- cement	Credits d'engagement	Division/ Programme	Article
64	12.02	70,0	—	—	64/0	12.02.02 03
		6,7	—	—	64/2	12.02.21 22
	12.02	76,7	—	—		
64	12.03	1,7	—	—	64/2	12.03.22 26
64	12.05	6,3	—	—	64/0	12.05.02 12
		2,1	—	—	64/2	12.05.21 31
	12.05	8,4	—	—		
64	12.06	3,8	—	—	64/2	12.06.22 35
64	12.07	0,5	—	—	64/2	12.07.21 37
64	12.18	—	—	—	64/2	12.18.22 71
64	33.02	0,1	—	—	64/1	33.02.10 06
64	33.03	12,0	—	—	64/1	33.03.10 09
64	33.04	64,1	—	—	64/1	33.04.10 12
64	33.17	0,1	—	—	64/1	33.17.10 51
64	33.18	6,6	—	—	64/1	33.18.10 54
64	33.20	8,0	—	—	64/1	33.20.10 60
64	34.01	1,0	—	—	64/1	34.01.10 12
64	34.02	0,1	—	—	64/1	34.02.10 15
64	41.01	—	—	—	64/2	41.01.24 89
64	41.23	100,0	—	—	64/2	41.23.24 58
		—	—	—	64/2	41.23.27 61
	41.23	100,0	—	—		
64	43.01	378,5	—	—	64/3	43.01.30 16
		—	—	—	64/3	43.01.37 23
	43.01	378,5	—	—		
64	43.02	—	—	—	64/3	43.02.30 19
64	43.23	46,7	—	—	64/3	43.23.30 82
		—	—	—	64/3	43.23.37 89
	43.23	46,7	—	—		
64	44.01	556,8	—	—	64/4	44.01.40 35
		—	—	—	64/4	44.01.47 42
	44.01	556,8	—	—		

(En millions de francs)

Article légal		Répartition entre les allocations de base				
Division	Article	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnan- cement	Crédits d'engagement	Division/ Programme	Article
64	44.02	—	—	—	64/4	44.02.40 38
64	44.23	69,9	—	—	64/4	44.23.40 04
		—	—	—	64/4	44.23.47 11
	44.23	69,9	—	—		
64	01.03	1,2	—	—	64/1	01.03.10 12
64	01.04	8,0	—	—	64/1	01.04.10 15
64	01.05	1,1	—	—	64/1	01.05.10 18
64	01.17	—	—	—	64/2	01.17.26 70
Total section 64		2 044,1	—	—		
Total A du Titre I		127 473,7	—	—		

TITRE II: DEPENSES DE CAPITAL

PARTIE A

Partie I

Crédits destinés à la réalisation du programme d'investissements

Section 54						
54	61.05	225,0	—	—	54/1	61.05.13 81
54	61.06	200,7	—	—	54/2	61.06.13
54	64.05	—	125,0	250,0	54/2	64.05.28
54	64.06	—	25,0	50,0	54/2	64.06.28
54	72.07	—	—	—	54/1	72.07.16 92
54	74.01	—	—	—	54/1	74.01.17 93
54	81.01	—	300,0	437,0	54/1	81.01.13 55
Total section 54		425,7	450,0	737,0		
81	01.01	1 575,0	—	—	81/0	01.01.01
81	01.02	550,0	—	—	81/0	01.02.01
81	01.03	—	—	—	81/0	01.03.01
81	01.04	2 209,8	—	—	81/0	01.04.01
81	01.05	1 470,5	—	—	81/0	01.05.01
Total section 81		5 805,3	—	—		

(En millions de francs)

Article legal		Repartition entre les allocations de base				
Division	Article	Credits non dissociés	Credits d'ordonnan- cement	Credits d'engagement	Division/ Programme	Article
Partie II						
Crédits qui ne sont pas destinés à la réalisation du programme d'investissement						
Section 01						
01	74.01	9,0	—	—	01/0	74.01.06 09
Total section 01		9,0	—	—		
Section 02						
02	74.01	3,0	—	—	02/0	74.01.06 09
Total section 02		3,0	—	—		
Section 40						
40	74.01	2,8	—	—	40/0	74.01.08 94
		37,1	—	—	40/0	74.01.09 95
	74.01	39,9	—	—		
Total section 40		39,9	—	—		
Section 51						
51	61.01	—	—	—	51/2	61.01.24 96
51	63.01	—	—	—	51/4	63.01.45 38
		—	—	—	51/4	63.01.47 40
	63.01	—	—	—		
51	64.01	—	—	—	51/6	64.01.65 67
51	74.01	0,1	—	—	51/1	74.01.15 10
Total section 51		0,1	—	—		
Section 52						
52	61.01	—	—	—	52/2	61.01.24 26
		—	—	—	52/2	61.01.29 31
	61.01	—	—	—		

(En millions de francs)

Article légal		Répartition entre les allocations de base				
Division	Article	Credits non dissociés	Credits d'ordonnan- cement	Credits d'engagement	Division/ Programme	Article
52	63.01	—	—	—	52/4	63.01.45 65
52	64.01	—	—	—	52/6	64.01.65 94
52	70.01	1,5	—	—	52/2	70.01.26 12
52	74.01	0,1	—	—	52/1	74.01.15 37
		0,1	—	—	52/2	74.01.28 50
	74.01	0,2	—	—		
Total section 52		1,7	—	—		
Section 53						
53	61.01	—	—	—	53/2	61.01.24 53
53	63.01	—	—	—	53/4	63.01.45 92
53	64.01	—	—	—	53/6	64.01.65 24
53	74.01	0,1	—	—	53/1	74.01.15 64
		—	—	—	53/2	74.01.28 77
	74.01	0,1	—	—		
Total section 53		0,1	—	—		
Section 55						
55	61.01	—	—	—	55/2	61.01.24 10
55	63.01	—	—	—	55/4	63.01.45 49
55	64.01	—	—	—	55/6	64.01.65 78
55	74.01	—	—	—	55/2	74.01.27 33
55	74.02	—	—	—	55/2	74.02.27 36
Total section 55		—	—	—		
Section 56						
56	61.01	—	—	—	56/2	61.01.24 37
56	63.01	—	—	—	56/4	63.01.45 76
56	64.01	—	—	—	56/6	64.01.65 08

(En millions de francs)

Article legal		Repartition entre les allocations de base				
Division	Article	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnan- cement	Crédits d'engagement	Division/ Programme	Article
56	74.01	0,1	—	—	56/1	74.01.15 48
		—	—	—	56/2	74.01.27 60
	74.01	0,1	—	—		
Total section 56		0,1	—	—		
Section 61						
61	74.01	—	—	—	61/1	74.01.13 84
Total section 61		—	—	—		
Section 64						
64	61.01	—	—	—	64/2	61.01.24 59
		—	—	—	64/2	61.01.27 62
	61.01	—	—	—		
64	63.01	—	—	—	64/3	63.01.35 88
64	64.01	—	—	—	64/4	64.01.45 10
64	74.01	1,5	—	—	64/0	74.01.06 61
		1,7	—	—	64/2	74.01.25 80
	74.01	3,2	—	—		
Total section 64		3,2	—	—		
Total A du Titre II		57,1	450,0	737,0		

ANNEXE IV

REGROUPEMENTS
TABLEAU DES CODES ECONOMIQUES

(En millions de francs)

Sect. et art. 1989	Code économique		1989	1988
	N° du code	Libellé	Initial	Ajusté
Titre I				
Partie A				
01				
11.01	111	Salaire	—	—
11.02	111	Salaire	13,8	—
	112	Allocations	7,4	—
	113	Contributions patronales	1,3	—
12.06	122	Location de bâtiments	11,0	—
12.07	121	Dépenses de fonctionnement	5,7	—
12.19	121	Dépenses de fonctionnement	7,1	—
02				
11.01	111	Salaire	2,5	2,0
11.02	111	Salaire	39,4	31,3
	112	Allocations	20,6	13,4
	113	Contributions patronales	5,2	2,6
12.06	122	Location de bâtiments	5,0	4,2
12.07	121	Dépenses de fonctionnement	—	—
12.19	121	Dépenses de fonctionnement	28,5	16,2
40				
11.03	111	Salaire	274,9	290,3
	112	Allocations	16,3	18,1
	113	Contributions patronales	16,0	18,0
11.04	111	Salaire	13,0	14,0
11.05	115	Salaire en nature	12,0	11,0
11.10	115	Salaire en nature	13,0	7,7
12.01	121	Dépenses de fonctionnement	34,2	36,0
12.02	121	Dépenses de fonctionnement	241,1	235,1
12.03	121	Dépenses de fonctionnement	20,4	25,9
12.04	121	Dépenses de fonctionnement	161,2	162,2
12.05	121	Dépenses de fonctionnement	16,0	13,1
12.06	122	Location de bâtiments et terrains	70,0	71,2
12.07	121	Dépenses de fonctionnement	7,4	8,2
33.01	33.61	Autres transferts aux ménages	6,6	7,0

(En millions de francs)

Sect. et art. 1989	Code économique		1989	1988
N° — Nr.	N° du code	Libellé	Initial	Ajusté
41.01	412	Transferts de revenus aux institutions d'intérêt public soumises à la loi du 16 mars 1954 (autres que sécurité sociale ou entreprises publiques)	8,0	8,0
41.20	413	Transferts de revenus aux autres institutions publiques	92,5	—
43.20	433	Contributions pour autres frais de fonctionnement	0,5	0,5
44.20	443	Contributions pour autres frais de fonctionnement	0,5	0,5
01.01	01	Non réparti économiquement	1 149,6	—
01.02	01	Non réparti économiquement	1 011,1	—
51				
11.03	111	Salaire	3 128,6	3 228,6
	112	Allocations	164,8	190,0
	113	Contributions patronales	87,2	100,4
11.04	111	Salaire	0,5	0,5
12.01	121	Dépenses de fonctionnement	3,4	3,4
12.02	121	Dépenses de fonctionnement	5,0	5,1
12.03	121	Dépenses de fonctionnement	—	—
12.05	121	Dépenses de fonctionnement	10,2	10,0
12.21	123	Achats spécifiques	9,6	9,6
12.36	123	Achats spécifiques	6,1	6,1
41.01	121	Dépenses de fonctionnement	—	—
	123	Achats spécifiques	—	—
41.23	121	Dépenses de fonctionnement	160,2	162,2
	123	Achats spécifiques	17,4	17,7
	742	Achats d'autre matériel	5,0	5,1
43.01	431	Contributions pour traitements du personnel enseignant	13 222,7	13 037,2
	(111)	(Salaire)	(11 777,0)	(11 676,5)
	(112)	(Allocations)	(724,9)	(680,9)
	(113)	(Contributions patronales)	(720,8)	(679,8)
43.02	433	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement	—	—
43.03	433	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement	—	0,1
43.04	433	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement	1,0	1,7
43.05	433	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement	3,0	3,3
43.06	433	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement	46,0	46,7
43.07	431	Contributions pour traitements du personnel enseignant	35,7	35,0
	(111)	(Salaire)	(29,7)	(29,0)
	(112)	(Allocations)	(1,4)	(1,4)
	(113)	(Contributions patronales)	(4,6)	(4,6)
43.08	431	Contributions pour traitements du personnel enseignant	13,0	—
43.23	433	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement	1 295,3	1 335,0
	632	Contributions pour l'équipement destiné à l'enseignement	11,5	13,9

(En millions de francs)

Sect. et art. 1989	Code économique		1989	1988
	N° du code	Libellé	Initial	Ajusté
44.01	441	Contributions pour traitements du personnel enseignant	10 843,0	10 197,2
	(111)	(Salaire)	(9 325,6)	(8 885,6)
	(112)	(Allocations)	(823,7)	(720,3)
	(113)	(Contributions patronales)	(693,7)	(591,3)
44.02	443	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement libre.	—	—
44.03	443	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement libre.	—	—
44.04	443	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement libre.	0,2	0,3
44.05	443	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement libre.	—	0,4
44.06	443	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement libre.	42,7	42,6
44.08	441	Contributions pour traitement du personnel enseignement libre . . .	12,0	—
44.12	441	Contributions pour traitements du personnel enseignant	13,0	12,7
	(111)	(Salaire)	(11,0)	(10,7)
	(112)	(Allocations)	(0,6)	(0,6)
	(113)	(Contributions patronales)	(1,4)	(1,4)
44.21	443	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement libre.	16,5	17,9
44.23	443	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement libre.	1 176,6	1 200,4
	642	Contributions à l'acquisition de meubles, de matériel didactique, etc.	60,6	60,7
01.02	111	Salaires proprement dit.	3,1	—
52				
11.03	111	Salaire	16 733,8	16 553,8
	112	Allocations.	455,3	420,0
	113	Contributions patronales	366,9	360,6
11.04	111	Salaire	8,2	8,5
12.01	121	Dépenses de fonctionnement	0,7	0,7
12.02	121	Dépenses de fonctionnement	4,5	4,5
12.04	121	Dépenses de fonctionnement	9,3	9,3
12.05	121	Dépenses de fonctionnement	16,1	16,1
12.21	123	Achats spécifiques	20,0	20,0
12.45	123	Achats spécifiques	153,0	153,0
41.01	121	Dépenses de fonctionnement	—	—
	123	Achats spécifiques	—	—
41.23	121	Dépenses de fonctionnement	1 715,0	1 645,0
	123	Achats spécifiques	210,8	180,8
	742	Achats d'autre matériel	61,9	55,9

(En millions de francs)

Sect. et art. 1989	Code économique		1989	1988
	N° du code	Libellé	Initial	Ajusté
N° -- Nr.				
43.01	431	Contributions pour traitements du personnel enseignant	9 525,6	9 574,8
	(111)	(Salaire)	(8 432,0)	(8 462,0)
	(112)	(Allocations)	(621,2)	(631,4)
	(113)	(Contributions patronales)	(472,4)	(481,4)
43.02	433	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement	—	—
43.05	433	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement	53,9	54,1
43.07	431	Contributions pour traitements du personnel enseignant	11,8	11,6
	(111)	(Salaire)	(9,8)	(9,6)
	(112)	(Allocations)	(0,5)	(0,5)
	(113)	(Contributions patronales)	(1,5)	(1,5)
43.08		Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement	0,5	0,7
43.23	433	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement	1 227,5	1 265,5
	632	Contributions pour l'équipement destiné à l'enseignement	5,0	5,0
44.01	441	Contributions pour traitements du personnel enseignant	23 138,0	22 181,9
	(111)	(Salaire)	(20 897,3)	(20 097,3)
	(112)	(Allocations)	(1 690,3)	(1 590,3)
	(113)	(Contributions patronales)	(550,4)	(494,3)
44.02	443	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement libre.	—	—
44.08		Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement libre.	2,0	4,5
44.11	443	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement libre.	1,0	1,0
44.12	441	Contributions pour traitements du personnel enseignant	47,1	46,1
	(111)	(Salaire)	(39,9)	(38,9)
	(112)	(Allocations)	(2,3)	(2,3)
	(113)	(Contributions patronales)	(4,9)	(4,9)
44.14	443	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement libre.	1,2	1,2
44.21	443	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement libre.	157,5	156,6
44.23	443	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement libre.	2 880,8	2 950,8
	642	Contributions à l'acquisition de meubles, de matériel didactique, etc.	39,2	41,8
53				
11.03	111	Salaire	1 926,6	1 826,6
	112	Allocations	166,4	131,4
	113	Contributions patronales	134,5	120,3
11.04	111	Salaire	—	0,2
12.01	121	Dépenses de fonctionnement	0,1	0,1
12.02	121	Dépenses de fonctionnement	0,5	0,5

(En millions de francs)

Sect. et art. 1989	Code économique		1989	1988
	N° du code	Libellé	Initial	Ajusté
N° — Nr.				
12.04	121	Dépenses de fonctionnement	4,0	4,0
12.05	121	Dépenses de fonctionnement	3,1	3,9
12.21	123	Achats spécifiques	1,9	1,9
12.45	123	Achats spécifiques	4,1	4,1
41.01	121	Dépenses de fonctionnement	—	—
	123	Achats spécifiques	—	—
41.23	121	Dépenses de fonctionnement	257,9	257,4
	123	Achats spécifiques	36,9	36,9
	742	Achats d'autre matériel	10,9	10,9
43.01	431	Contributions pour traitements du personnel enseignant	1 446,5	1 424,7
	(111)	(Salaire)	(1 272,9)	(1 257,9)
	(112)	(Allocations)	(93,4)	(90,0)
	113)	(Contributions patronales)	(80,2)	(76,8)
43.02	433	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement	—	8,0
43.03	433	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement	—	0,1
43.06	431	Contributions pour traitements du personnel enseignant	0,6	0,6
43.07	431	Contributions pour traitements du personnel enseignant	7,1	6,9
	(111)	(Salaire)	(5,9)	(5,7)
	(112)	(Allocations)	(0,3)	(0,3)
	(113)	(Contributions patronales)	(0,9)	(0,9)
43.08	431	Contributions pour traitements du personnel enseignant	3,2	—
43.23	433	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement	136,8	135,8
	632	Contributions pour l'équipement destiné à l'enseignement	0,8	0,5
44.01	441	Contributions pour traitements du personnel enseignant	2 866,6	2 766,2
	(111)	(Salaire)	(2 459,1)	(2 409,1)
	(112)	(Allocations)	(231,1)	(206,1)
	(113)	(Contributions patronales)	(176,4)	(151,0)
44.02	443	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement libre.	—	6,0
44.03	443	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement libre.	—	0,1
44.06	441	Contributions pour traitements du personnel enseignant	0,6	0,6
44.08	441	Contributions pour traitements du personnel enseignant	5,6	—
44.12	441	Contributions pour traitements du personnel enseignant	10,9	10,6
	(111)	(Salaire)	(9,2)	(8,9)
	(112)	(Allocations)	(0,6)	(0,6)
	(113)	(Contributions patronales)	(1,1)	(1,1)
44.23	443	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement libre.	296,1	296,1
	642	Contributions à l'acquisition de meubles, de matériel didactique, etc.	3,9	4,0
01.02	111	Salaire proprement dit	3,2	—

(En millions de francs)

Sect. et art. 1989	Code économique		1989 Initial	1988 Ajusté
	N° du code	Libellé		
N° — Nr.				
54				
11.03	111	Salaire	47,0	39,6
	112	Allocations	4,0	2,5
	113	Contributions patronales	4,3	2,5
11.04	111	Salaire	1,1	1,1
21.01	214	Intérêts sur dette non publique	24,0	24,0
21.02		Subventions	39,7	—
33.07	33.32	Fins culturelles: institutions	1,6	1,6
33.12	33.32	Fins culturelles: institutions	2,5	2,5
33.14	33.32	Fins culturelles: institutions	8,4	8,4
33.16	33.32	Fins culturelles: institutions	7,5	7,5
33.18	33.12	Aide sociale: institutions	340,9	337,6
33.19	33.32	Fins culturelles: institutions	2,4	2,4
41.02	411	Transferts de revenus à un fonds repris au titre IV	403,3	397,7
41.03		Transferts de revenus à un fonds repris au titre IV	34,9	—
41.07	413	Transferts de revenus à des organismes d'intérêt public non soumis à la loi du 16 mars 1954	—	0,3
44.02	440	Dépenses de personnel et de fonctionnement	3 725,5	3 632,9
44.05		Subventions	267,1	—
44.06		Subventions	1 291,9	—
44.07	442	Contributions pour pensions du personnel de l'enseignement libre	—	32,0
44.08	444	Contributions pour charges d'intérêts	2 194,9	2 216,4
44.09	440	Dépenses de personnel, d'équipement et de fonctionnement	80,6	81,5
44.10	440	Dépenses de personnel et de fonctionnement	4,3	4,2
44.13	440	Dépenses de personnel et de fonctionnement	2 983,0	3 031,9
44.15	440	Dépenses de personnel et de fonctionnement	914,0	933,9
44.16	440	Dépenses de personnel et de fonctionnement	193,1	169,9
44.18	440	Dépenses de personnel et de fonctionnement	432,5	396,3
44.19	440	Dépenses de personnel et de fonctionnement	190,3	191,6
01.01	01	Non réparti économiquement	2 601,6	2 623,9
01.06	01	Non réparti économiquement	13,9	13,8
01.07	01	Non réparti économiquement	154,9	100,1
01.08	01	Non réparti économiquement	123,2	205,1
01.11	01	Non réparti économiquement	535,8	502,5
01.13	01	Non réparti économiquement	391,6	392,3
01.15	01	Non réparti économiquement	2,1	2,1

(En millions de francs)

Sect. et art. 1989	Code économique		1989 Initial	1988 Ajusté
	N° du code	Libellé		
N° — Nr.				
01.19		Non réparti économiquement	5,0	—
55				
11.03	111	Salaire	1 491,1	1 440,8
	112	Allocations	99,4	87,4
	113	Contributions patronales	94,6	82,6
11.04	111	Salaire	7,5	7,5
12.01	121	Dépenses de fonctionnement	0,3	0,3
12.02	121	Dépenses de fonctionnement	1,2	1,2
12.04	121	Dépenses de fonctionnement	5,7	5,7
12.05	121	Dépenses de fonctionnement	2,5	3,5
12.21	123	Achats spécifiques	6,0	5,9
41.01	121	Dépenses de fonctionnement	—	—
	123	Achats spécifiques	—	—
41.23	121	Dépenses de fonctionnement	437,9	407,9
	123	Achats spécifiques	18,7	16,3
	742	Achats d'autre matériel	17,4	16,0
43.01	431	Contributions pour traitements du personnel enseignant	1 731,2	1 711,5
	(111)	(Salaire)	(1 520,5)	(1 510,5)
	(112)	(Allocations)	(107,0)	(101,0)
	(113)	(Contributions patronales)	(103,7)	(100,0)
43.02	433	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement	—	—
43.23	433	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement	239,3	237,3
	632	Contributions pour l'équipement destiné à l'enseignement	4,5	4,5
44.01	441	Contributions pour traitements du personnel enseignant	2 610,4	2 528,9
	(111)	(Salaire)	(2 388,9)	(2 328,9)
	(112)	(Allocations)	(111,0)	(100,0)
	(113)	(Contributions patronales)	(110,5)	(100,0)
44.02	443	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement libre.	—	—
44.23	443	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement libre.	357,0	355,0
	642	Contributions à l'acquisition de meubles, de matériel didactique, etc.	4,0	3,1
01.04	01	Non réparti économiquement	14,4	12,7
01.10	123	Achats spécifiques	2,4	2,4
01.12	123	Achats spécifiques	0,3	0,3

(En millions de francs)

Sect. et art. 1989	Code économique		1989	1988
	N° du code	Libellé	Initial	Ajusté
N° - Nr.				
01.16	123	Achats spécifiques	—	—
56				
11.03	111	Salaire	663,0	658,0
	112	Allocations	36,0	32,0
	113	Contributions patronales	24,5	24,0
11.04	111	Salaire	0,1	0,1
12.01	121	Dépenses de fonctionnement	0,1	0,1
12.02	121	Dépenses de fonctionnement	0,6	0,6
12.04	121	Dépenses de fonctionnement	7,2	7,2
12.05	121	Dépenses de fonctionnement	2,3	2,3
12.21	123	Achats spécifiques	6,8	6,8
41.01	121	Dépenses de fonctionnement	—	—
	123	Achats spécifiques	—	—
41.23	121	Dépenses de fonctionnement	51,9	51,6
	123	Achats spécifiques	6,0	6,0
	742	Achats d'autre matériel	4,7	4,7
43.01	431	Contributions pour traitements du personnel enseignant	905,0	1 077,0
	(111)	(Salaire)	(801,4)	(951,4)
	(112)	(Allocations)	(53,6)	(64,6)
	(113)	(Contributions patronales)	(50,0)	(61,0)
43.02	433	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement	—	6,3
43.23	433	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement	132,6	95,8
44.01	441	Contributions pour traitements du personnel enseignant	652,1	710,7
	(111)	(Salaire)	(597,1)	(642,4)
	(112)	(Allocations)	(30,0)	(38,0)
	(113)	(Contributions patronales)	(25,0)	(30,3)
44.02	443	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement libre.	—	6,0
44.23	443	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement libre.	75,0	63,3
61				
11.03	111	Salaire	54,1	54,1
	112	Allocations	3,5	3,5
	113	Contributions patronales	1,5	1,5
12.01	121	Dépenses de fonctionnement	7,7	7,7
12.02	121	Dépenses de fonctionnement	51,9	52,7
12.03	121	Dépenses de fonctionnement	19,0	21,0
12.05	121	Dépenses de fonctionnement	0,9	0,9
12.22	123	Achats spécifiques	512,2	487,8

(En millions de francs)

Sect. et art. 1989	Code économique		1989	1988
	N° du code	Libellé	Initial	Ajusté
43.08	433	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement	67,8	64,6
44.17	443	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement	89,3	85,0
64				
11.03	111	Salaire	586,3	596,3
	112	Allocations	47,7	50,7
	113	Contributions patronales	33,5	36,5
11.04	111	Salaire	0,1	0,1
12.01	121	Dépenses de fonctionnement	31,2	33,9
12.02	121	Dépenses de fonctionnement	76,7	82,9
12.03	121	Dépenses de fonctionnement	1,7	1,7
12.05	121	Dépenses de fonctionnement	8,4	8,4
12.06	122	Location de bâtiments, terrains	3,8	3,4
12.07	121	Dépenses de fonctionnement	0,5	0,5
12.18	123	Achats spécifiques	—	—
33.02	33.31	Fins culturelles: ménages	0,1	0,2
33.03	33.31	Fins culturelles: ménages	12,0	12,0
33.04	33.31	Fins culturelles: ménages	64,1	64,1
33.17	33.31	Fins culturelles: ménages	0,1	0,2
33.18	33.31	Fins culturelles: ménages	6,6	6,6
33.20	33.31	Fins culturelles: ménages	8,0	8,0
34.01	342	Transferts de revenus à l'étranger	1,0	0,9
34.02	342	Transferts de revenus à l'étranger	0,1	0,1
41.01	121	Dépenses de fonctionnement	—	—
	123	Achats spécifiques	—	—
41.23	121	Dépenses de fonctionnement	90,0	90,0
	123	Achats spécifiques	10,0	11,1
43.01	431	Contributions pour traitements du personnel enseignant	378,5	365,7
	(111)	(Salaire)	(334,1)	(324,1)
	(112)	(Allocations)	(22,4)	(21,0)
	(113)	(Contributions patronales)	(22,0)	(20,6)
43.02	433	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement	—	2,4
43.23	433	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement	45,0	45,0
	632	Contributions pour l'équipement destiné à l'enseignement	1,7	1,1
44.01	441	Contributions pour traitements du personnel enseignant	556,8	525,1
	(111)	(Salaire)	(471,7)	(456,0)
	(112)	(Allocations)	(46,3)	(38,8)
	(113)	(Contributions patronales)	(38,8)	(30,3)
44.02	443	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement libre.	—	4,5

(En millions de francs)

Sect. et art. 1989	Code économique		1989 Initial	1988 Ajusté
	N° du code	Libellé		
N° — Nr.				
44.23	443	Contributions pour autres frais de fonctionnement de l'enseignement libre.	68,0	66,0
	642	Contributions à l'acquisition de meubles, de matériel didactique, etc.	1,9	1,4
01.03	123	Achats spécifiques	1,2	1,4
01.04	123	Achats spécifiques	8,0	8,5
01.05	123	Achats spécifiques	1,1	1,1
Titre II				
Partie A				
Partie I. — Crédits destinés à la réalisation du programme d'investissements				
54				
61.05	611	Transferts de capitaux à un fonds repris au Titre IV	225,0	225,0
61.06	611	Transferts de capitaux à un fonds repris au Titre IV	200,7	—
64.05	611	Transferts de capitaux à un fonds repris au Titre IV	125,0	—
64.06	611	Transferts de capitaux à un fonds repris au Titre IV	25,0	—
72.07	72	Construction de bâtiments dans le pays	—	428,6
74.01	742	Achats d'autre matériel.	—	209,8
81.01		Investissements non ventilés	300,0	550,0
81				
01.01	61	Crédits pour constructions	1 575,0	—
01.02	61	Crédits pour constructions	550,0	—
01.03	61	Crédits pour constructions	—	—
01.04	61	Crédits pour constructions	2 209,8	—
01.05		Crédits pour constructions	1 470,5	—
Titre II				
Partie II. — Crédits qui ne sont pas destinés à la réalisation du programme d'investissements				
01				
74.01	741	Achats de matériel	5,0	—
02				
74.01	741	Achats de matériel	3,0	1,3
40				
74.01	742	Achats d'autre matériel.	39,9	39,9
51				
61.01	742	Achats d'autre matériel.	—	—
63.01	632	Contributions pour l'équipement destiné à l'enseignement	—	—
64.01	642	Contributions à l'acquisition de meubles, de matériel didactique, etc.	—	—

(En millions de francs)

Sect. et art. 1989	Code économique		1989	1988
N° — N°.	N° du code	Libelle	Initial	Ajusté
74.01	742	Achats d'autre matériel.	0,1	0,1
52				
70.01	742	Achats d'autre matériel.	1,5	1,5
74.01	742	Achats d'autre matériel.	0,2	0,2
53				
61.01	742	Achats d'autre matériel.	—	—
63.01	632	Contributions pour l'équipement destiné à l'enseignement	—	—
64.01	642	Contributions à l'acquisition de meubles, de matériel didactique, etc.	—	—
74.01	742	Achats d'autre matériel.	0,1	0,1
55				
61.01	742	Achats d'autre matériel.	—	—
63.01	632	Contributions pour l'équipement destiné à l'enseignement	—	—
64.01	642	Contributions à l'acquisition de meubles, de matériel didactique, etc.	—	—
74.01	742	Achats d'autre matériel.	—	—
74.02	742	Achats d'autre matériel.	—	—
56				
61.01	742	Achats d'autre matériel.	—	—
63.01	632	Contributions pour l'équipement destiné à l'enseignement	—	—
64.01	642	Contributions à l'acquisition de meubles, de matériel didactique, etc.	—	—
74.01	742	Achats d'autre matériel.	0,1	0,1
64				
61.01	742	Achats d'autre matériel.	—	—
63.01	632	Contributions pour l'équipement destiné à l'enseignement	—	0,2
64.01	642	Contributions à l'acquisition de meubles, de matériel didactique, etc.	—	0,2
74.01	742	Achats d'autre matériel.	3,2	4,4

1989 = Crédits sollicités.

1988 = Crédits ajustés y compris les crédits supplémentaires pour années antérieures.

CREDITS DE POLITIQUE SCIENTIFIQUE

(En millions de francs)

Divisions organiques et programmes d'activités		1989	1988
54. Enseignement supérieur et recherche scientifique: enseignement universitaire et recherche scientifique:			
1. Universités d'Etat:			
10. Allocations Université Liège:			
Art. 01.01.10		2 601,6	2 623,9
Art. 01.08.10		108,5	180,8
11. Allocations Université Mons:			
Art. 01.08.11		3,3	5,5
Art. 01.11.11		535,8	502,5
12. Subventions Gembloux:			
Art. 01.13.12		391,6	392,3
13. Subventions aux universités et constructions Université Liège:			
Art. 21.02.13		39,7	—
Art. 33.18.13		94,0	72,6
Art. 61.05.13		225,0	225,0
Art. 61.06.13		200,7	—
Art. 81.01.13		300,0	550,0
14. Subventions C.G.E.R. — Ancien régime:			
Art. 21.01.14		8,0	8,0
15. Subventions C.G.E.R. — Nouveau régime:			
Art. 21.01.15		16,0	16,0
16. Frais de construction hôpital Sart-Tilman:			
Art. 72.07.16		—	428,6
17. Equipement Sart-Tilman:			
Art. 74.01.17		—	209,8
2. Universités libres:			
20. Subventions diverses. — Allocations de fonctionnement:			
Art. 01.07.20		154,9	100,1
Art. 33.18.20		246,9	265,0
Art. 44.02.20		3 725,5	3 632,9
Art. 44.07.20		—	32,0
Art. 44.09.20		80,6	81,3
Art. 44.10.20		4,3	4,2
Art. 44.13.20		2 983,0	3 031,9
Art. 44.15.20		914,0	933,9
Art. 44.16.20		193,1	169,9
Art. 44.18.20		432,5	396,3

(En millions de francs)

Divisions organiques et programmes d'activités		1989	1988
21. Subventions U.C.L. et F.A.P.O.M.:			
Art. 01.08.21		9,1	15,2
22. Allocations F.U.C.A.M. et recherche Namur:			
Art. 01.08.22		2,3	3,9
23. Subventions C.G.E.R. — Constructions et recherche F.U.C.A.M.:			
Art. 44.08.23		63,0	57,7
24. Subventions C.G.E.R. — Terrains et recherche F.A.P.O.M.:			
Art. 44.08.24		29,0	28,7
25. Subventions C.G.E.R. — Installations immobilières administratives:			
Art. 44.08.25	1	310,0	300,0
26. Subventions C.G.E.R. — Installations immobilières sociales:			
Art. 44.08.26		283,0	320,0
27. Subventions C.G.E.R. — Charges financières:			
Art. 44.08.27		509,9	510,0
28. Subventions installations immobilières:			
Art. 44.05.28		267,1	—
Art. 44.06.28	1	291,9	—
Art. 64.05.28		125,0	—
Art. 64.06.28		25,0	—
3. Contrôle des universités:			
30. Contrôle des universités:			
Art. 01.06.30		13,9	13,8
Art. 11.04.30		1,1	1,1
4. Recherche scientifique:			
40. Subventions:			
Art. 01.15.40		2,1	2,1
Art. 01.19.40		5,0	—
Art. 33.07.40		1,6	1,6
Art. 33.12.40		2,5	2,5
Art. 33.14.40		8,4	8,4
Art. 33.16.40		7,5	7,5
Art. 33.19.40		2,4	2,4
Art. 41.07.40		—	0,3
41. Fonds de recherche — Initiative ministérielle:			
Art. 41.02.41		68,3	68,3
Art. 41.03.41		34,9	—
42. Fonds de recherche — Initiative des chercheurs:			
Art. 41.02.42		335,0	329,4
Total section 54 et politique scientifique		16 555,4	16 727,2